

# Ressources humaines et financières du DIP

Édition 2009

*Situation à Genève en 2008*

---



Octobre 2009



# **Ressources humaines et financières du DIP**

**Édition 2009**

*Situation à Genève en 2008*

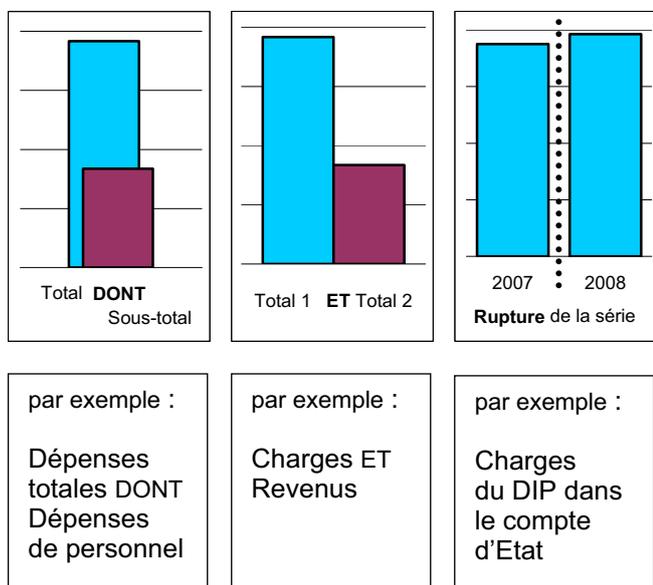
---

**Octobre 2009**

## Symboles

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- . . . donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition

## Conventions graphiques



Les parties 1, 2 et 4 ont été réalisées par Pierre-Alain Wassmer (SRED), la partie 3 par Claude-Alain Baertschi (Service du budget).

Ce document a été réalisé en collaboration avec le Groupe des indicateurs de ressources (GIR) du Département de l'instruction publique de l'Etat de Genève. Font partie de ce groupe :

BAERTSCHI Claude-Alain, secrétaire du GIR, DIRFIN ; BARBARESCO Laurent, OJ ; BORTOLOTTI Renato, SG ; CIRLINI Pascal, DGPO ; DANDELLOT Maurice, DEP ; FAVRE Caroline, Université ; FRUTIGER Michèle, HES ; PSISTER Monique, DRH ; PUTALLAZ Thomas, DRH ; MOSETTI Patrick, OFPC ; MÜLLER Karin, SRED ; PHAM Tien, DIRFIN ; RICHARD Yves, DGCO ; TISSOT Pascal, DIRFIN ; WASSMER Pierre-Alain, SRED.

Édition : Narain JAGASIA, SRED.

Document 09.020

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. DÉPENSES DU DIP DANS LE CONTEXTE GENEVOIS	7
II. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES DU DIP	13
III. RESSOURCES PAR ÉLÈVE OU ÉTUDIANT	27
IV. ÉVOLUTION 2007-2008 PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT	37
ANNEXES	I
TABLEAUX	XIII

« ...la rationalisation des coûts est devenue au manager d'aujourd'hui ce qu'était la saignée au médecin du Moyen Age : le remède à tous les maux qui évite de panser/penser les véritables plaies. »

*Devenir fonctionnaire aujourd'hui,*  
Stéphane Haefliger, 2003

## INTRODUCTION

La publication *Ressources humaines et financières du Département de l'instruction publique* a pour objectif de fournir des informations statistiques ou graphiques et des analyses chaque fois renouvelées sur le système éducatif du canton de Genève. Cette description du DIP sous l'angle des ressources demande à être située dans un contexte plus large, au sein duquel il convient de faire apparaître les particularités genevoises, mais encore les tendances générales qui interviennent au-delà du seul territoire cantonal. C'est ce qui est esquissé ici en quelques mots et quelques chiffres, dans les domaines de la démographie, de l'économie nationale ou de la politique budgétaire.

A la fin 2008, le canton de Genève comptait 453'439 résident-e-s<sup>1</sup> avec une croissance relative de 1.3% pour cette année (0.5% en 2007), retrouvant un taux de croissance semblable à ce qu'il avait connu de 1999 à 2003. Les communes genevoises ayant connu la plus forte augmentation de population en 2008 sont : la Ville de Genève (+2'342), Vernier (+477), Carouge (+411), Lancy (+341), Versoix (+281), Meyrin (+228) et Bellevue (+217). Les dix communes de plus de 10'000 habitant-e-s regroupent 78% de la population totale et la Ville de Genève à elle seule abrite, avec 188'068 habitant-e-s, 41% de cette population.

La croissance démographique à Genève et dans sa région est soutenue, avec des zones de développement plus dynamiques, renforçant le caractère urbain de notre canton. De la sorte, l'agglomération genevoise apparaît toujours davantage comme le centre d'une région plus large, comme un pôle de développement démographique mais aussi économique.

L'attractivité de Genève se traduit notamment par un grand nombre de mouvements pendulaires avec le canton de Vaud et avec la France voisine. On relève que le nombre de détenteur-trice-s de permis de frontalier (permis G) arrive à 65'126 à la fin de 2008. Cet effectif a progressé de 4'496 personnes en 2008 (+7.4%), contre +3'701 en 2007 (+6.5%). Les frontalier-e-s réellement actifs dans le canton ont été comptabilisés par l'OFS à hauteur de 52'583 personnes<sup>2</sup>.

Ces chiffres ne comprennent pas les Suisses qui se sont installés en France voisine et qui travaillent à Genève. Non soumis à autorisation de travail, ils échappent à la statistique. Pourtant un certain nombre d'entre eux scolarisent leurs enfants dans le canton, ce qui intéresse directement le DIP.

Pour ce qui est de l'emploi, 2008 marque un fort ralentissement de la croissance du volume des emplois, particulièrement en fin d'année, avec une stabilisation sur la première moitié de l'année 2009. L'indicateur avancé de l'emploi pour le canton de Genève publié par l'OCSTAT<sup>3</sup>, qui anticipe sur l'évolution de la variation avec environ 5 trimestres, est à la baisse depuis 2007 et laisse voir une diminution de l'emploi durant l'hiver 2009/2010.

Exprimée en termes nominaux, l'évolution de la masse salariale reste en 2008 (+7.5%) pratiquement au niveau de 2007 (+7.8%). Pourtant, cette progression est entamée par l'inflation, puisqu'elle ne se monte en termes réels plus qu'à 4.8% (7.4% en 2007)<sup>4</sup>. Bien qu'encore à un

<sup>1</sup> Source : OCSTAT / OCP - Statistique cantonale de la population résidente.

<sup>2</sup> Frontaliers du canton de Genève en 2008, Résultats statistiques N°4, mars 2009, OCSTAT.

<sup>3</sup> Etudes et documents N° 48, août 2009.

<sup>4</sup> StatistiqueGenève, août 2009

niveau relativement élevé, cet indicateur montre bien l'importance de pondérer les grandeurs économiques en fonction de la valeur de l'argent, opération qui situe mieux leurs évolutions.

D'un autre côté, le taux de chômage, dont la tendance était à la baisse depuis le début 2006 (5.5% en juin 2008), commence à remonter vers la fin de 2008, poursuivant sa hausse encore sur la première partie de 2009, pour arriver à 7% en septembre 2009, soit le taux atteint en 2006 déjà<sup>5</sup>. A ces chômeurs, il convient encore d'ajouter plus de 5'000 demandeurs d'emploi qui n'ont pas droit aux allocations. La durée moyenne du chômage ainsi que la part des chômeurs de longue durée sont aussi à la hausse en 2009, ce qui montre une aggravation importante du marché de l'emploi à Genève, cette tendance n'étant pas limitée au canton.

L'évolution de l'indice genevois des prix à la consommation montre une hausse sérieuse en 2008, avec 103.5 en moyenne annuelle (décembre 2005 = 100). Cela correspond à 2.6% de renchérissement en 2008, qui est le taux le plus élevé de la décennie. Dès la moitié de l'année 2008, cette évolution s'arrête et les valeurs enregistrées au début de 2009 sont toutes inférieures à celles observées une année auparavant (comparaison de janvier à janvier, etc.)<sup>6</sup>.

Le sombre panorama dressé ici reflète la crise financière qui traverse une économie mondialisée à laquelle il est difficile d'échapper. Cette crise que nous avons déjà évoquée dans l'édition précédente, c'est-à-dire il y a maintenant une année, touche y compris les finances publiques, à tous les niveaux, parce que les revenus de l'impôt se resserrent, parce que les aides publiques deviennent plus pressantes, et dans des domaines toujours plus larges.

Le Département de l'instruction publique n'échappe pas aux restrictions budgétaires et les informations statistiques et financières concernant l'éducation montrent bien les conséquences au plan des ressources humaines et financières. Il s'agit donc aussi de suivre ces évolutions dans leurs effets les plus reculés, notamment parce que les conséquences de la crise sont aussi dans le domaine des inégalités sociales, et parce que parmi les missions de l'instruction publique il y a la nécessité de « tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire des élèves dès les premiers degrés de l'école »<sup>7</sup>.



---

<sup>5</sup> Le marché du travail à Genève, septembre 2009, OCSTAT.

<sup>6</sup> Source : OCSTAT.

<sup>7</sup> Art. 4 de la loi sur l'instruction publique (LIP).

## I. DÉPENSES DU DIP DANS LE CONTEXTE GENEVOIS

### En 2008, les dépenses du DIP retrouvent le niveau de 2004

Malgré une hausse de 2.6% sur la dernière année, le niveau des dépenses du Département de l'instruction publique atteint en 2008 (2'042 Mio F) se situe un peu plus bas que celui atteint en 2004 (2'046 Mio F), et même nettement en-dessous du niveau de 2005 (2'055 Mio F). Ces dépenses recouvrent les dépenses publiques d'éducation à Genève dans la mesure où elles considèrent le DIP au sens large, c'est-à-dire avec les dépenses de fonctionnement de l'Université et des Hautes écoles spécialisées (HES), incluant donc notamment des financements fédéraux.

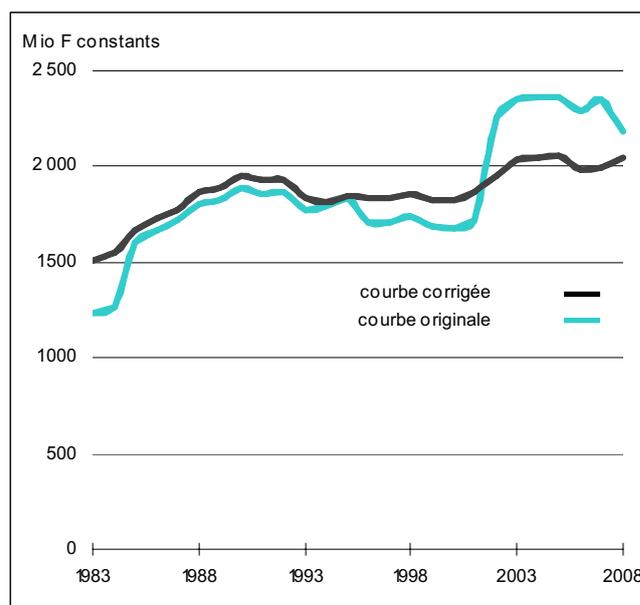
Cette évolution est visible dans le GRAPHIQUE 1 avec la **courbe corrigée**, après modification des informations comptables provenant de l'Etat, de l'Université et des HES – la **courbe originale** –, modification rendue nécessaire par les variations importantes de transferts financiers transitant par le DIP mais qui ne sont pas des charges pour le fonctionnement des écoles.

Une lecture directement dans le compte d'Etat ne permet pas non plus une comparaison entre une année et l'autre, à cause de modes d'inscriptions comptables différents en fonction d'exigences et de modèles qui changent avec le temps. Cette correction est nécessaire aussi pour la lecture longitudinale des dépenses totales de l'Etat cantonal pour lesquelles la remarque sur les changements comptables est aussi valable.

La définition des dépenses du DIP que nous utilisons dans les statistiques financières est donc un peu différente de celle qui est en vigueur dans la comptabilité publique, bien qu'elle soit directement liée aux montants inscrits dans le compte d'Etat. En particulier on soustrait des subventions redistribuées, c'est-à-dire dont les montants sont exactement les mêmes dans les charges et dans les revenus. Lorsque ces subventions vont directement vers les institutions auxquelles elles sont destinées (par exemple l'Université), elles disparaissent des comptes du DIP – ou de l'Etat – sans pour autant modifier les dépenses à la charge des pouvoirs publics. C'est ce qui est appelé

### GRAPHIQUE 1

Dépenses du DIP, en Mio F constants  
1983-2008



La courbe corrigée permet de suivre l'évolution des charges éducatives de manière continue dans le temps, malgré des changements importants dans le plan comptable de l'Etat.

© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, Université, HES, SRED)

‘transfert’ ou ‘transit’ plus haut. Si ce type de dépenses n’est pas inscrit dans le compte d’Etat, il est difficile, voire impossible de retrouver l’information correspondante, et c’est pourquoi il a été préféré de supprimer purement et simplement ces dépenses de nos statistiques. D’autres corrections ont été pratiquées en fonction de changements du plan comptable, notamment dans les cas de déplacement d’activités entre différents départements (OOF, Lullier), ou en cas de passage d’un financement direct par le DIP à un mode de financement basé sur des subventions (externalisation).

La courbe corrigée qui résulte de ces modifications correspond à un périmètre d’activités relativement constant, mais reflète aussi la croissance – ou le recul – du volume de ces mêmes activités. Les deux courbes du GRAPHIQUE 1 sont exprimées en francs constants, ce qui permet de suivre l’évolution de ces dépenses en valeur réelle.

On voit ainsi un premier coup d’arrêt dans l’évolution des dépenses en 1993-94. En 1993, la baisse apparaît plus faiblement dans les comptes d’Etat mais est accentuée par l’évolution du coût de la vie, importante cette année-là, tandis qu’en 1994, la diminution est « cachée » dans le compte du DIP par l’arrivée de l’OOF, dont les dépenses compensent la baisse d’ensemble. Dans ce cas, la correction donne l’évolution des dépenses pour les mêmes activités.

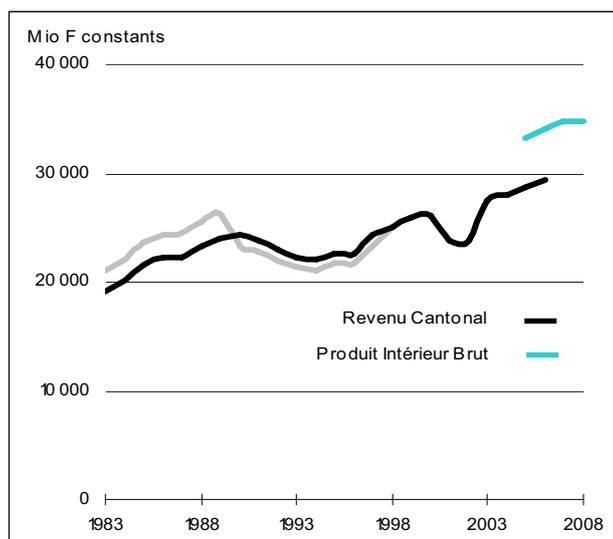
En 2006 un deuxième coup d’arrêt intervient, parfaitement visible dans le compte d’Etat, et qui est largement dû à la diminution sensible sur les dépenses d’amortissement, c’est-à-dire en relation avec la politique financière de l’Etat de Genève.

## Léger fléchissement du PIB cantonal genevois en 2008

D’importants changements ont actuellement lieu dans le domaine de la comptabilité nationale, particulièrement pour ce qui touche les cantons. L’Office fédéral de la statistique ne produit plus de Revenu cantonal, pour des raisons d’instabilité de l’indicateur et de difficulté à obtenir des estimations fiables. Celui-ci serait remplacé par un Produit intérieur brut cantonal, dont les données officielles devraient être publiées dès l’automne 2009 par l’OCSTAT.

### GRAPHIQUE 2

**Revenu cantonal (RC) et Produit intérieur brut (PIB) cantonal genevois, en Mio F constants 1983-2008**



La courbe originale (en gris) suit les différents calculs de l’OFS (ruptures en 1990 et 1998). Depuis 2006, les données de PIB cantonal proviennent de la BCGE.

Ayant basé nos propres indicateurs cantonaux sur le Revenu cantonal, en référence au PIB auparavant uniquement disponible au niveau national, ce changement devrait permettre d’améliorer à terme l’information que nous produisons. Pour le moment, nous ne disposons que de données partielles et non confirmées par les instances statistiques.

Pour situer les nouvelles données de PIB cantonal par rapport aux anciennes références de RC, le GRAPHIQUE 2 présente les deux indicateurs parallèlement. On voit une différence de niveau de l’ordre de 16% en plus pour le PIB diffusé par la Banque cantonale de Genève (BCGE). Les données publiées par l’Hebdo dans le « Forum des 100 » sont encore plus élevées, puisqu’elles se situent encore 18% en dessus, ce qui constitue une différence de 38% avec l’ancien revenu

cantonal, mais avec des données sur les années 2007 et 2008 seulement, ce qui limite les comparaisons.

On observe une diminution de 0.3% entre 2007 et 2008 sur le PIB de la BCGE, exprimé en valeur réelle, c'est-à-dire en francs constants. Cette évolution négative résulte de l'importante augmentation du coût de la vie (+2.6%) en regard d'une progression de 2.3% du PIB exprimé en valeur nominale. L'érosion de la valeur de l'argent a ainsi eu le dessus sur la hausse modérée du produit intérieur brut cantonal genevois en 2008.

### Dépenses d'éducation à 5.9% du PIB cantonal genevois en 2008

En 2008, l'indicateur « dépenses d'éducation / PIB cantonal » remonte à 5.9% après être descendu jusqu'à 5.7% en 2007. Cet indicateur représente l'importance des dépenses d'éducation par rapport à la richesse produite dans le canton, c'est-à-dire l'« effort » de la collectivité dans ce domaine. Ce résultat est dû à la fois à l'augmentation des dépenses publiques et au léger retrait du PIB entre 2007 et 2008, comme on le voit plus haut.

Les courbes visibles dans le GRAPHIQUE 3 représentent deux indicateurs bien différents, le premier, de 1983 à 2006, étant les dépenses publiques d'éducation (dépenses du DIP au sens large avec l'Université et les HES) rapportées au revenu cantonal (RC), tandis que le deuxième, qui recouvre la période récente de 2005 à 2008, reprend les mêmes dépenses rapportées au produit intérieur brut (PIB) cantonal.

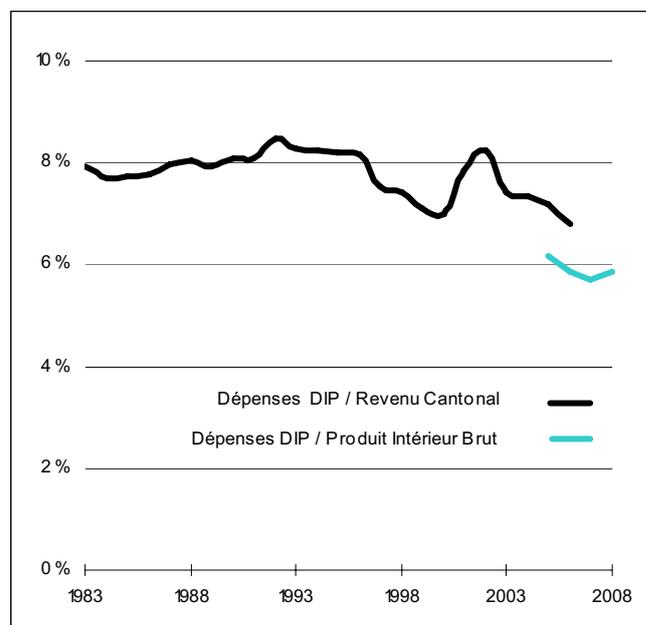
Pour les années 2005 et 2006, les deux valeurs sont disponibles et l'on observe que l'indicateur calculé sur le PIB cantonal est plus bas que celui qui était basé sur le RC, ce qui correspond à la différence constatée plus haut sur ces deux grandeurs. Le niveau et la définition des dépenses du DIP sont les mêmes dans les deux calculs.

Ce qu'il faut relever est que l'indicateur utilisé au plan national et dans les comparaisons internationales se base sur le PIB, et donc correspond à l'indicateur calculé en rapport du PIB cantonal plutôt que celui, plus ancien, basé sur le revenu cantonal. Ce changement est donc un progrès, pour autant que les données de PIB cantonal soient disponibles pour une période plus longue que ce qui est disponible actuellement. Cela replace aussi les dépenses publiques genevoises pour l'éducation à un niveau nettement plus proche de ce qui se pratique au plan suisse, avec 5.5% en 2006 (même niveau qu'en 1995), après avoir été proche de 6% en 2003. Le résultat suisse est voisin de la moyenne de l'OCDE (5.4%), et nettement plus bas que les dépenses des pays scandinaves, qui vont de 6.1% pour la Finlande à 8.3% pour le Danemark, toujours en 2006. Ces comparaisons doivent rester prudentes parce que l'on met en balance des situations très différentes, tant du point de vue des populations que des moyens à disposition.

La série complète de l'indicateur basé sur le revenu cantonal reste une information intéressante sur l'engagement des collectivités publiques, dans la mesure où l'on recadre le niveau de

### GRAPHIQUE 3

Dépenses DIP/RC et Dépenses DIP/PIB, en %  
1983-2008



© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, OFS, BCGE, SRED)

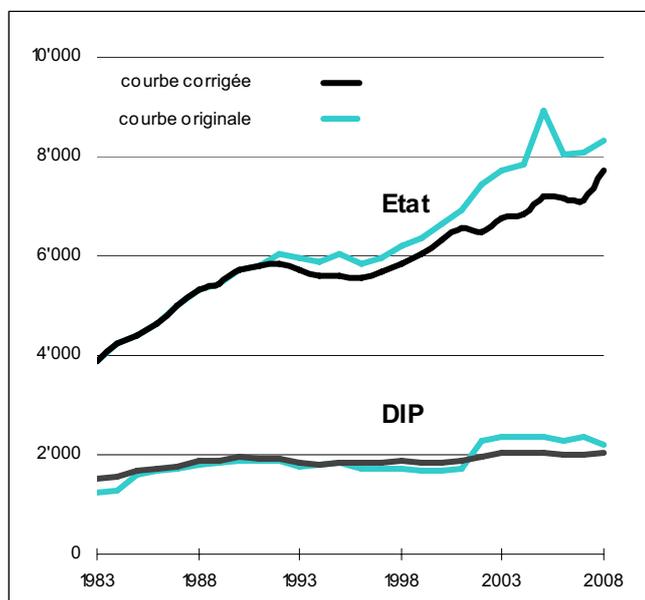
l'indicateur selon les indications données plus haut, en particulier parce qu'elle donne une idée de l'évolution de l'effort de la collectivité pour ses écoles. Cet effort reste relativement soutenu, malgré la crise économique et financière actuelle, et malgré des tendances baissières récurrentes, qui reviennent avec chaque nouvelle vague de restrictions budgétaires.

## Croissance plus limitées pour les dépenses du DIP que pour celles de l'Etat

Exprimées en francs constants et après correction, les dépenses publiques cantonales 2008 se montent à 7.738 Mia F, ce qui représente une hausse de 8.8% en un an. Dans le même temps, les dépenses du DIP augmentaient de 2.6%, pour se fixer à hauteur de 2.042 Mia F.

### GRAPHIQUE 4

#### Dépenses de l'Etat et du DIP, en Mio F constants 1983-2008



© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, SRED)

Ces évolutions concernent des valeurs corrigées, tant pour le DIP que pour l'Etat de Genève. On voit ainsi que, pour l'année 2008, les courbes corrigées se rapprochent des courbes originales, par le fait que la masse des transferts s'est amoindrie de façon importante, passant de près de 530 Mio F en 2007 à un peu plus de 230 Mio F une année plus tard pour le DIP (de 550 Mio F à 260 Mio F pour l'Etat). Le constat est donc que moins de flux financiers transitent par les comptes étatiques, mais aussi que la plupart (presque le total) de ces flux concernent le DIP, et plus particulièrement l'Université.

S'ajoute à cet effet la diminution des imputations internes au sein de l'Etat cantonal, de l'ordre de près de 50 Mio F entre 2007 et 2008 (de 370 Mio F à 320 Mio F), montants qui sont défalqués des dépenses puisque ce sont des transferts internes qui se retrouvent intégralement dans les revenus et se compensent au final (ce qui n'est pas le cas pour chacun des départements, pour lesquels il convient de maintenir ces montants dans les dépenses).

De la sorte, les corrections font apparaître des évolutions bien différentes de celles que l'on relève à partir de la comparaison directe des comptes annuels : si pour l'Etat, la correction accroît l'augmentation, qui passe ainsi de 3.2% à 8.8%, pour le DIP, la courbe corrigée prend une direction opposée, en transformant la baisse de 7.0% en hausse de 2.6%.

À partir de ces chiffres se calcule un autre indicateur important pour le domaine de l'éducation, qui rapporte la part des dépenses d'éducation à l'ensemble des dépenses publiques. Cet indicateur devrait normalement être relativement peu affecté par les transformations présentées plus haut, dans la mesure où les modifications comptables d'une année à l'autre affectent les deux niveaux, du DIP et de l'Etat, de la même manière.

Pourtant on peut voir que la variation des dépenses par l'inscription – ou non – de transferts, qui n'a pas d'impact sur le résultat comptable net (ni des dépenses du département ni de l'ensemble des dépenses cantonales), concerne essentiellement le DIP et pratiquement pas les autres départements. Cela a la conséquence que le même montant en termes absolus ajouté aux deux niveaux augmente directement la part du DIP sur l'ensemble des dépenses publiques, alors qu'il s'agit d'une convention comptable et non de dépenses nettes supplémentaires en faveur du DIP.

Il s'en suit la nécessité d'utiliser des dépenses *corrigées* selon la méthode présentée plus haut pour calculer l'indicateur constitué des dépenses publiques d'éducation rapportées à l'ensemble des dépenses de l'Etat, plutôt que de prendre les dépenses directement dans la comptabilité, ce qui maintient l'homogénéité du calcul dans le temps. C'est cet indicateur que l'on peut visualiser dans le GRAPHIQUE 5 ci-contre dans la courbe corrigée, au côté du calcul à partir des chiffres comptables (courbe originale). L'évolution que l'on y observe est d'ailleurs très régulière et peu influencée par des mouvements à court terme, ce qui reflète des tendances lourdes, tant au niveau du DIP qu'à celui de l'ensemble de l'Etat. L'écart entre les deux courbes confirme le bien-fondé des remarques précédentes, justifiant le travail de correction sur les données comptables.

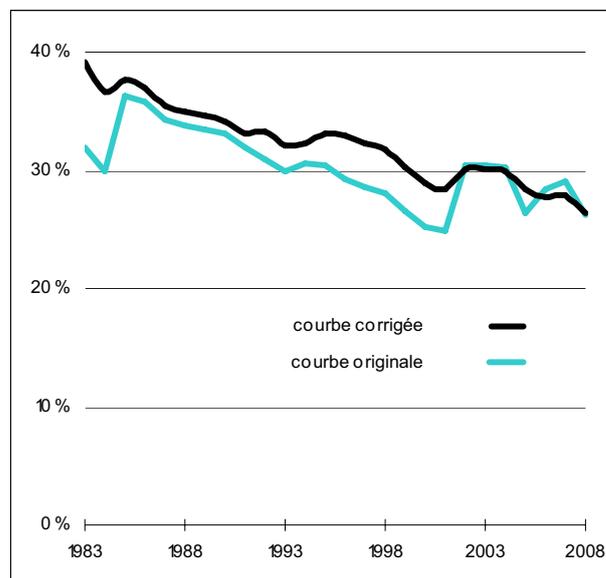
L'évolution qui ressort de ce graphique montre une tendance générale à la baisse sur l'ensemble de la période de 1983 à 2008, représentant 33% en 25 ans, soit 1.3% de diminution moyenne par année. Revenant aux données du GRAPHIQUE 4, on peut relever que l'évolution moyenne des dépenses de l'Etat est de 2.9% par an sur la période, tandis qu'elle n'est que de 1.3% pour le DIP, ce qui signifie que l'évolution de l'indicateur résulte de l'écart persistant entre les deux mesures, avec des sursauts ponctuels en 1985, 1995 et 2002.

Les écarts relatifs de l'indicateur 'Dépenses du DIP / Dépenses d'Etat' par rapport à la tendance générale sont le fait des valeurs au niveau de l'Etat plutôt qu'à celui du DIP, ces dernières dépenses étant nettement plus stables d'une année à l'autre. On peut conclure que l'importance de l'effort en faveur de l'éducation tend à diminuer de façon continue relativement à l'ensemble des dépenses publiques, et que les évolutions à court terme sont marquées davantage par les engagements de l'Etat dans les autres domaines que dans celui de l'éducation.

Les dépenses de l'Etat en faveur de l'éducation correspondent à un engagement à long terme, difficile à infléchir d'une année à l'autre car répondant à des besoins impératifs de la population, particulièrement en période de crise où la formation est un atout très important pour trouver une solution à chacun, mais aussi pour sauvegarder l'économie dans son ensemble. Cette évolution est une tendance qui touche plus largement que le seul territoire genevois ou suisse, correspondant à ce que l'on appelle aujourd'hui la « société de la connaissance », ou la société industrielle avancée, qui voit les activités de services et les productions de haute technologie se développer au détriment des emplois non qualifiés et de la production industrielle traditionnelle.

## GRAPHIQUE 5

Dépenses du DIP / Dépenses d'Etat, en %, 1983-2008



© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, SRED)





## II. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES DU DIP

Dans ce chapitre, les dépenses du DIP sont présentées, non plus en relation avec le contexte économique et budgétaire genevois, mais dans le sens de l'utilisation des ressources au sein du département, tant du point de vue humain que financier. La relation entre ressources humaines et ressources financières est abordée ici et constitue une particularité du travail du groupe des indicateurs du DIP (GIR) qui patronne cette publication.

Les informations présentées partent des données comptables, pour évoluer progressivement vers des statistiques permettant de donner une image lisible du département sur une période de dix ans, entre 1999 et 2008. Les évolutions observables pourront dès lors être interprétées selon des données du contexte – contexte politique, social ou budgétaire – telles que présentées dans le chapitre précédent, mais encore selon les activités éducatives sous la forme d'indicateurs par unité, comme c'est le cas dans le chapitre suivant sur les coûts et encadrements unitaires.

Les données financières à l'origine de l'information statistique sont successivement décomposées de façon à ce que l'on puisse comprendre les contenus des différentes catégories, pour articuler les dépenses destinées au personnel avec des données de ressources humaines, c'est-à-dire des statistiques sur la composition et l'évolution du personnel et spécifiquement du corps enseignant qui représente la plus grande partie des personnes employées au sein du DIP. Ces informations sont présentées sous la forme de volume d'emploi, notamment par groupe de fonctions, ainsi que sur les traitements moyens par catégorie. Une partie est consacrée aux activités du DIP, en termes de volume sous l'aspect des effectifs d'élèves, d'apprenti-e-s et d'étudiant-e-s. Ce chapitre ne serait pas complet sans un complément sur les mécanismes salariaux et sur l'évolution du coût de la vie, qui influencent les valeurs des statistiques exprimées en argent.

Toutes ces opérations de construction et déconstruction des données, de mise en relation d'indicateurs de natures diverses et d'apports sous la forme de commentaires devraient permettre une meilleure appréhension de l'information sur les ressources humaines et financières du DIP, dans la mesure où la multiplication des différents points de vue enrichit cette information statistique sur l'école, qui reste indispensable pour la compréhension et la gestion des ressources du département de l'instruction publique.



### ***Dépenses de fonctionnement du DIP***

#### **Les données comptables, base de la statistique financière**

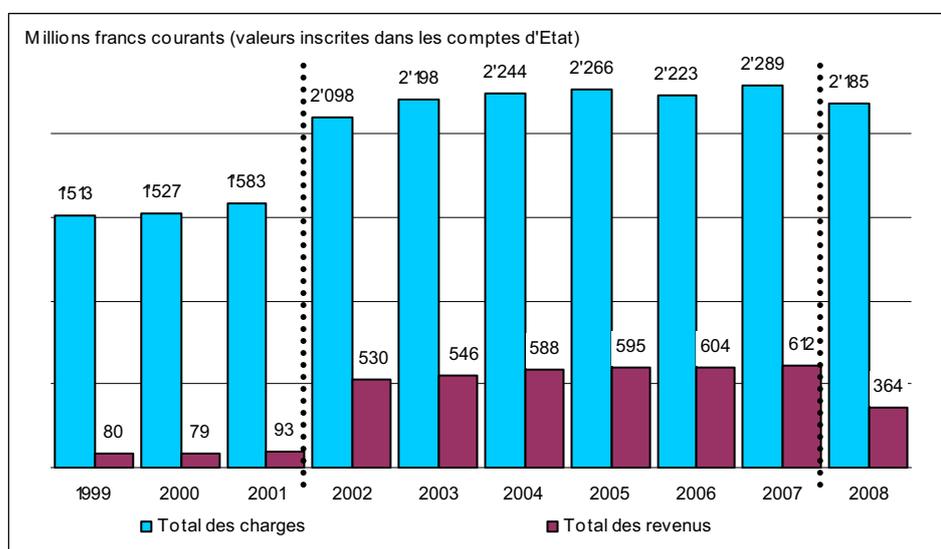
Au risque de se répéter, il faut encore rappeler que les statistiques financières se basent sur les données comptables, et devraient laisser voir en permanence la démarche pour constituer les résultats présentés et, si nécessaire, permettre la reconstitution *a posteriori* de ces résultats à partir des comptabilités officielles.

Cette démarche permet, sur une série concernant dix années de données, de reconstituer une information cohérente sur l'ensemble de la période et donc de comparer les chiffres à différents moments, sur des mêmes bases. C'est pourquoi on trouvera des changements dans les calculs et des ruptures au sein des séries, de manière à faire apparaître les limites de la reconstitution des statistiques. Une documentation est fournie en annexe et des explications supplémentaires sur la démarche peuvent être trouvées dans les versions précédentes de cette publication<sup>1</sup>.

Les données comptables que nous voyons dans le GRAPHIQUE 6 correspondent aux charges et revenus tels qu'ils sont publiés dans les comptes d'Etat<sup>2</sup>. En 2002, l'inscription dans les comptes de flux financiers « en transit » augmente de plus de 500 Mio F le compte du DIP, sans représenter de dépenses supplémentaires. En 2008, ces mêmes inscriptions changent de contenu, créant une baisse de l'ordre de 300 Mio F à la fois sur les charges et sur les revenus. A part ces modifications relativement importantes, d'autres changements sont intervenus avec un impact moindre. Les évolutions immédiatement visibles reflètent ainsi des changements comptables ou organisationnels, plutôt que l'évolution du coût ou du volume des activités éducatives elles-mêmes.

## GRAPHIQUE 6

### Charges et revenus DIP, en millions de francs courants, 1999-2008



Les changements de structure scolaire et comptable empêchent une comparaison dans le temps.

© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, SRED)

Les corrections effectuées pour obtenir une série homogène consistent à sortir les charges qui ne sont pas des dépenses effectives et à réintroduire les dépenses qui auraient été enregistrées ailleurs ou sous une autre forme (par exemple des dépenses inscrites dans le compte d'un autre département ou les dépenses d'un organisme subventionné).

Les modalités du travail de correction suivent des principes forts, tels la cohérence sur la période, la mise en compte des dépenses rattachées effectivement aux activités, le lien avec les comptabilités officielles des organismes de référence. Pourtant il arrive que les données ne correspondent pas exactement au périmètre défini, ou que les activités suivent des définitions différentes selon l'optique choisie. C'est le cas de l'Université, pour laquelle on retiendra d'une part les dépenses nettes – qui reviennent à la charge du canton – et de l'autre les dépenses complètes pour son fonctionnement ordinaire (sans les fonds de recherche), qui sont les dépenses pour l'enseignement universitaire à Genève, y compris d'autres sources de financement.

<sup>1</sup> Ressources humaines et financières du DIP – Données générales et approche par l'activité, SAFs et SRED, Genève, septembre 1999 et éditions suivantes.

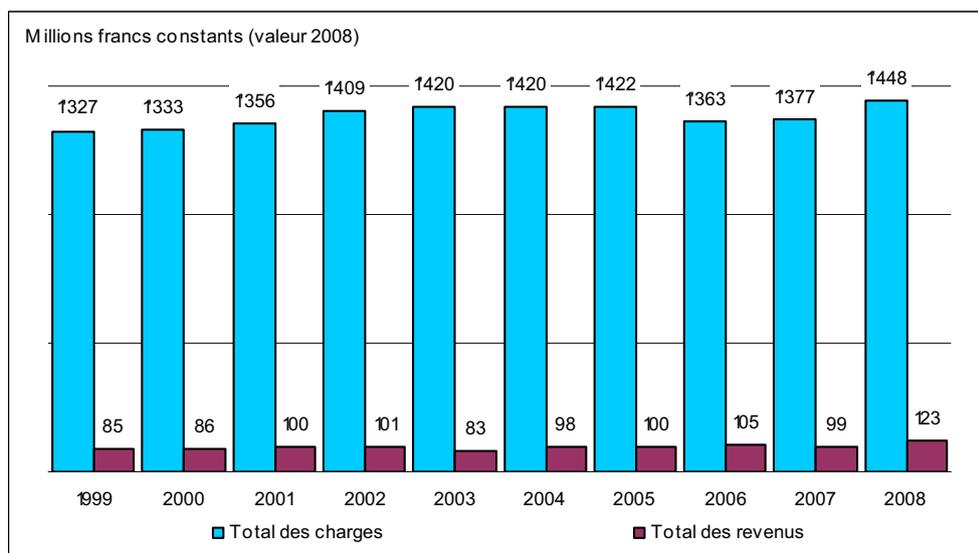
<sup>2</sup> La partie du DIP dans le compte d'Etat.

Cette double approche répond en même temps à la logique du financement cantonal de l'éducation et à celle du financement des activités éducatives sur le territoire cantonal. Ces regards sont complémentaires et nécessaires.

## Dépenses et revenus augmentent en 2008

D'un point de vue global, une première série (GRAPHIQUE 7) permet de visualiser les charges et revenus du DIP, sans les dépenses à destination de l'Université ou des HES. Le niveau des dépenses est passablement plus bas que ce qui apparaît dans le compte d'Etat, ce qui donne une lecture particulière, centrée essentiellement sur les activités sous la responsabilité directe du DIP. On y trouve les dépenses des trois ordres d'enseignement – primaire, Cycle d'orientation et postobligatoire – mais aussi celles des offices rattachés au DIP – OFPC, OJ – ainsi que des administrations centrales et transversales. Un certain nombre de subventions sont présentes dans ces totaux, mais elles ne concernent ni l'Université ni les HES.

On observe une évolution lente qui culmine à 1'420 Mio F en 2003-2004, puis une seconde fois en 2008 à hauteur de 1'448 Mio F, après une augmentation de +5.2% la dernière année. Simultanément, les revenus progressent aussi, avec des coups d'arrêt en 2003 et 2007. La hausse entre 2007 et 2008 se monte à +23.8%, mais sur un montant bien plus faible que celui des dépenses. Tous ces chiffres s'entendent en francs constants, selon leur valeur en 2008.



**GRAPHIQUE 7**

**Charges et revenus DIP, sans Université ni HES, en millions de francs constants (valeur 2007), 1999-2008**

© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, SRED)

Après retrait des dépenses de l'Université et des HES, il apparaît que toutes les unités budgétaires sont concernées par la hausse des dépenses brutes, particulièrement les services centraux, ainsi que l'Office de la jeunesse (OJ) avec la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) et le désengagement de l'Office fédéral de la justice<sup>3</sup> (OFJ). On observe aussi une importante hausse sur les *amortissements* et les *subventions accordées*.

Les revenus subissent aussi des modifications importantes, avec une forte augmentation pour les services centraux et l'enseignement secondaire postobligatoire. Cette hausse concerne en particulier les *recettes diverses* et les *subventions acquises* (pour le postobligatoire).

Au final, en 2008, les dépenses nettes – charges moins revenus – se situent à 1'325 Mio F (toujours sans Université ni HES), ce qui constitue une augmentation de +3.8% en une année, essentiellement due aux offices du DIP (OJ et dans une moindre mesure OFPC).

<sup>3</sup> La diminution des recettes a été estimée à 1.6 Mio F et intégrée au budget 2008.

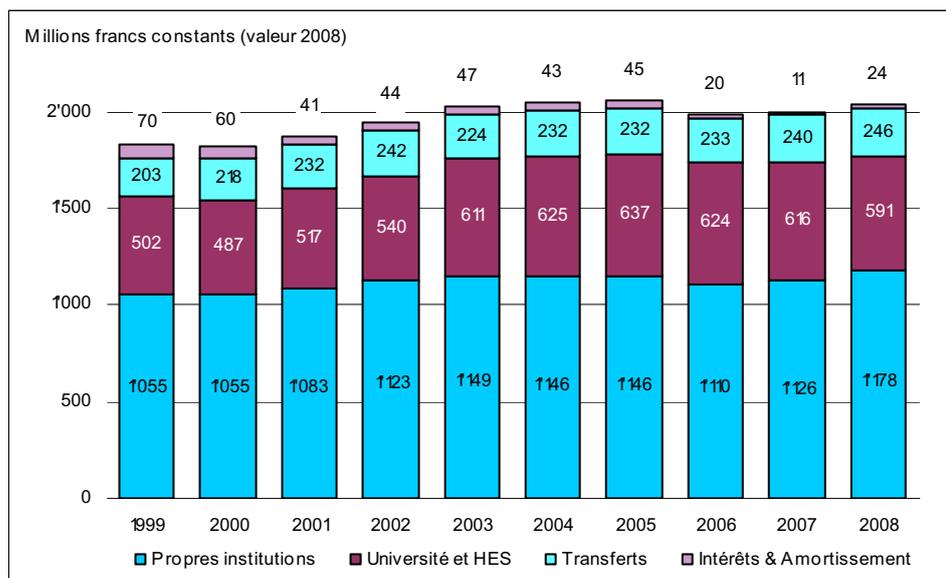
## Evolutions différentes selon la perspective

L'évolution entre 2007 et 2008 est marquée par différentes tendances sur les groupes de dépenses, visibles sur le GRAPHIQUE 8, et que l'on peut présenter comme suit :

- Augmentation de +4.6% sur les dépenses pour les *propres institutions*, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement des écoles, services (encadrement social, sanitaire, orientation) et de l'administration centrale rattachés au DIP. Cette tendance concerne ici un groupe important en termes de volume.
- Remise à niveau des dépenses d'*intérêts et amortissements*, qui, après une augmentation importante (+126%), dépassent le montant atteint en 2006, mais sur un volume relativement limité. Cette évolution n'est pas en relation directe avec le fonctionnement ordinaire du DIP, mais avec la politique globale de l'Etat<sup>4</sup>.
- Le groupe des *transferts*, constitué des subventions ou autres formes de dépenses reversées, telles les dédommagements à des collectivités publiques (par exemple pour les élèves ou apprentis scolarisés hors canton), suit une évolution plus limitée, avec +2.6%.
- Les dépenses de l'Université et des Hautes écoles spécialisées sont celles qui sont inscrites dans les comptabilités de ces institutions, concernant le seul fonctionnement ordinaire, c'est-à-dire sans les fonds publics ou privés spécifiquement attribués à la recherche. Elles diminuent de l'ordre de - 4%.

**GRAPHIQUE 8**

**Charges d'investissement, de transferts<sup>5</sup>, dépenses de l'Université et des HES, dépenses pour les propres institutions DIP, en millions de francs constants (valeur 2008), 1999-2008**



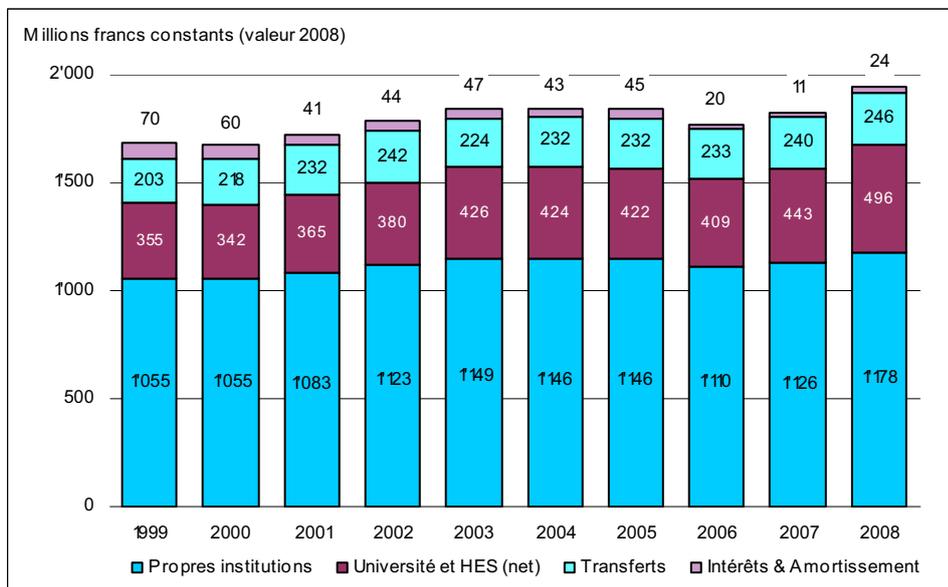
© SRED 2009 (sources : comptes d'Etat, de l'Université, des HES, SRED)

Dans le graphique ci-dessus, nous avons donc l'ensemble des dépenses publiques pour l'éducation, y compris les charges du tertiaire qui sont couvertes par des financements fédéraux. Les *dépenses de fonctionnement du tertiaire diminuent* et atténuent la tendance plus globale à la hausse. Le niveau atteint en 2008 (2'039 Mio F) est encore inférieur à ceux atteints en 2004 et 2005 (2'045 Mio F et 2'059 Mio F), et à peine plus élevé que celui de 2003 (2'031 Mio F).

<sup>4</sup> Les dépenses liées aux bâtiments n'apparaissent plus dans les comptes des entités administratives qui utilisent les locaux, mais seulement dans celui du département qui s'occupe de leur construction et de leur gestion (DCTI).

<sup>5</sup> Subventions et dédommagements, sans les dépenses pour l'Université et les HES.

Dans la perspective du financement cantonal, le tertiaire se situe à un niveau de dépense plus bas, dans la mesure où l'on ôte les financements fédéraux et, de manière générale les financements externes. C'est ce que l'on peut voir dans le GRAPHIQUE 9. On observe que le total est, dans cette optique, inférieur à 2'000 Mio F, mais après une progression plus forte, pour se situer à un niveau jamais atteint dans la décennie (1'944 Mio F).

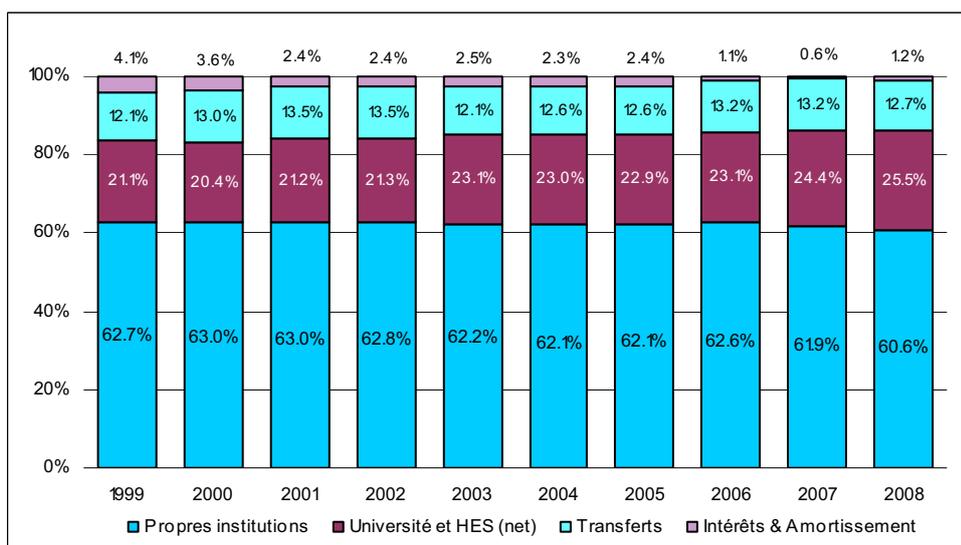


GRAPHIQUE 9

**Charges d'investissement, transferts, charges nettes de l'Université et les HES, dépenses pour les propres institutions DIP, en millions de francs constants (valeur 2008), 1999-2008**

© SRED 2009 (sources : comptes d'Etat, de l'Université, des HES, SRED)

La charge nette assumée par le canton pour les formations tertiaire (Université et HES) est de ce point de vue en augmentation entre 2007 et 2008 (passant de 443 Mio F à 496 Mio F), contrairement aux dépenses totales pour le fonctionnement de ces mêmes institutions présentées dans le GRAPHIQUE 8. Ainsi, c'est la part du canton qui augmente plutôt que l'ensemble des dépenses. Ce phénomène était déjà visible entre 2006 et 2007.



GRAPHIQUE 10

**Charges d'investissement, transferts, charges nettes de l'Université et des HES, dépenses pour les propres institutions DIP, en pour-cent, 1999-2008**

© SRED 2009 (sources : comptes d'Etat, de l'Université, des HES, SRED)

Ces différentes présentations permettent de mieux comprendre les enjeux qui sont liés aux dépenses de l'éducation et plus spécifiquement au financement du domaine des hautes écoles. Les mêmes chiffres donnent dans le GRAPHIQUE 10 une autre information sur les dépenses

publiques, soit la répartition du financement entre les différents ordres d'enseignement et son évolution au cours du temps. Cela est visible sous la forme de proportions, c'est-à-dire des dépenses en pour-cent du total. C'est ce que nous pouvons voir.

Dans ce graphique, nous relevons l'importance grandissante des dépenses consacrées aux écoles supérieures du tertiaire. La part des dépenses passe de 21.1% en 1999 à 25.5% en 2008, soit +20.7% d'augmentation sur la période, avec une augmentation encore la dernière année, de 24.4% à 25.5% (1.1 point ou +4.6%).

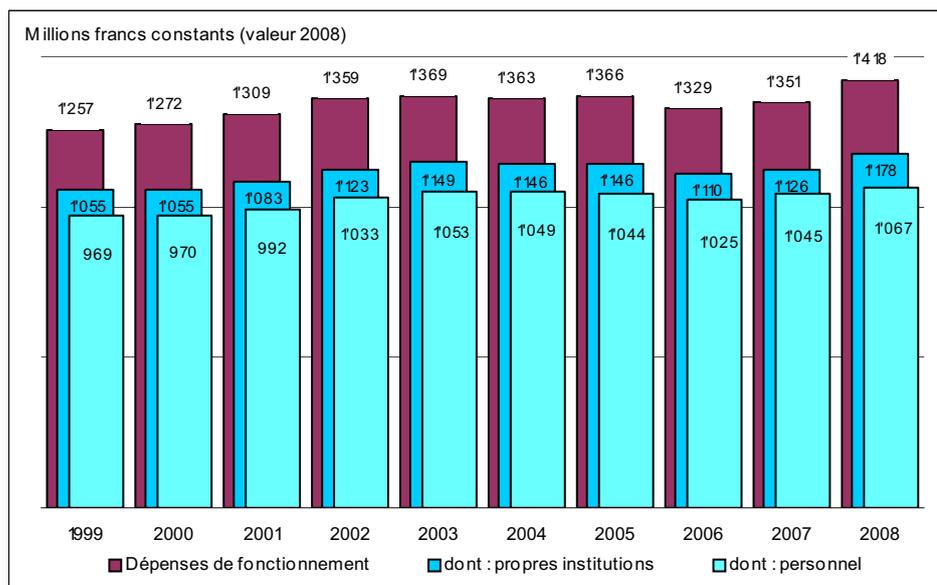
Les GRAPHIQUE 9 et 10 peuvent être considérés comme un peu hybrides dans la mesure où sont présentées des charges brutes pour les « propres institutions » et des charges nettes pour le groupe « Université et HES ». Cette dualité reflète la différence de relations entre le DIP et ces institutions : dans le premier cas, celles-ci sont sous l'autorité directe du département ; dans le second, elles en sont largement autonomes.

### Charges de personnel en progression de +2.1% en 2008

La décomposition des dépenses totales « sans Université ni HES » permet, dans le GRAPHIQUE 11, de dégager les dépenses de fonctionnement (sans les charges liées à l'investissement), les dépenses pour les propres institutions (sans les subventions ni les transferts) et les dépenses de personnel (sans les biens & services, ni les charges pour les bâtiments).

**GRAPHIQUE 11**

**Dépenses de fonctionnement, pour les propres institutions et pour le personnel, (sans Université ni HES), en millions de francs constants (valeur 2008), 1999-2008**

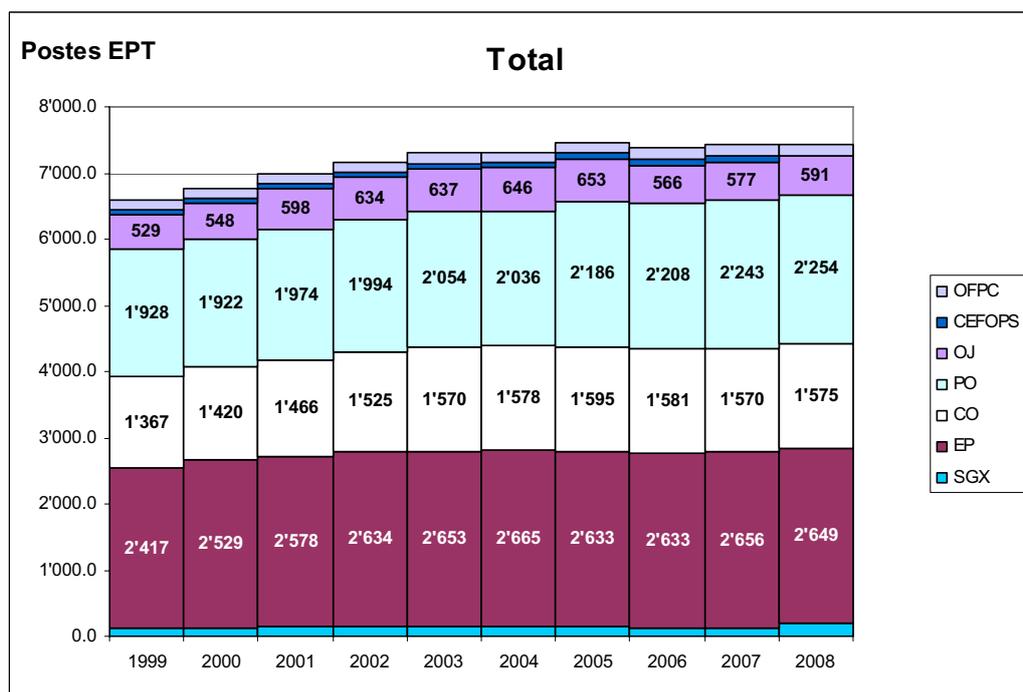


© SRED 2009 (sources : comptes d'Etat, SRED)

Dans ce groupe d'indicateurs, on relève que les dépenses de fonctionnement augmentent de 67 Mio F, ce qui représente +4.9%, les dépenses pour les propres institutions de 52 Mio F, soit +4.6% et les dépenses de personnel de 22 Mio F ou +2.1%. La plus grande différence se situe donc entre les dépenses aux propres institutions et les dépenses de personnel, c'est-à-dire essentiellement sur les frais de bâtiments et autres frais, qui augmentent de façon importante avec +27.6 Mio F ou +70.1% en une année. Ce groupe de dépenses inclut les « charges informatiques et télécommunications » (nature 395) qui représente des imputations internes entre départements de l'Etat de Genève, nouvellement apparues en 2008. On pourrait discuter si ces dépenses ne sont pas davantage des « biens & services » mais leur apparition dans les échanges entre départements les rend plus proches de la logique des « charges de bâtiments », qui ne sont pas gérées par le DIP lui-même.

## Stabilisation globale du nombre de postes en 2008

La tendance générale à la hausse depuis 1999, après un premier coup d'arrêt en 2006, est à nouveau stoppée deux ans après, avec une stabilisation du nombre total de postes (-0.5 EPT) au niveau de 7'430.0 EPT en 2008. Cette année-là, le CEFOPS rejoint l'enseignement postobligatoire (PO), ce qui explique sa disparition comme entité séparée à la fin de la série dans le GRAPHIQUE 12. De la sorte, l'augmentation du nombre de postes de 10.9 EPT sur le total du postobligatoire cache en réalité une diminution de -84.8 EPT sur l'ensemble « postobligatoire et CEFOPS », c'est-à-dire sur le postobligatoire comme défini à partir de 2008. Cette évolution est en grande partie en relation avec le départ du Service Écoles-Médias (SEM), qui quitte le postobligatoire pour rejoindre les services généraux (SGX dans notre graphique, regroupant le secrétariat général et les services partagés et logistiques), ces derniers augmentant de ce fait de +66.5 postes EPT entre 2007 et 2008, soit moins que les effectifs du SEM.



**GRAPHIQUE 12**  
**Postes occupés**  
**selon l'unité**  
**administrative**  
**(sans Université ni HES),**  
**situation en fin d'année,**  
**1999-2008**

© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

Ce qui apparaît plus nettement est la diminution du nombre de postes au primaire entre 2007 et 2008, puisque l'on passe de 2'656 EPT à 2'649 EPT sur cette période, soit +0.3%. Ce point est repris plus loin. L'Office de la jeunesse (OJ) qui voit ses effectifs augmenter de +14.7 EPT, fait apparaître un taux de progression de +2.5%, tandis que l'Office d'orientation, de formation professionnelle et continue (OFPC), avec 5.1 postes en plus, connaît un taux de +3.1% sur la même période.

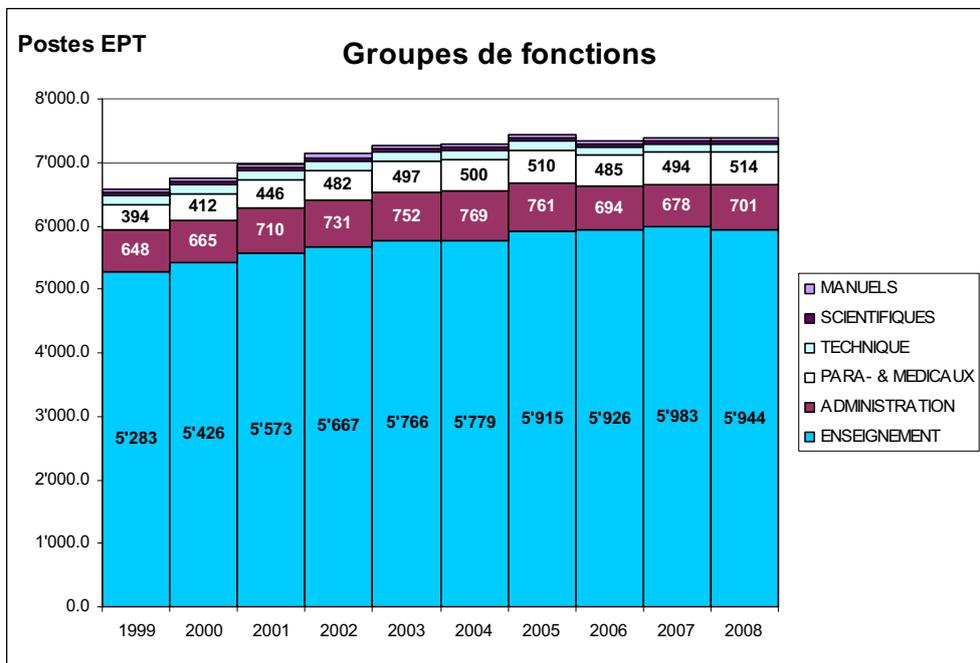
Les mêmes effectifs globaux – sans Université ni HES – sont présentés dans le graphique suivant non plus selon l'unité administrative, mais selon le groupe de fonctions dans lequel se trouve chaque poste (page suivante). On observe alors les mêmes totaux généraux, mais avec des groupes de tailles et de contenus différents.

Les groupes de fonctions ressortent de l'organisation administrative de l'Etat, qui rassemble des familles d'activités définies à la fois par le domaine d'activité et par le type de formation. Cette classification est décrite en annexe.

La stabilisation des effectifs est obtenue malgré des hausses dans les groupes « administration » (+23.0 EPT soit +3.4%) et « médicaux et paramédicaux » (+20.2 EPT soit +4.1%), notamment par la baisse sur les effectifs du groupe « enseignement » (-38.6 EPT soit -0.6%) visible dans le GRAPHIQUE 13. La diminution sur ce groupe est faible en pour-cent, car le nombre total de postes est passablement élevé.

**GRAPHIQUE 13**

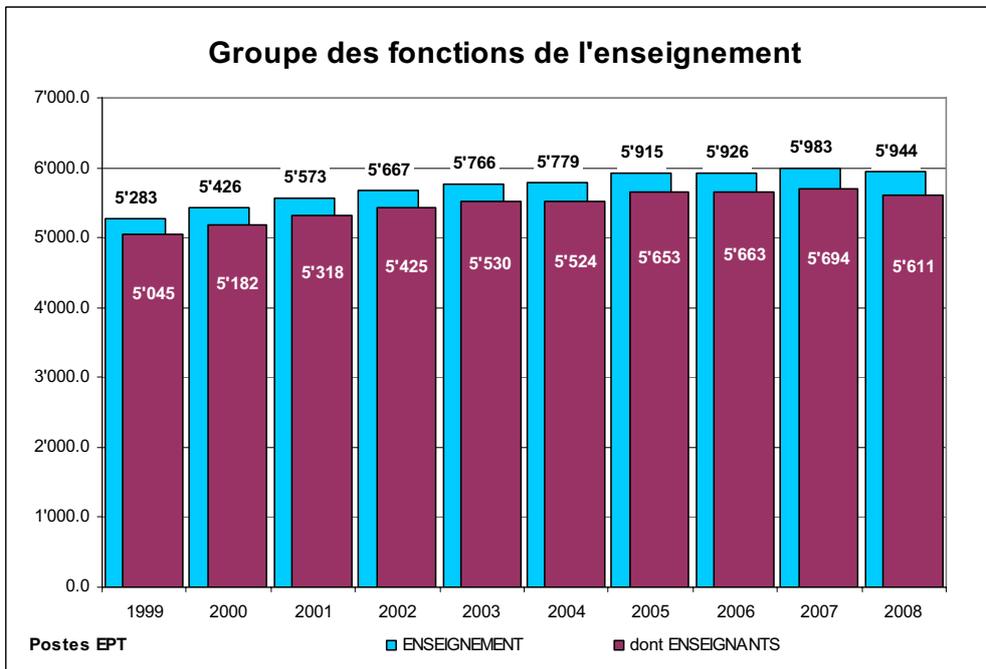
**Postes occupés selon le groupe de fonctions (sans Université ni HES), situation en fin d'année, 1999-2008**



© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

**GRAPHIQUE 14**

**Postes occupés au sein du groupe de l'enseignement (sans Université ni HES), situation en fin d'année, 1999-2008**



© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

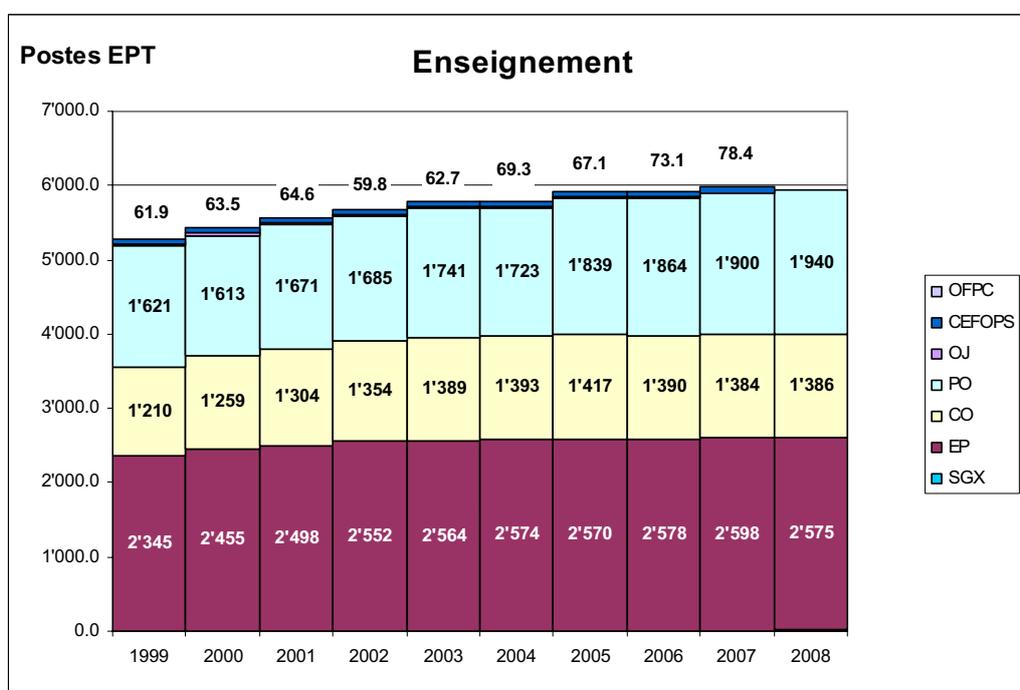
Le détail des données qui est dans le GRAPHIQUE 14 fait apparaître une évolution plus accentuée pour le sous-groupe « enseignant-e-s » puisque, si les effectifs totaux du groupe « enseignement » diminuent de -38.6 postes EPT (-0.6%), les seuls enseignant-e-s accusent une baisse de -83.5 EPT, soit -1.5% entre 2007 et 2008. Ce résultat est notamment dû à la mise

en place des directeur-trice-s d'école dans l'enseignement primaire, ceux-ci restant dans le groupe « enseignement » mais quittant le statut d'enseignant-e.

### Diminution sur le groupe « enseignement » au postobligatoire et au primaire

En 2008, les fonctions de l'enseignement représentent un total de 5'944.4 EPT. L'intégration du CEFOPS dans l'enseignement postobligatoire explique sa disparition à la fin de la série du GRAPHIQUE 15. L'augmentation du nombre de postes de l'ordre de 40 postes (39.5 EPT) sur le total du postobligatoire cache en réalité une diminution de -38.9 EPT sur l'ensemble « postobligatoire-CEFOPS », en 2008. Cette évolution est en grande partie en relation avec le départ du Service Écoles-Médias (SEM), comme il a été dit plus haut.

On voit aussi qu'apparaît en 2008 un effectif pour les services généraux, qui correspond à 30.5 postes de personnel de l'enseignement. En réalité, un petit effectif était déjà rattaché à cette unité budgétaire avec 8.2 postes en 2007, mais qui n'est pas visible à l'échelle du graphique. Cet effectif n'était pas composé d'enseignant-e-s et c'est bien l'arrivée de 23.6 postes d'enseignant-e-s dans cette unité, avec le rattachement du SEM, qui fait apparaître ce groupe.



**GRAPHIQUE 15**  
**Postes occupés au DIP**  
**au sein du groupe de**  
**l'enseignement,**  
**par école ou office**  
**(situation en fin d'année),**  
**1999-2008**

© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

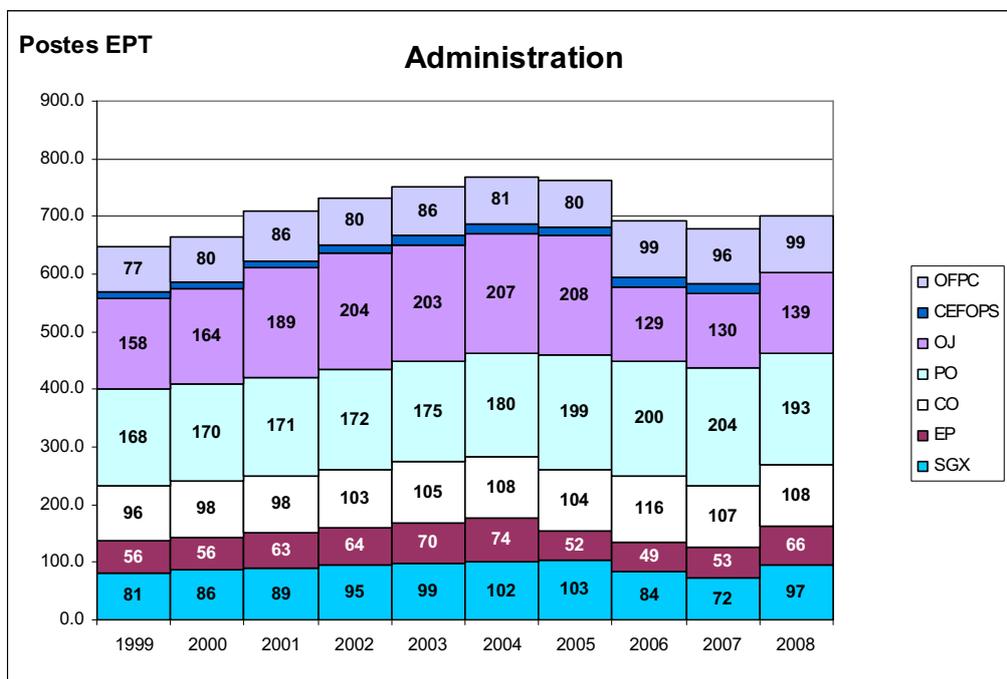
Tout comme pour l'enseignement postobligatoire, l'évolution est négative pour l'enseignement primaire, puisqu'on y voit les effectifs passer de 2'597.6 postes EPT en 2007 à 2575.1 EPT en 2008 pour ce groupe du personnel de l'enseignement, ce qui représente -22.5 EPT, soit -0.9% la dernière année. Les seuls postes d'enseignant-e-s perdent -80.8 postes EPT, soit -3.4% entre 2007 et 2008, perte partiellement compensée par la création de postes de cadres de l'enseignement, ainsi que par quelques postes dans les « autres fonctions d'éducation ».

Ce groupe est le plus important entre toutes les familles de fonctions, car il regroupe le cœur même des activités définissant le département de l'instruction publique. Il convient donc d'analyser plus précisément les évolutions qui le traversent. C'est ce qui est fait dans le chapitre suivant, dans le cadre des indicateurs d'encadrement et de coût unitaire.

Pour le groupe « administration », les évolutions sont un peu partout à la hausse, exception faite de l'enseignement postobligatoire qui voit ses effectifs diminuer de 204.3 à 193.4 postes EPT la dernière année, malgré l'inclusion du CEFOPS dans ses rangs (15.8 postes EPT en 2007).

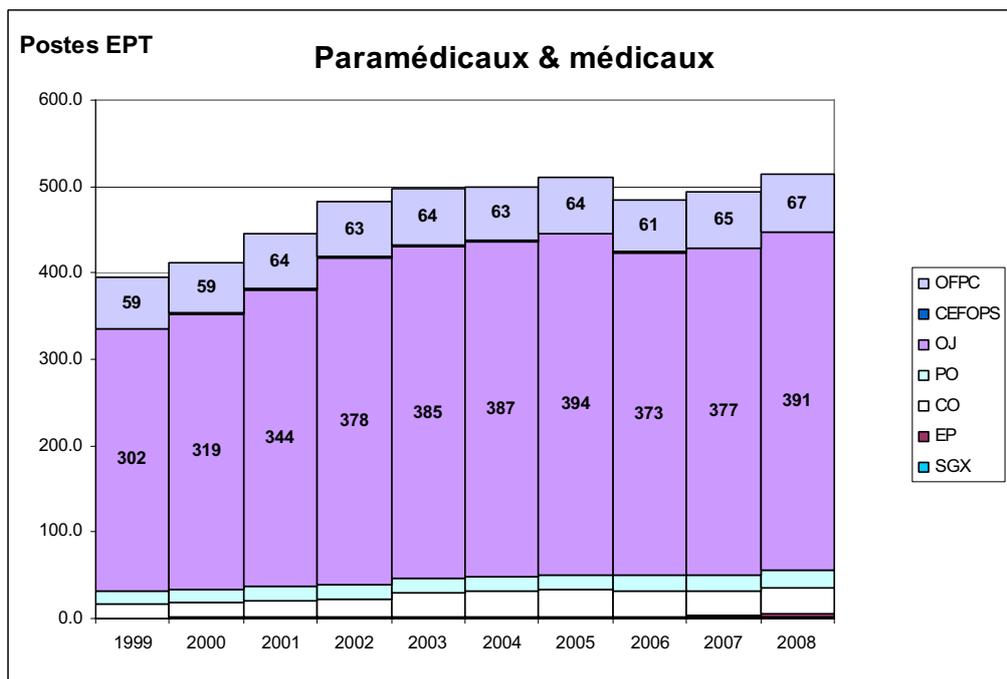
**GRAPHIQUE 16**

**Postes occupés au DIP au sein du groupe « administration », par école ou office (situation en fin d'année), 1999-2008**



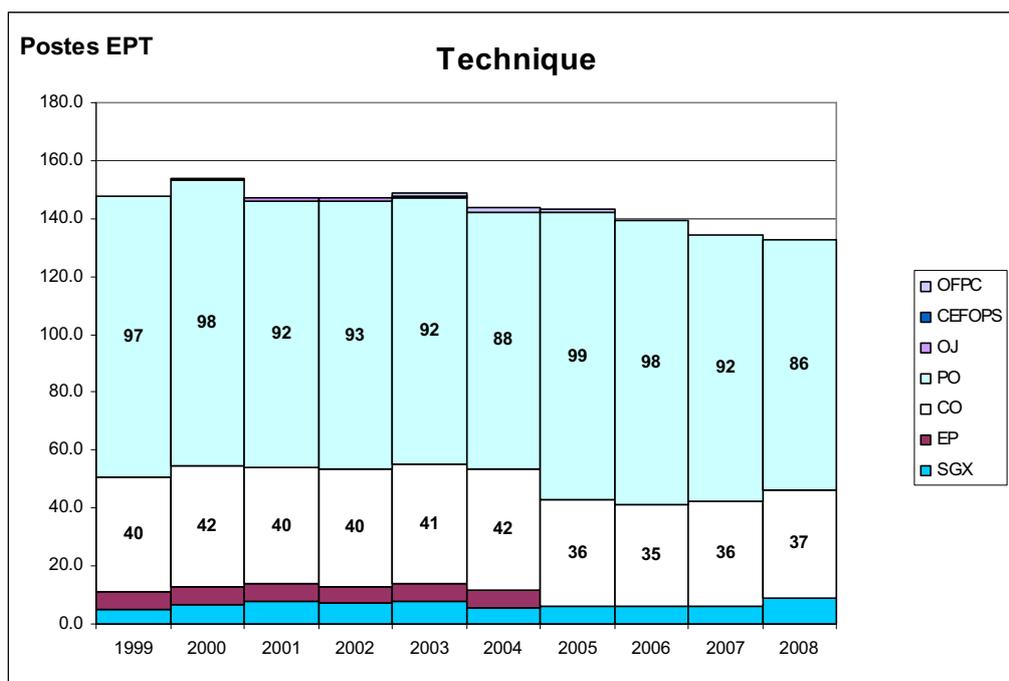
**GRAPHIQUE 17**

**Postes occupés au DIP au sein du groupe « para- & médicaux », par école ou office (situation en fin d'année), 1999-2008**



© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

On peut pourtant relever que cette tendance vient après une période de réduction pour les effectifs de ce groupe de fonctions, même si celle-ci correspond pour une part en 2006 au déplacement de certaines activités hors de l'Office de la jeunesse (la partie du STG concernant les adultes). Avec le personnel médical et paramédical (GRAPHIQUE 17), nous sommes dans une logique très proche avec une diminution importante des effectifs de l'OJ en 2006, relative à la réorganisation du STG et la création du Service de protection des mineurs (SPMi).



© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

**GRAPHIQUE 18**  
**Postes occupés au DIP**  
**au sein du groupe**  
**« technique »,**  
**par école ou office**  
**(situation en fin d'année),**  
**1999-2008**

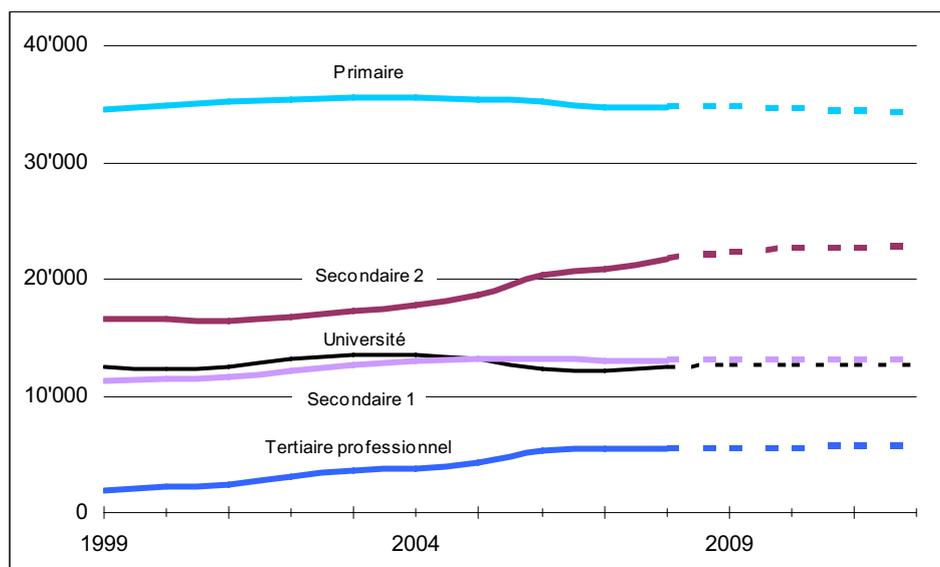
Pour la famille des fonctions techniques, visible dans le GRAPHIQUE 18, l'ordre de grandeur est nettement plus restreint que pour les groupes précédents, puisque l'on a un total d'à peine plus de 130 postes en 2008, répartis essentiellement entre le postobligatoire (86.4 EPT) et le Cycle d'orientation (37.0 EPT).

### Au niveau obligatoire, les effectifs d'élèves remontent en 2008

La baisse des effectifs d'élèves de l'enseignement obligatoire (-1.3%) observée en 2007 – première année de baisse depuis plus de quinze ans – n'apparaît pas en 2008, puisque l'on a une (petite) augmentation de 0.1% cette dernière année.

### GRAPHIQUE 19

**Effectifs d'élèves, étudiant-e-s**  
**de l'enseignement public**  
**à Genève 1999-2008**  
**et prévisions d'effectifs<sup>6</sup>**  
**pour la période 2009-2012**



© SRED 2009 (sources : NBDS, SRED)

<sup>6</sup> Pour l'Université et le tertiaire professionnel, il s'agit de simples projections linéaires, tandis que pour les autres niveaux scolaires, les résultats proviennent de modèles prévisionnels complexes.

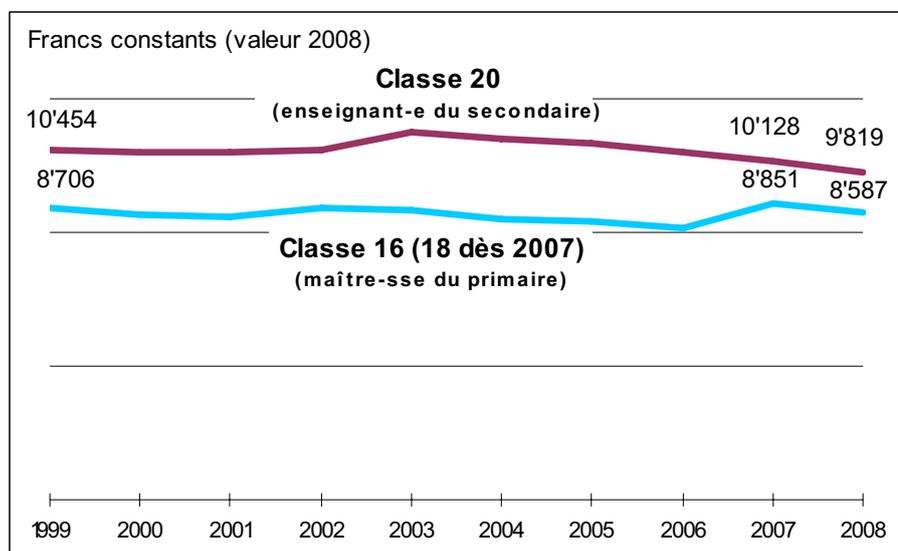
Cette évolution est due à l'enseignement primaire (0.1%) plutôt qu'au Cycle d'orientation qui voit ses effectifs se stabiliser entre 2007 et 2008. La croissance est toutefois plus importante au niveau postobligatoire, avec 4.6% de progression sur la même période. Pour l'ensemble des écoles du DIP (sans Université ni HES), cela porte la hausse à 1.5%, avec près de 1'000 élèves ou apprenti-e-s en plus.

Au niveau tertiaire – Université et HES – les effectifs d'étudiant-e-s augmentent aussi, bien que l'on observe une faible diminution pour les HES (-0.4%). Ce tassement intervient après une longue période de forte progression, avec une moyenne de 20% par an pour les HES sur la dernière décennie. L'Université apparaît en 2008 comme un pôle dynamique, avec 2.5% d'augmentation du nombre d'étudiant-e-s, après une série de fluctuations autour d'une tendance légèrement à la hausse.

On relèvera dans le GRAPHIQUE 19 que les prospectives annoncent des tendances très peu marquées jusqu'en 2012. A l'exception de l'enseignement primaire (-0.4% par an), les attentes restent positives, avec plus de 1% par an pour le postobligatoire. Les estimations pour le tertiaire sont données à titre indicatif, sur la base de simple projections linéaires.

### En 2008, le traitement moyen des enseignant-e-s évolue à la baisse

Revenant aux informations sur les dépenses de personnel dans le GRAPHIQUE 11, ainsi que celles sur le volume de l'emploi exprimé en postes EPT dans les GRAPHIQUES 12 et suivants, une autre dimension qui intéresse l'analyse est la rémunération, ici exprimée en *traitement mensuel brut moyen*<sup>7</sup> par catégorie de personnel. On voit dans le GRAPHIQUE 20 que, tant pour la classe 18 des enseignant-e-s du primaire<sup>8</sup> que pour la classe 20 des enseignant-e-s du secondaire (Cycle d'orientation et postobligatoire), la tendance en 2008 est à la baisse.



GRAPHIQUE 20

**Traitement mensuel brut moyen des enseignant-e-s du DIP (sans Université ni HES) en francs constants (valeur 2008), pour les principales classes de traitement, (situation en fin d'année), 1999-2008**

© SRED 2009 (sources : GIP/SIRH, SRED)

Des fluctuations sont inévitables, dans le sens où la structure des traitements du personnel évolue de façon irrégulière, en fonction des départs et des arrivées, qui touchent des groupes de

<sup>7</sup> Le traitement brut est le salaire inscrit sur la fiche de paie, avec les annuités et la prime d'ancienneté, avant déduction des diverses charges de l'employé, mais sans la part des charges assumée directement par l'employeur.

<sup>8</sup> En 2007, la revalorisation des traitements des maîtres du primaire les fait changer de classe, passant de la classe 16 à la classe 18.

rémunération (classes de traitement) différents. Le traitement moyen correspond d'une certaine façon à un coût unitaire par poste équivalent plein-temps (EPT), qui est une mesure utile dans la gestion du personnel, notamment lors de la création de postes, dont il convient d'évaluer le poids financier à long terme, et non seulement au moment de l'engagement (quand l'ancienneté est généralement nulle).

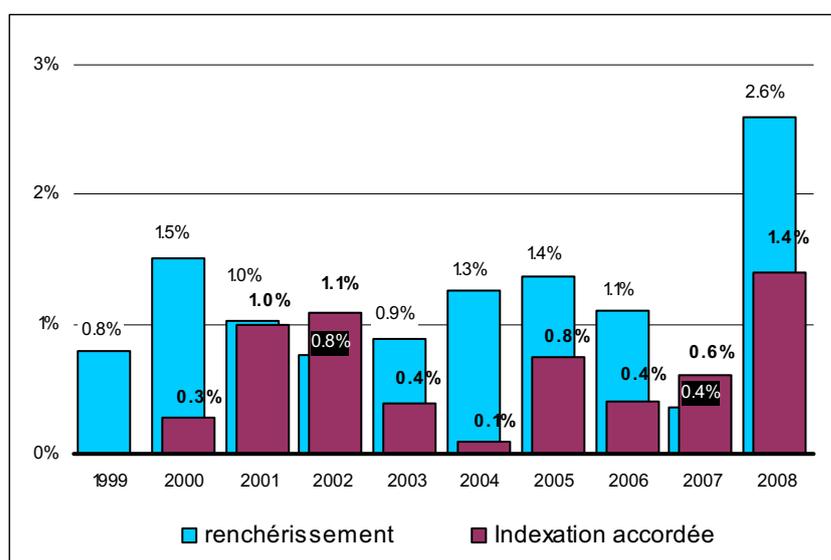
Cet indicateur donne en même temps l'évolution du coût moyen d'un emploi pour les pouvoirs publics, et l'évolution du pouvoir d'achat du personnel, en moyenne aussi, c'est-à-dire non pour une personne en particulier, mais pour l'ensemble des postes. Ainsi une personne peut voir son salaire augmenter dans le même temps que la moyenne des traitements diminue, par exemple lors de départs massifs de retraités avec des anciennetés élevées. L'évolution du traitement moyen, donnée en francs constants, permet aussi de voir si les mécanismes de compensation du coût de la vie sont effectifs. Pourtant, comme les différents effets interviennent simultanément, il convient de suivre l'évolution de la compensation séparément.

### Coût de la vie et compensation salariale

#### GRAPHIQUE 21

**Renchérissement du coût de la vie dans la rémunération du personnel : variation de l'indice genevois des prix à la consommation (moyenne annuelle), et indexation accordée, 1999-2008**

La compensation de l'indexation – généralement accordée en début d'année – se base sur le calcul du renchérissement de l'année précédente.



© SRED 2009 (sources : OCSTAT, SRED)

L'année 2008 marque le retour de l'inflation, avec un taux de 2.6%, soit la valeur la plus élevée de la série sur une dizaine d'années. Comparativement aux pays qui nous entourent, et davantage en regard de pays qui sont plus gravement touchés par la crise, l'inflation apparaît encore comme passablement limitée. Pourtant, pour les évolutions qui nous concernent, l'érosion du coût de la vie sur la valeur de l'argent redevient un facteur à prendre en compte, puisqu'elle intervient sur des hausses ou des baisses souvent plus limitées que cela.

Cette augmentation du coût de la vie est d'autant plus surprenante qu'elle arrive après l'année 2007, qui correspond au renchérissement le plus bas de la décennie. Il est clair que l'évolution que nous observons correspond au début de la période de crise qui intervient dès l'été 2008 et dont on voit les effets aujourd'hui encore.

La compensation qui est accordée en 2008 sur les traitements équivaut à 1.4% sur l'année, avec 0.5% accordé dès janvier, tandis que le reste, à hauteur de 0.9%, sera versé en octobre avec un effet rétroactif sur l'ensemble de l'année. On constate pourtant sur le GRAPHIQUE 21 que cette compensation ne compense pas l'entièreté de la perte sur les salaires, puisqu'il subsiste encore 1.2% d'inflation non compensée.

La compensation incomplète du pouvoir d'achat est d'ailleurs la situation la plus fréquemment rencontrée durant ces dix dernières années, puisque seulement en 2002 et en 2007 la valeur de la compensation dépasse un peu celle de l'inflation. Sur l'ensemble de la décennie, cette différence se monte au total de 5.7% (et même un peu plus dans la mesure où la compensation est chaque fois accordée sur des montants amputés). La part non compensée du renchérissement correspond à la diminution qui affecte les revenus – exprimés en valeur constante – résultant des mécanismes salariaux eux-mêmes, et contribue à expliquer les évolutions financières présentées plus tôt dans ce chapitre, notamment sur les traitements mensuels moyens et sur les dépenses en personnel.



### III. RESSOURCES PAR ÉLÈVE OU ÉTUDIANT

#### Dépense unitaire par élève ou par étudiant

Ce chapitre présente en synthèse une partie des données des TABLEAUX 27 et 29 qui peuvent être consultées à la fin de ce document, dans la partie qui regroupe l'ensemble des tableaux.

En préambule méthodologique, il faut souligner que certaines données utilisées dans le calcul des dépenses par élève ont été estimées depuis les comptes 2006. Il s'agit plus particulièrement des amortissements et des charges d'utilisation des bâtiments (imputations internes).

Concernant les premiers, un changement d'inscription comptable en lien avec les amortissements a été effectué en 2006. Ces derniers étaient jusqu'alors entièrement ventilés dans la comptabilité des départements. En 2006, les charges d'amortissements liées aux bâtiments (études et constructions) ont été regroupées au département des constructions et des technologies de l'information (DCTI). Ainsi, seuls les amortissements des équipements sont restés dans les comptes du DIP. Pour éviter une baisse « artificielle » de ces dépenses dans les séries chronologiques des dépenses unitaires, les données correspondantes ont été réintégrées dans les calculs depuis 2006.

L'autre modification concerne les frais d'utilisation des bâtiments (imputations internes). Dans ce cas également, les charges ne sont plus ventilées dans les comptes des départements correspondants. Il s'agit notamment des salaires liés à la conciergerie. Ces données ont toutefois pu être estimées sur la base du budget. Enfin, les intérêts de la dette d'investissement sont aussi estimés, suite à un changement d'inscription comptable sur cette rubrique à partir de 2007.

Enfin, de nouvelles dépenses ont été ventilées en 2008 dans la comptabilité du DIP. Il s'agit des charges informatiques et de télécommunication (enregistrées en imputations internes, dans la rubrique comptable 395). En l'absence de données ventilées antérieures à 2008, les montants calculés pour 2008 ont été reportés à l'identique rétroactivement jusqu'en 2001. Ceci explique que, mis à part l'actualisation en francs constants 2008, les dépenses par élève ou étudiant sont un peu plus élevées que celles calculées l'année passée. Cette opération rétroactive permet toutefois de neutraliser sur cette période (2001-2008) une augmentation « artificielle » due à l'enregistrement de ces nouvelles charges dans les comptes du DIP. Le tableau 27 contient donc désormais une rubrique « informatique » pour chaque ordre d'enseignement ou filière.

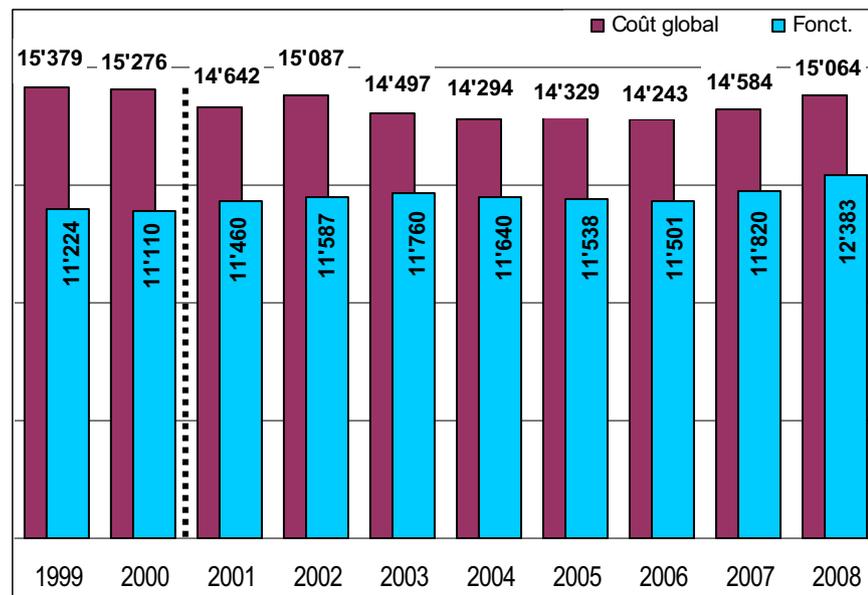
Nous en venons maintenant aux résultats proprement dits. La dépense par élève de **l'enseignement primaire**<sup>1</sup> progresse de +3.3% en 2008 par rapport à 2007, soit de manière un peu plus forte que sur la période précédente. Deux principaux éléments liés aux charges de personnel peuvent expliquer cette évolution. Tout d'abord, la réévaluation collective des enseignant-e-s du primaire<sup>2</sup>, qui est entrée en vigueur en septembre 2007, n'a eu d'effet que sur 4 mois en 2007 (de septembre à décembre), alors que son impact a concerné toute l'année 2008. L'autre élément explicatif est le versement du complément de prime de fidélité en décembre 2008, pour les personnes n'ayant pas atteint le taux de 40% de prime de fidélité. A noter que ce

<sup>1</sup> Enseignement ordinaire et classes spécialisées, sans les institutions du SMP.

<sup>2</sup> Dès septembre 2007, le traitement des maître-sse-s de l'enseignement primaire augmente de 2 classes (1 classe pour les maître-sse-s d'éducation physique).

versement a été effectué à l'ensemble des collaborateurs-trices de l'Etat concernés ; cet élément est donc aussi valable pour les autres écoles et services du DIP. Ainsi, les dépenses totales ont été plus importantes en 2008, tandis que les effectifs pondérés d'élèves ont continué à décroître (-0.9% par rapport à 2007).

Le GRAPHIQUE 22 ci-dessous montre l'évolution de la dépense par élève de l'enseignement primaire, toutes natures de dépenses confondues<sup>3</sup> (barres foncées en arrière-plan), et celle pour le seul fonctionnement (barres claires au premier plan).



**GRAPHIQUE 22**

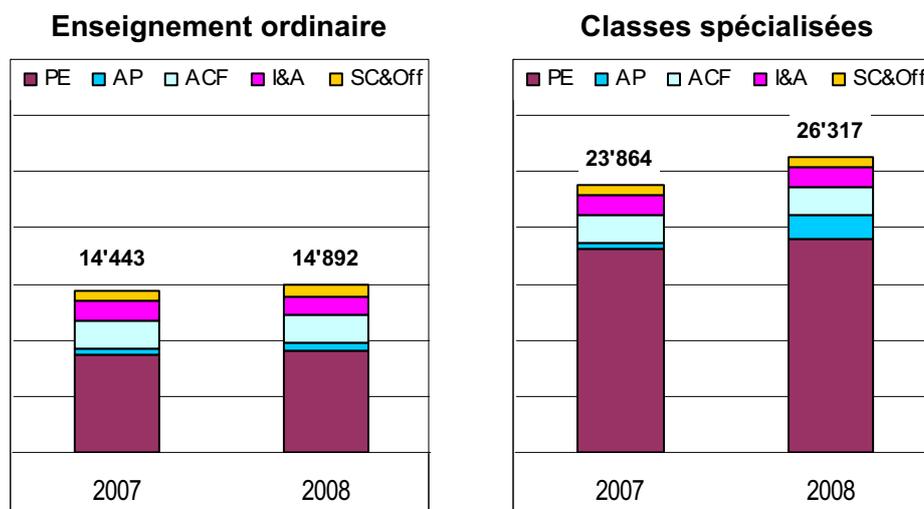
Évolution des dépenses unitaires totales et de fonctionnement de l'enseignement primaire (sans les institutions SMP), en francs constants (valeur 2008), 1999-2008

Fonct. :

Dépense unitaire de fonctionnement (personnel, biens & services, utilisation des bâtiments, informatique)

© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, NBDS, SRED)

La dépense par élève des classes spécialisées a également progressé en 2008 par rapport à 2007, de manière beaucoup plus marquée que celle de l'enseignement ordinaire (respectivement +10.3% et +3.1%). La forte augmentation constatée pour les classes spécialisées est la conséquence, en plus des éléments indiqués ci-dessus, du renforcement du réseau d'enseignement prioritaire (REP), en particulier par des postes d'éducateurs-trices qui apparaissent dans le regroupement des « autres personnels ». Le GRAPHIQUE 23 détaille ces évolutions.



**GRAPHIQUE 23**

Évolution des dépenses unitaires de l'enseignement primaire ordinaire et des classes spécialisées (sans les institutions SMP), en francs constants (valeur 2008), 2007-2008

Natures de dépenses :

PE : Personnel enseignant  
 AP : Autres personnels  
 ACF : Autres charges de fonctionnement  
 I&A : Intérêts et amortissements  
 SC&Off : Services généraux et Offices du DIP

© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, NBDS, SRED)

<sup>3</sup> Hors subventions accordées (nature 36).

Pour la première fois depuis 2002, la dépense par élève du **Cycle d'orientation** augmente très légèrement en 2008 (+0.4% par rapport à 2007), ce qui la ramène à peu près au niveau de 2006 (en francs constants 2008). Si l'on considère toutefois la période entre 2001 et 2008, cette dépense a diminué de -7.3%, soit une baisse annuelle moyenne de -1.1%.

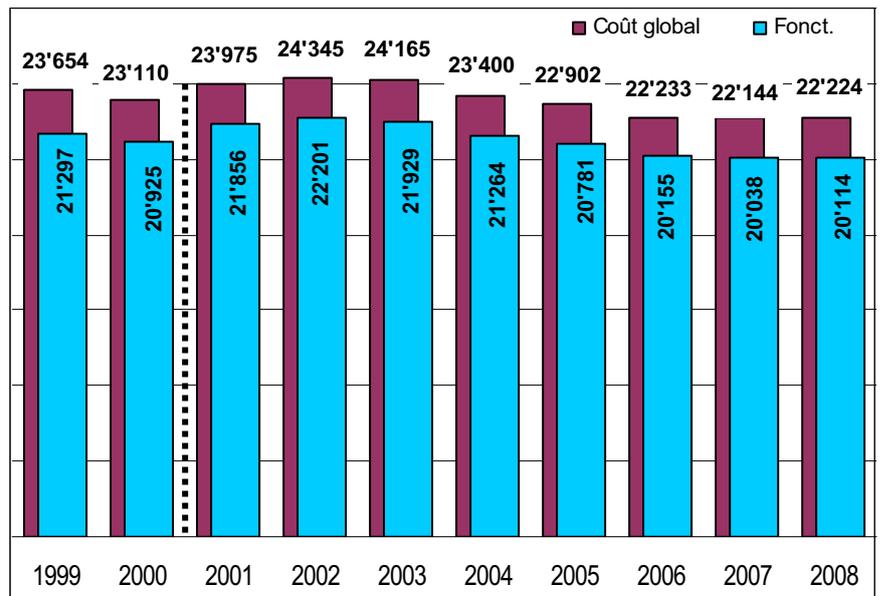
Les ressources financières totales du Cycle d'orientation (hors subventions) prises en compte dans le calcul de la dépense par élève sont restées stables en 2008, alors que les effectifs pondérés d'élèves ont à nouveau reculé (-0.9%). Le GRAPHIQUE 24 montre l'évolution de la dépense par élève (totale et de fonctionnement) du Cycle d'orientation depuis 1999.

#### GRAPHIQUE 24

Évolution des dépenses unitaires totales et de fonctionnement du Cycle d'orientation, en francs constants (valeur 2008), 1999-2008

Fonct. :

Dépense unitaire de fonctionnement (personnel, biens & services, utilisation des bâtiments, informatique)



© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, NBDS, SRED)

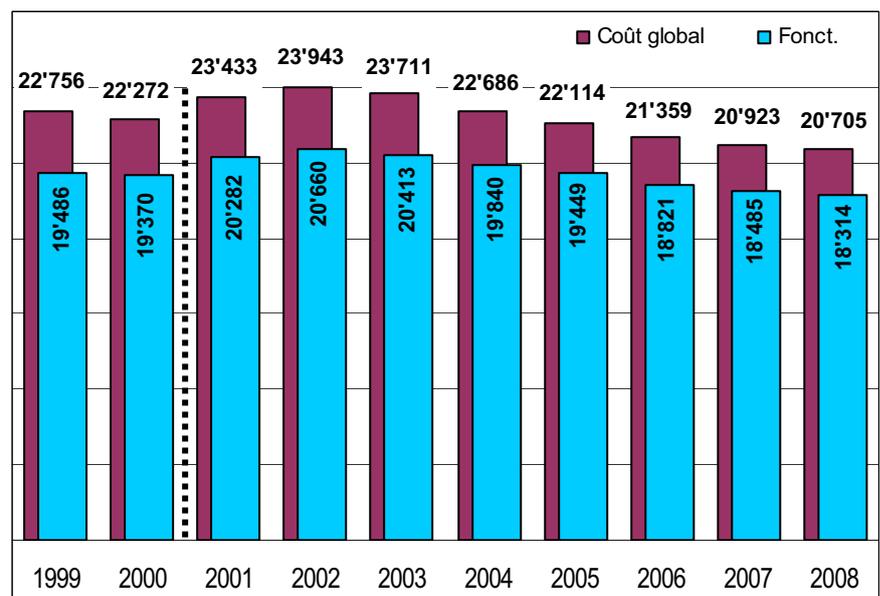
Pour sa part, la dépense par élève ou apprenti de l'ensemble des filières de l'enseignement secondaire postobligatoire a connu une nouvelle baisse en 2008, et ceci pour la sixième année consécutive. La diminution entre 2007 et 2008 atteint -1% toutes natures de dépenses confondues, et -0.9% pour la dépense de fonctionnement. Ce recul est toutefois moins important que ceux des périodes annuelles précédentes depuis 2003.

#### GRAPHIQUE 25

Évolution des dépenses unitaires totales et de fonctionnement de l'enseignement secondaire postobligatoire, en francs constants (valeur 2008), 1999-2008

Fonct. :

Dépense unitaire de fonctionnement (personnel, biens & services, utilisation des bâtiments, informatique)

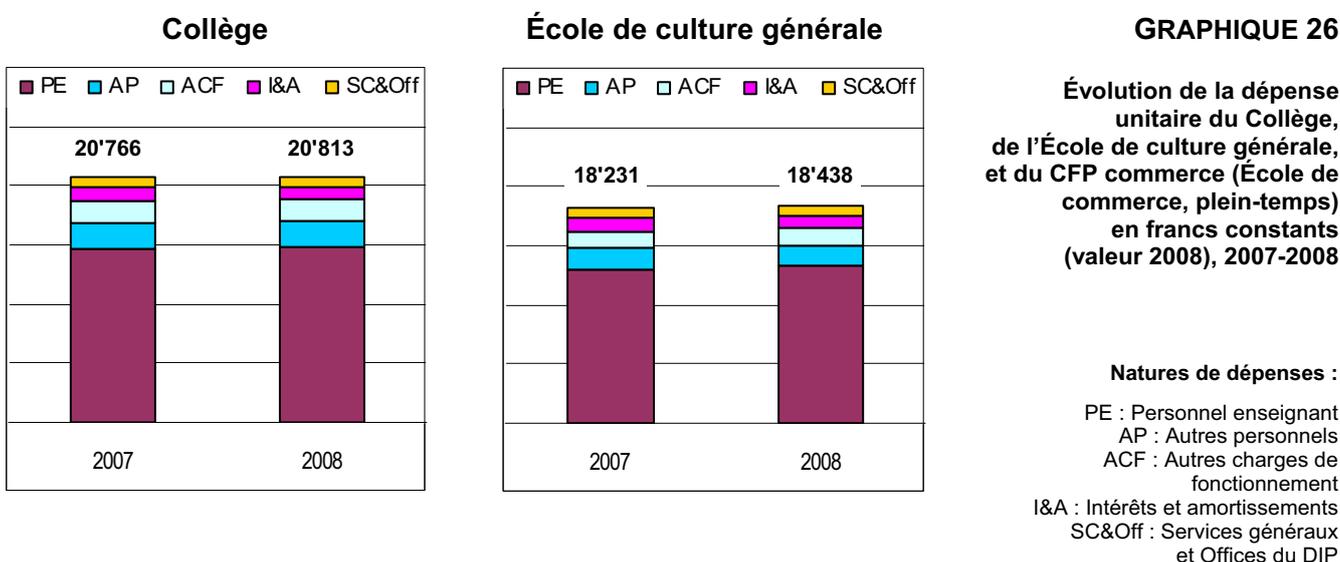


© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, NBDS, SRED)

En 2008, la hausse des dépenses totales de fonctionnement (+1.4%, en francs constants 2008) s'est avérée proportionnellement moins importante que celle des effectifs pondérés d'élèves et apprentis (+2.3%). A noter que depuis 1999, ceux-ci ont progressé globalement de plus de +21%, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de +2.2%.

Le GRAPHIQUE 25 montre l'évolution depuis 1999 de la dépense par élève ou apprenti de l'enseignement secondaire postobligatoire (pour le fonctionnement d'une part, et toutes natures confondues d'autre part). En synthèse, on observe un recul de -1.8% en moyenne annuelle sur la période de 2001 à 2008. La dépense unitaire de fonctionnement baisse de -1.4% en moyenne annuelle sur cette même période.

Si la tendance est globalement en baisse, les évolutions par filière ou type d'école peuvent néanmoins être différentes. C'est ce qui ressort dans les GRAPHIQUES 26 (filiales plein-temps) et 27 (filiales duales), qui présentent les résultats 2007 et 2008 des principaux types d'écoles (selon les effectifs d'élèves et apprentis).



© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, NBDS, SRED)

La baisse de la dépense par élève ou apprenti constatée en 2008 pour l'ensemble de l'enseignement secondaire postobligatoire est surtout la conséquence de celle du CFP commerce (plein-temps et dual). Celle de l'École de commerce (plein-temps) atteint en effet -5.7%, soit plus de cinq fois la moyenne du postobligatoire. Elle est essentiellement la conséquence d'une décroissance des charges d'utilisation des bâtiments, après une hausse importante sur la période

précédente (2006-2007), et de celles des services généraux et des Offices attribuées à l'École de commerce.

A l'inverse, et pour la première fois depuis 2002, la dépense par élève du Collège progresse en 2008, mais de manière très modérée (+0.2%). Celle de l'École de culture générale monte également de +1.1%, après une décroissance continue en 6 ans. En 2008, la hausse concerne les dépenses pour les biens et services, et le personnel enseignant, les autres types de dépenses étant en diminution. Toutefois, la dépense par élève de ces deux filières a baissé de manière importante depuis 2001 : -15.3% pour le Collège, soit -2.3% en moyenne annuelle, et respectivement -26.9% et -4.4% pour l'ECG.

Ainsi, malgré les hausses constatées des dépenses par élève du Collège et de l'ECG, l'effet de la baisse du CFP commerce (plein-temps et dual) est plus important sur l'ensemble de l'enseignement postobligatoire.

Comme pour l'École de commerce, la dépense par apprenti de la filière des Cours professionnels commerciaux (CFP commerce, dual), a diminué de -3% en 2008 suite à la décroissance des charges d'utilisation des bâtiments.

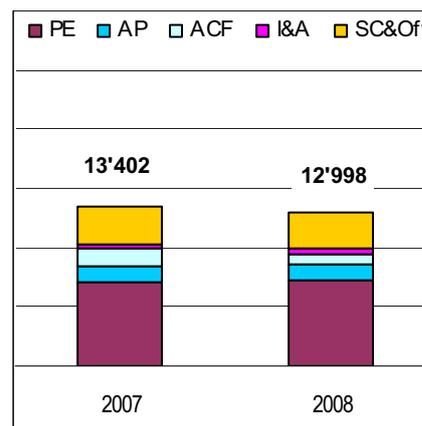
## GRAPHIQUE 27

**Évolution de la dépense unitaire des Cours professionnels commerciaux (dual), en francs constants (valeur 2008), 2007-2008**

### Natures de dépenses :

PE : Personnel enseignant  
 AP : Autres personnels  
 ACF : Autres charges de fonctionnement  
 I&A : Intérêts et amortissements  
 SC&Off : Services généraux et Offices du DIP

### Cours professionnels commerciaux



© SRED 2009 (sources : compte d'Etat, NBDS, SRED)

Les autres filières duales les plus importantes en termes d'effectifs d'apprentis sont celles issues de l'ancien Centre d'enseignement professionnel technique et artisanal (CEPTA). Il s'agit principalement du Centre de formation professionnelle (CFP) construction, et du CFP technique. Suite à la nouvelle organisation de la formation professionnelle, il n'est pas possible cette année de comparer directement l'ancienne et la nouvelle structure, puisque les périmètres sont différents et que l'organisation des données comptables l'est également. On peut toutefois relever que la dépense par apprenti en système dual du CFP construction est similaire en 2008 à celle de l'ancienne structure en 2007 (respectivement F 15'826 et F 15'657 en francs constants 2008), tandis que celle du CFP technique est un peu plus élevée puisqu'elle atteint F 16'255 en 2008.

Deux autres filières voient leur dépense par élève ou apprenti baisser en 2008 : celle du CFP nature et environnement et celle du CFP santé-social. La diminution est proportionnellement assez forte pour le premier, puisqu'elle atteint -7.5%. Toutes les natures de dépenses participent à cette baisse, à l'exception des charges d'utilisation des bâtiments et des dépenses de l'OFPC attribuées au CFP nature et environnement. C'est la quatrième année de baisse de la dépense par élève ou apprenti pour ce CFP, et les diminutions des trois dernières années ont été importantes (entre -7% et -8.3%).

Pour sa part, le recul de la dépense par étudiant ou apprenti du CFP santé-social est assez faible en 2008 (-0.6%). Les formations relevant du niveau secondaire II de ce CFP ont été plus touchées (-1.3%) que celles du niveau tertiaire, dont la dépense par étudiant est restée stable.



## Encadrement unitaire par élève ou étudiant

Les données de l'encadrement par élève ou étudiant pour 2008, présentées dans les GRAPHIQUES 29 à 34 ci-dessous, sont consultables en détail dans le TABLEAU 29 en fin de document.

En 2008, l'encadrement par élève de **l'enseignement primaire** a très légèrement diminué ( $-0.1\%$  par rapport à 2007) si l'on considère l'ensemble du personnel. Mais cette évolution est différente selon le type de personnel. Les mouvements traduisent en réalité la nouvelle organisation de l'enseignement primaire dès la rentrée 2008, avec les directions d'établissements.

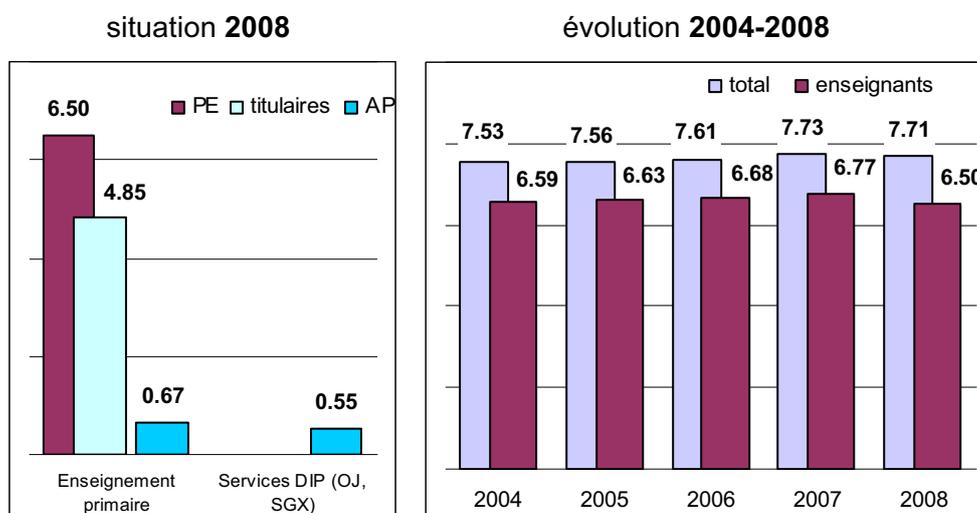
Le GRAPHIQUE 28 ci-dessous contient les données de l'encadrement pour 100 élèves de l'enseignement primaire.

### GRAPHIQUE 28

**Encadrement unitaire pour 100 élèves, par catégorie de personnel, enseignement primaire (enseignement ordinaire et classes spécialisées), 2004-2008**

Catégories de personnel :

PE : Personnel enseignant  
AP : Autres personnels  
Titulaire : titulaire de classe

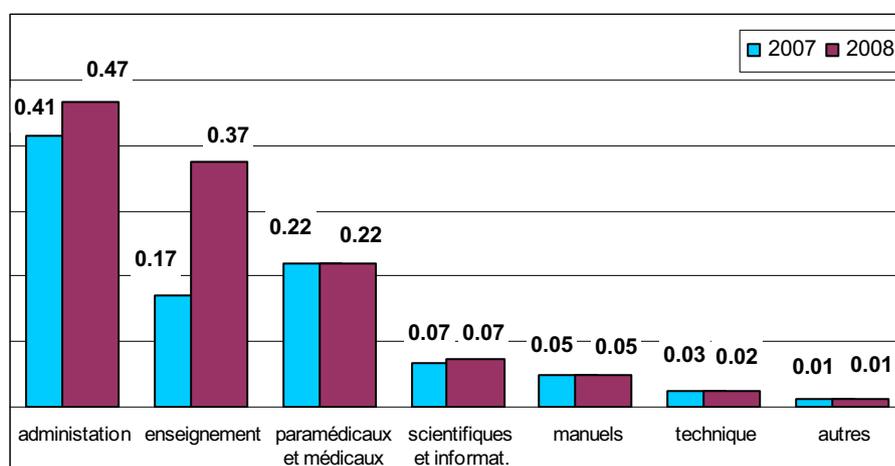


© SRED 2009 (sources : GIP, SIRH, NBDS, SRED)

Ainsi, l'encadrement du personnel enseignant diminue ( $-3.9\%$  pour l'ensemble du personnel enseignant ;  $-1.5\%$  pour les titulaires), tandis que celui des autres personnels progresse fortement, essentiellement par les nouveaux postes de directeurs-trices d'école, mais également par ceux des éducateurs-trices liés à l'expansion du réseau d'enseignement prioritaire (REP), qui compte 7 établissements supplémentaires en 2008. Ces deux fonctions sont rassemblées dans le groupe « enseignement », ce qui explique l'importante progression de l'encadrement de ce groupe entre 2007 et 2008, visible dans le GRAPHIQUE 29.

### GRAPHIQUE 29

**Encadrement unitaire pour 100 élèves (personnel non enseignant) par famille de fonction, enseignement primaire (enseignement ordinaire et classes spécialisées), 2007-2008**



© SRED 2009 (sources : GIP, SIRH, NBDS, SRED)



Nous retrouvons ici des catégories de métiers dont les prestations s'adressent directement aux élèves : assistant-e-s sociaux-ales exerçant dans les écoles (contenus dans la famille « paramédicaux et médicaux »), assistant-e-s techniques (dans la famille « technique »), bibliothécaires (famille « administration »), etc.

Pour la quatrième année consécutive, l'encadrement par élève ou apprenti de l'**enseignement secondaire postobligatoire** a baissé en 2008 (-2.3% pour l'ensemble des types d'écoles et filières entre 2007 et 2008), et de manière plus marquée que le recul enregistré la période précédente entre 2006 et 2007 (-1%). Les données sont résumées dans le GRAPHIQUE 32.

GRAPHIQUE 32

situation 2008

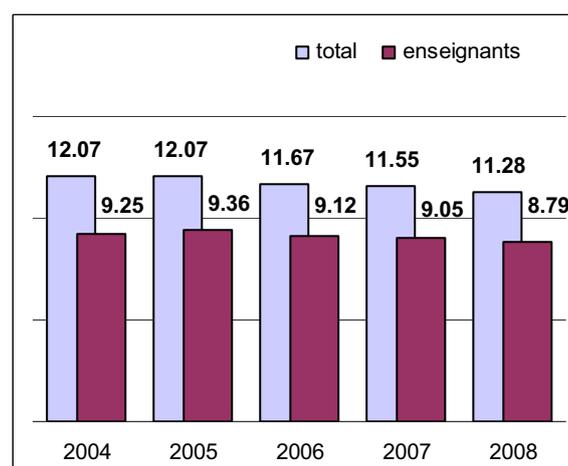
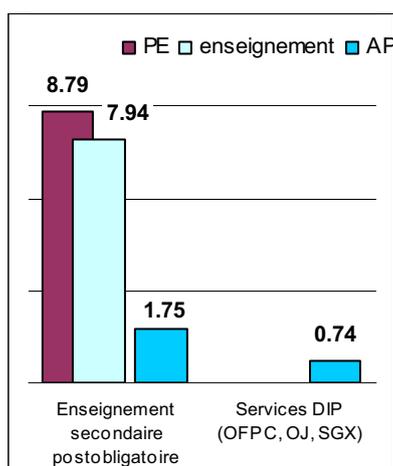
évolution 2004-2008

**Encadrement unitaire pour 100 élèves, par catégorie de personnel, enseignement secondaire postobligatoire, 2004-2008**

Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en équivalents plein-temps.

Catégories de personnel :

PE : Personnel enseignant  
AP : Autres personnels



© SRED 2009 (sources : GIP, SIRH, NBDS, SRED)

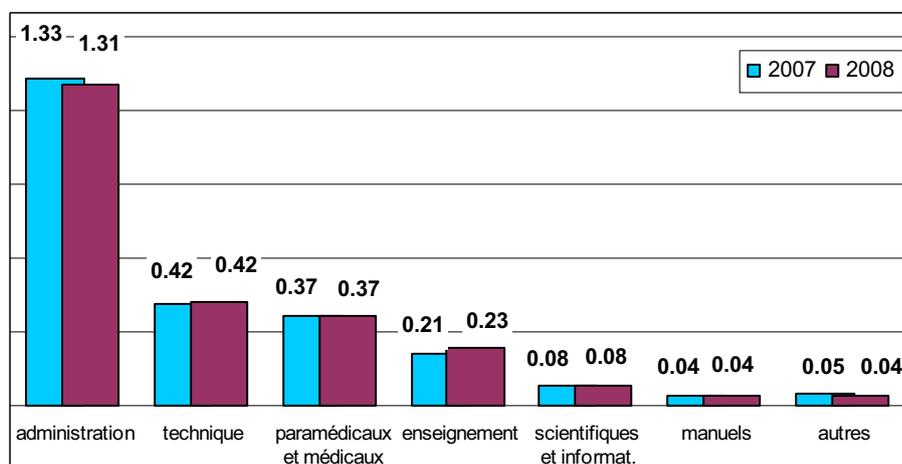
Au cours des deux dernières années d'observation, l'encadrement par élève ou apprenti a évolué différemment selon les types d'écoles ou de filières de l'enseignement secondaire postobligatoire. La plus grande baisse est constatée au CFP nature et environnement (-4.1%). Un recul est également enregistré pour le CFP commerce (dual), le CFP santé-social, le Collège et l'École d'enseignement technique. A l'inverse, l'encadrement par élève ou apprenti a progressé pour le CFP arts appliqués, ainsi que pour l'École de culture générale.

Nous voyons encore la répartition du personnel non enseignant intégré dans le calcul de l'encadrement par élève de l'enseignement secondaire postobligatoire, présentée dans le GRAPHIQUE 33.

GRAPHIQUE 33

**Encadrement unitaire pour 100 élèves (personnel non enseignant) par famille de fonction, enseignement secondaire postobligatoire, 2008**

Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en équivalents plein-temps



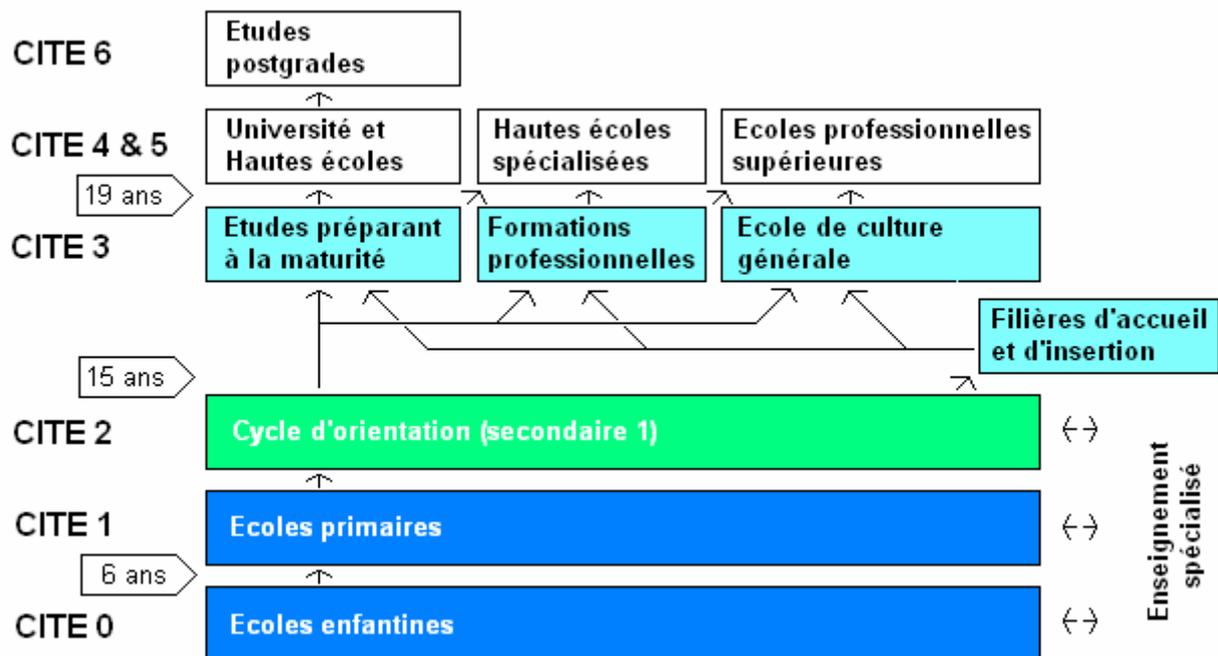
© SRED 2009 (sources : GIP, SIRH, NBDS, SRED)

Les remarques concernant les prestations fournies par une partie des fonctions intégrées dans ces données peuvent être réitérées pour le cas de l'enseignement secondaire postobligatoire. Ainsi, les fonctions telles que assistant-e-s sociaux-ales, assistant-e-s techniques ou bibliothécaires sont également présentes dans cet ordre d'enseignement, et doivent être considérées comme activités en lien direct avec les élèves ou apprentis.



## IV. ÉVOLUTION 2007-2008 PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT

Les institutions scolaires sont organisées par *ordres d'enseignement*, qui permettent de définir le cursus des élèves. Chaque ordre d'enseignement a son propre fonctionnement selon ses objectifs spécifiques, et peut être défini selon la classification internationale type de l'éducation, ce que l'on voit dans le schéma ci-dessous : l'enseignement primaire, qui regroupe les classes d'enfantine<sup>20</sup> (CITE 0) et de primaire (CITE 1), est réparti sur l'ensemble du territoire genevois, dans quasiment chaque commune. Le Cycle d'orientation (CITE 2), encore dans la scolarité obligatoire, regroupe les élèves par grande région, jusqu'à l'âge de 15 ans. L'enseignement postobligatoire est constitué d'une grande diversité d'écoles et de filières réparties à différents endroits du canton (CITE 3, y compris les filières d'accueil et d'insertion).



L'ensemble d'indicateurs présenté dans ce chapitre constitue une approche quantitative, qui n'est qu'un angle de vision parmi d'autres. Ainsi, les ordres d'enseignement apparaissant successivement dans les cursus des élèves, l'articulation entre ces entités est aussi une question importante, avec des problèmes particuliers à l'entrée du Cycle d'orientation et à l'entrée du postobligatoire. De plus, les évolutions sur une année, entre 2007 et 2008, demandent aussi à être resituées dans des tendances à plus long terme.

• •

<sup>20</sup> L'accord suisse HARMOS prévoit la scolarisation obligatoire dès quatre ans, ce qui inclura les classes d'enfantine dans l'enseignement obligatoire.

## Enseignement enfantin et primaire

Élèves <sup>A</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Division élémentaire	16'602	16'606	+ 4 (+ 0.0%)
Division moyenne	16'871	16'894	+ 23 (+ 0.1%)
Classes spéciales	517	508	- 9 (- 1.7%)
Total	33'990	34'008	+18 (+ 0.1%)
Institutions spécialisées <sup>B</sup>	729	738	+ 9 (+ 1.2%)
Personnel <sup>A</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Enseignants (postes) <sup>C</sup>	2'844 (2'407.8)	2'785 (2'327.0)	- 59 (- 80.8)
Personnel non enseignant (postes) <sup>C</sup>	310 (247.8)	398 (321.6)	+ 88 (+ 73.8)
Proportion de cadres <sup>D</sup> (% de femmes cadres)	1.9% (48.9%)	3.6% (63.7%)	+ 89.5% (+ 30.3%)
Proportion de femmes parmi les enseignants	83.8%	83.7%	- 0.2%
Age moyen des enseignants	42.1	41.7	- 0.4 ans
Proportion d'enseignants de 50 ans et plus	32.4%	30.1%	- 7.0%
Encadrement unitaire <sup>A</sup> , en EPT pour 100 élèves (enseignants seuls) sans institutions spécialisées	7.7 (6.8)	7.7 (6.5)	- 0.1% (- 3.9%)
Dépenses <sup>E</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Personnel, en 1000 F constants	347'554	362'290	+ 4.2%
Fonctionnement <sup>F</sup> , en 1000 F constants	20'807	10'825	- 48.0%
Investissement <sup>G</sup> , en 1000 F constants	273	301	+ 10.3%
Dépense <sup>H</sup> par élève (fonctionnement) en F constants	14'584 (11'820)	15'064 (12'383)	+ 3.3% (+ 4.8%)

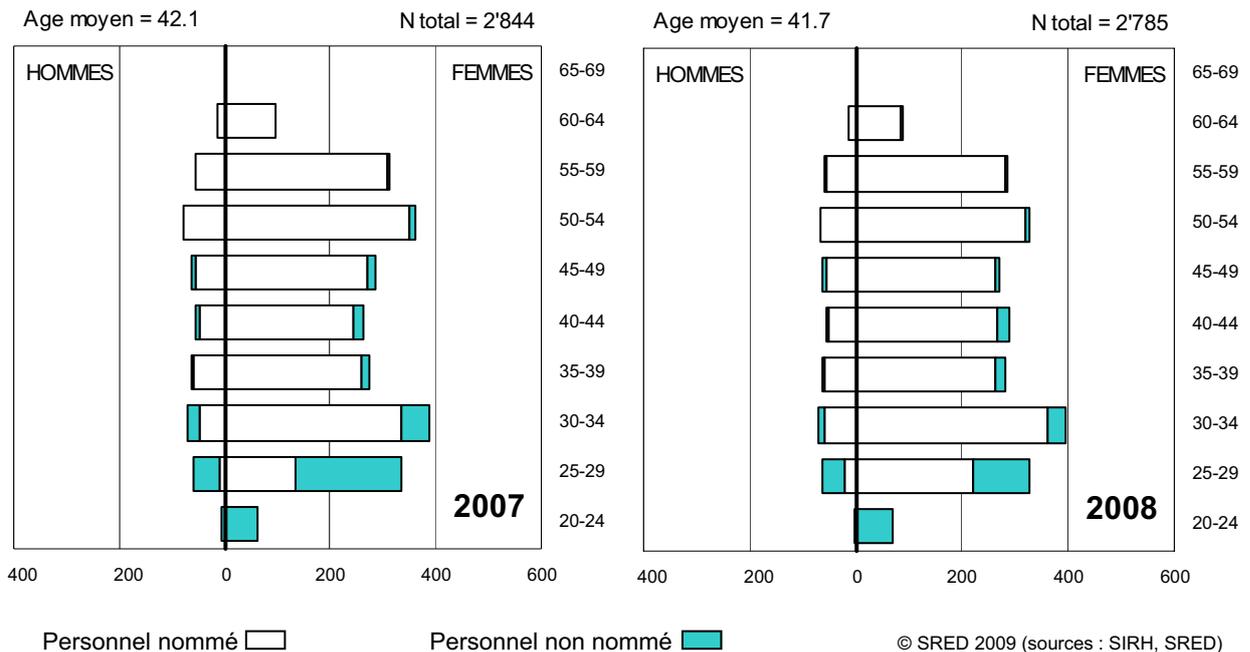
© SRED 2009 (sources : NBDS, SIRH, compte d'Etat, SRED)

<sup>A</sup> Situation au 31 décembre<sup>B</sup> Hors enseignement primaire, donné à titre indicatif<sup>C</sup> Y compris remplaçants et surnuméraires<sup>D</sup> Cadres supérieurs et cadre intermédiaire avec fonction d'autorité (nouveau calcul)<sup>E</sup> Pour l'année civile<sup>F</sup> Biens, services, subventions et frais de bâtiments, sans les dépenses de personnel<sup>G</sup> Dépenses d'intérêt et d'amortissement apparaissant dans le compte de fonctionnement<sup>H</sup> Pour l'enseignement enfantin, primaire et les classes spécialisées ; les valeurs pour 2006 ont été recalculées avec les dépenses réelles des communes

Le libellé entre parenthèses se rapporte au chiffre entre parenthèses

**Élèves:** les augmentations de +4 élèves pour la division élémentaire (avec une baisse de -8 élèves au niveau enfantin) et de +23 élèves pour la division moyenne produisent une hausse pour l'ensemble du primaire (+0.1%), malgré 9 élèves de moins dans les classes spéciales. La baisse dans les classes spéciales est compensée par une augmentation équivalente dans les institutions spécialisées (hors effectif primaire). **Personnel:** tendances opposées selon le groupe de personnel : les effectifs d'enseignants baissent en postes (-80.8 soit -3.4%) comme en personnes (-59 ou -2.1%) tandis que le personnel *non enseignant* augmente en postes (+73.9 soit +29.8%) et en personnes (+88 ou +28.4%), avec la mise en place des directeurs et directrices d'écoles. **Dépenses:** la hausse des dépenses de *personnel* (+4.2%), fait suite à la revalorisation du traitement des enseignants courant 2007 et intervenant sur l'ensemble de l'année 2008, mais surtout aux charges du personnel administratif et technique ; la baisse sur le *fonctionnement* (-48.0%) est due aux subventions accordées, tandis que l'augmentation des *intérêts et amortissements* (+10.3%) correspond à un (nouveau) changement dans la politique de l'Etat.

### GRAPHIQUE 34. Enseignants du primaire (personnes)

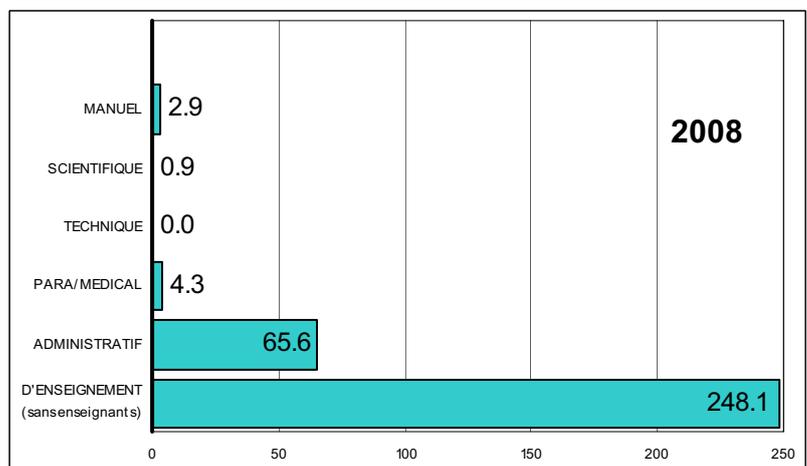
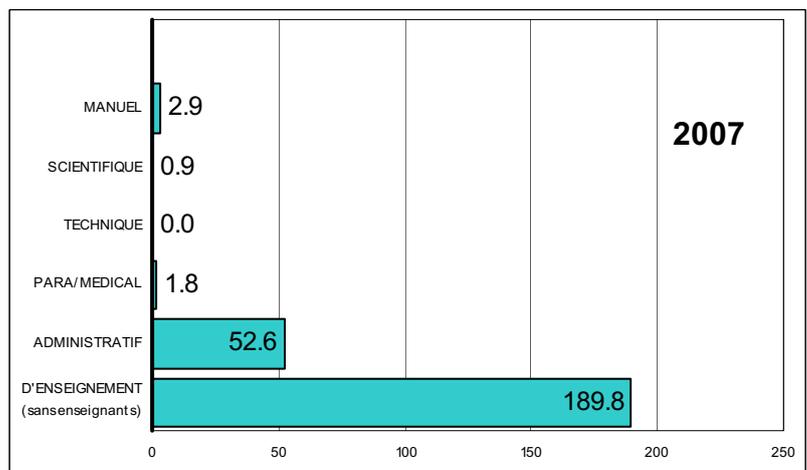


**Age moyen:** baisse de -0.4 ans entre 2007 et 2008 en continuation de la tendance débutée sept ans auparavant.  
**Groupes d'âges:** le groupe *plus de 50 ans* diminue de 7.1%, avec 30.1% du total fin 2008. **Etat de nomination:** le groupe des enseignants *non nommés* qui représente 12.4 % est en nette baisse (-26.6%) par rapport à 2007.

### GRAPHIQUE 35 Personnel non enseignant du primaire (EPT)

**Volume:** le groupe *médical - paramédical* augmente de 2.5 EPT entre 2007 et 2008, ce qui fait 139% vu le faible effectif. Le personnel *d'enseignement* (sans les enseignants) progresse de 58.3 postes (30.7%), avec les directions d'établissement, tandis que le personnel *administratif* au sens strict connaît une hausse de 13.0 EPT (24.7%).

**Composition:** le *personnel administratif* est constitué principalement de secrétaires, d'archivistes, de bibliothécaires, de documentalistes et de commis administratifs ; le personnel *d'enseignement* regroupe les *cadres de l'enseignement* et *d'autres fonctions éducatives*. (Cf. tableaux 12 & 13, en annexe).



## Cycle d'orientation

Élèves <sup>A</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Accueil	356	364	+ 8 (+ 2.2%)
Atelier	142	136	- 6 (- 4.2%)
Regroupement A	7'697	7'675	- 22 (- 0.3%)
Regroupements B & C	2'733	2'828	+ 95 (+ 3.5%)
Niveaux – options & Spéciale	2'049	1'976	- 73 (- 3.6%)
Total	12'977	12'979	+ 2 (+ 0.0%)
Personnel <sup>A</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Enseignants (postes)	1'853 (1'358.2)	1'841 (1'360.1)	- 12 (+ 1.9)
Personnel non enseignant (postes)	256 (211.6)	261 (214.7)	+ 5 (+ 3.1)
Proportion de cadres <sup>B</sup> (% de femmes cadres)	1.6% (18.2%)	1.6% (12.1%)	+ 0.3% (- 33.3%)
Proportion de femmes parmi les enseignants	57.2%	56.6%	- 1.0%
Age moyen des enseignants	42.4	42.5	+ 0.1 ans
Proportion d'enseignants de 50 ans et plus	29.2%	29.2%	+ 0.1%
Encadrement unitaire <sup>A</sup> , en EPT pour 100 élèves (enseignants seuls)	13.0 (10.7)	13.0 (10.6)	0.0 % (- 0.4%)
Dépenses <sup>C</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Personnel, en 1000 F constants	232'409	232'275	- 0.1%
Fonctionnement <sup>D</sup> , en 1000 F constants	15'776	16'857	+ 6.9%
Investissement <sup>E</sup> , en 1000 F constants	2'829	2'550	- 9.8%
Dépense par élève (fonctionnement) en F constants	22'144 (20'038)	22'224 (20'114)	+ 0.4% (+ 0.4%)

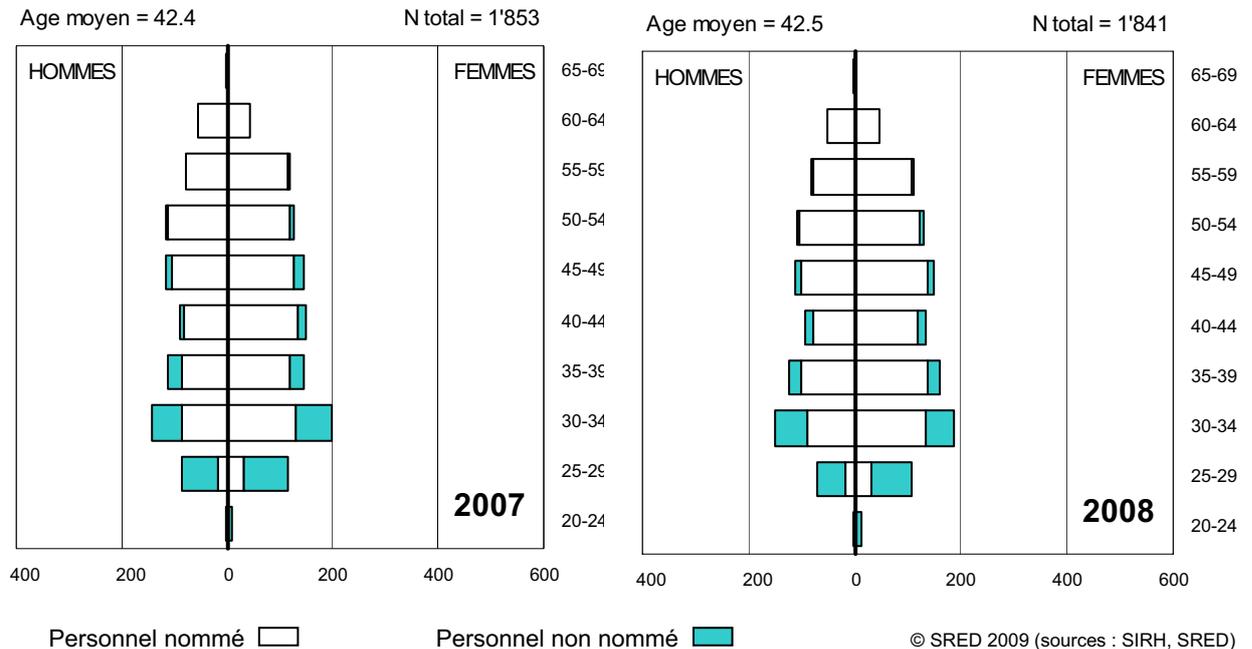
© SRED 2009 (sources : NBDS, SIRH, compte d'Etat, SRED)

<sup>A</sup> Situation au 31 décembre<sup>B</sup> Cadres supérieurs et cadre intermédiaire avec fonction d'autorité (nouveau calcul)<sup>C</sup> Pour l'année civile<sup>D</sup> Biens, services, subventions et frais de bâtiments, sans les dépenses de personnel<sup>E</sup> Dépenses d'intérêt et d'amortissement apparaissant dans le compte de fonctionnement

Le libellé entre parenthèses se rapporte au chiffre entre parenthèses

**Élèves:** l'effectif total du Cycle d'orientation est stable entre 2007 et 2008 (+2 élèves) ; cette stabilité cache des évolutions entre filières, puisque les effectifs des regroupements B et C augmentent de 95 élèves (+3.5%) au détriment du regroupement A (-22 élèves ou -0.3%) et surtout des filières Niveaux-options & Spéciale (-73 élèves ou -3.6%). **Personnel:** les effectifs d'*enseignants* évoluent peu avec une hausse en postes (+1.9 EPT) et une baisse en personnes (-12), qui s'explique par une légère élévation du taux moyen d'occupation ; le personnel *non enseignant* augmente un peu avec +5 personnes et +3.1 EPT. **Dépenses:** exprimées en francs constants, les dépenses de *personnel* évoluent peu en 2008 (-0.1%), alors que celles pour le *fonctionnement* (Biens & services, subventions et frais de bâtiments) progressent plus significativement (+6.9%) ; avec -9.8%, l'investissement poursuit la tendance à la baisse, mais, n'étant pas complet, est donné à titre indicatif. Les dépenses unitaires augmentent en 2008 sur le fonctionnement et sur le total (+0.4%), après avoir baissé en 2007 (-0.6% et -0.4%).

**GRAPHIQUE 36. Enseignants du Cycle d'orientation (personnes)**

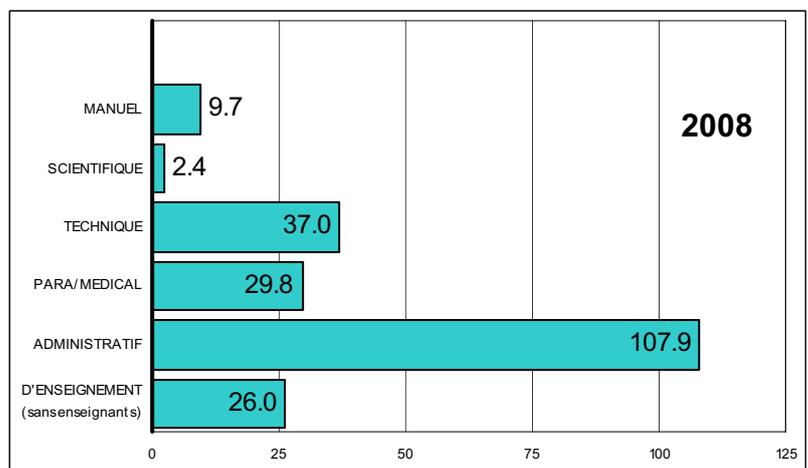
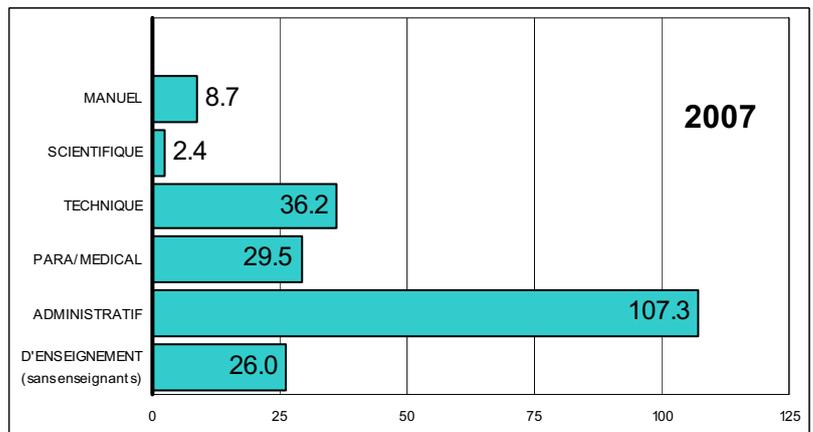


**Age moyen:** l'âge moyen des enseignants remonte de 0.1 année entre 2007 et 2008. **Groupes d'âges:** le groupe des 50 ans et plus reste stable à 29.2% du total (+0.1%). **Etat de nomination:** la part des enseignants non nommés diminue encore de -8.3% pour se situer à 20.6% du corps enseignant en 2008.

**GRAPHIQUE 37  
Personnel non enseignant  
du Cycle d'orientation (EPT)**

**Volume:** l'évolution la plus importante (+11.5%) concerne le personnel manuel, mais avec 1.0 EPT de plus, sur 8.7 EPT qui existaient en 2007. Le groupe technique vient ensuite avec 0.8 EPT en plus (+2.2%), suivi par le personnel para/médical, avec +0.3 EPT (+1.0%) ; le personnel administratif évolue peu (+0.6%).

**Composition:** le regroupement administratif est principalement composé de secrétaires, de personnels d'archives, et encore de personnels de documentation et de bibliothèques ; le groupe du personnel technique recouvre des assistants techniques, celui du personnel d'enseignement (sans enseignants) des cadres d'enseignement.  
(Cf. tableaux 12 & 13, en annexe).



© SRED 2009 (sources : SIRH, SRED)

## Enseignement postobligatoire

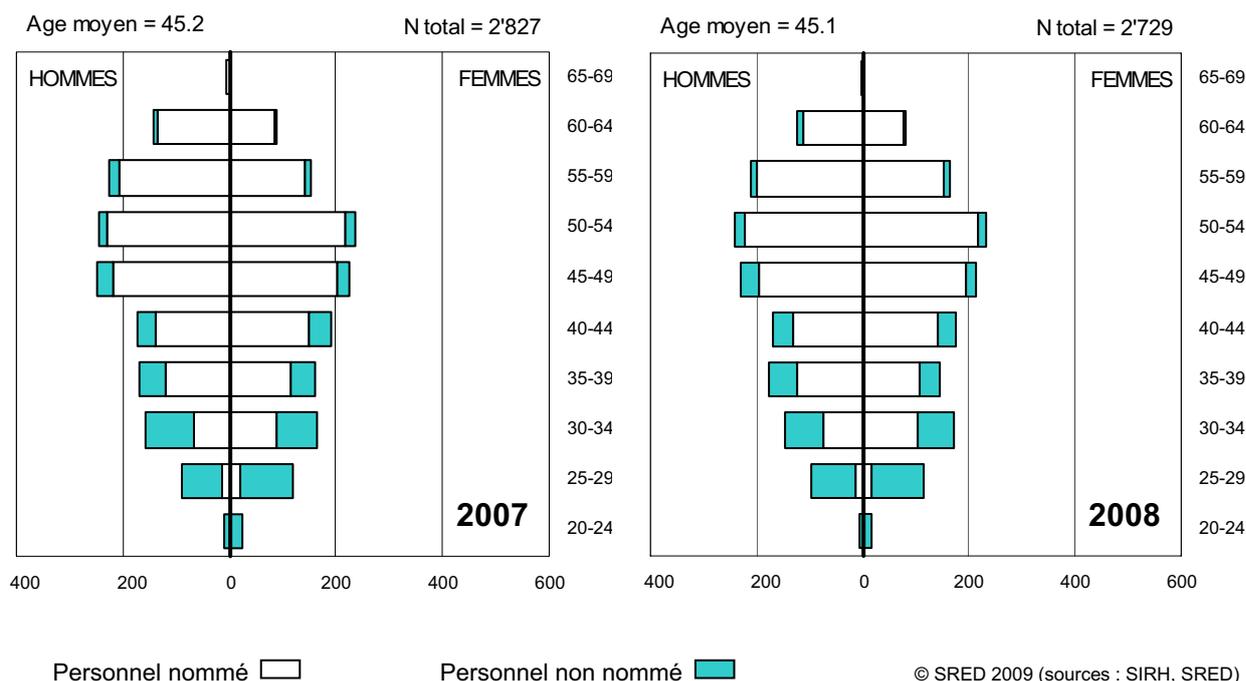
Élèves <sup>A</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Collège de Genève <sup>B</sup>	7'742	7'923	+181 (+ 2.3%)
École de culture générale <sup>B</sup>	2'568	2'797	+ 229 (+ 8.9%)
CFP commerce	4'308	4'602	+ 294 (+ 6.8%)
CFP coordination	57	66	+ 9 (+ 15.8%)
CFP nature & environnement	320	334	+ 14 (+ 4.4%)
Structures d'accueil & d'insertion	1'075	1'074	- 1 (- 0.1%)
CFP arts appliqués	603	599	- 4 (- 0.7%)
CFP construction - technique - SRH	3'183	3'307	+ 124 (+ 3.9%)
CFP santé & social	930	1'048	+ 118 (+12.7%)
Total	20'786	21'750	+ 964 (+ 4.6%)
Personnel <sup>A</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Enseignants (postes)	2'827 (1'928.3)	2'729 (1'900.1)	- 98 (- 28)
Personnel non enseignant (postes)	527 (410.0)	458 (353.3)	- 69 (- 57)
Proportion de cadres <sup>C</sup> (% de femmes cadres)	2.9% (46.5%)	2.4% (45.5%)	- 16.1% (- 2.3%)
Proportion de femmes parmi les enseignants	48.2%	48.4%	+ 0.2%
Age moyen des enseignants	45.2	45.1	- 0.1 ans
Proportion d'enseignants de 50 ans et plus	38.9%	38.8%	- 0.3%
Encadrement unitaire <sup>A</sup> , en EPT pour 100 élèves (enseignants seuls)	11.5 (9.0)	11.3 (8.8)	- 2.3% (- 2.8%)
Dépenses <sup>D</sup>	2007	2008	Δ 2007-08
Personnel, en 1000 F constants	349'706	344'784	- 1.4%
Fonctionnement <sup>E</sup> , en 1000 F constants	38'360	36'872	- 3.9%
Investissement <sup>F</sup> , en 1000 F constants	5'427	4'431	- 18.3%
Dépense <sup>G</sup> par élève (fonctionnement) en F constants	20'923 (18'485)	20'705 (18'314)	- 1.0% (- 0.9%)

© SRED 2009 (sources : NBDS, SIRH, compte d'Etat, SRED)

<sup>A</sup> Situation au 31 décembre<sup>B</sup> Avec les formations pour adultes, sans classes d'accueil<sup>C</sup> Cadres supérieurs et cadre intermédiaire avec fonction d'autorité (nouveau calcul)<sup>D</sup> Pour l'année civile<sup>E</sup> Biens, services, subventions et frais de bâtiments, sans les dépenses de personnel<sup>F</sup> Dépenses d'intérêt et d'amortissement apparaissant dans le compte de fonctionnement<sup>G</sup> Pour toutes les filières, avec SCAI et CEFOPS, sans l'EPIA (hors canton)

**Élèves:** avec 964 élèves en plus, l'augmentation totale des effectifs en 2008 représente pratiquement deux fois celle de l'année d'avant, soit +4.6%. On signalera en particulier les hausses du CFP santé-social (+12.7%), de l'ECG (+8.9%) et du CFP commerce (+6.8%). **Personnel:** les effectifs du personnel sont en revanche en baisse, tant pour les enseignants (-28.2 EPT soit -1.5%) que pour les non enseignants (-56.7 EPT ou -13.8%). **Dépenses:** à la suite, les dépenses de personnel diminuent (-1.4%) en proportion du nombre de postes, avec le poids plus important des enseignants; l'investissement (*intérêts et d'amortissement*) est donné à titre indicatif; baisse de la *dépense par élève* (-1.0%), moins importante que pour l'*encadrement par élève* (-2.3%).

### GRAPHIQUE 38. Enseignants du postobligatoire (personnes)

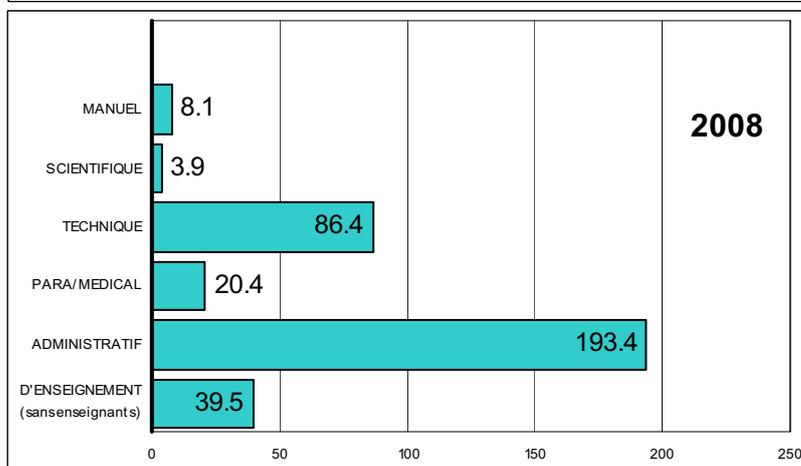
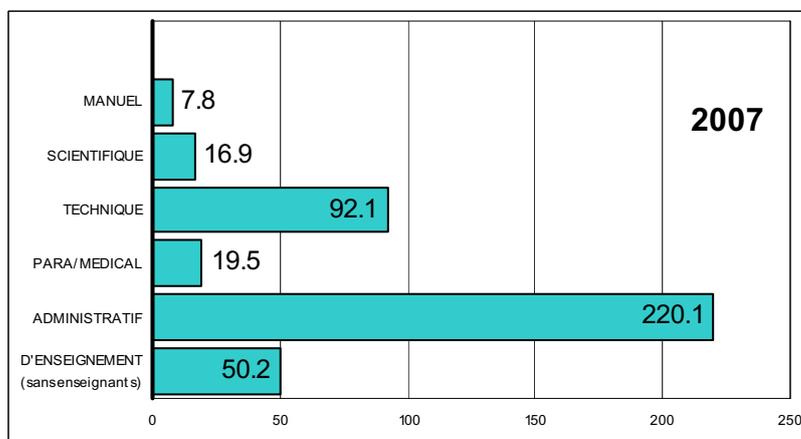


**Age moyen et Groupes d'âges:** en 2008, l'âge moyen des enseignants diminue un peu à 45.1 ans, la part des « 50 ans et plus » représentant 38.8% (-0.3%). **Etat de nomination:** la part des enseignants *non nommés* diminue encore jusqu'à 23.4% en 2008, en baisse de -2.7% en un an.

### GRAPHIQUE 39 Personnel non enseignant du postobligatoire (EPT)

**Volume:** une diminution importante apparaît sur le groupe du personnel *scientifique* qui perd 13.0 postes EPT (-76.9%) en 2008. Le groupe du personnel *d'enseignement* (sans les enseignants) voit ses effectifs diminuer de 10.7 EPT (-21.3%), tandis que l'administration, bien qu'avec une baisse proportionnellement plus faible (-12.1%), perd 26.7 postes EPT. Le personnel technique perd 5.7 EPT (-6.2%) et les para/médicaux gagnent 0.9 EPT.

**Composition:** le personnel du groupe *enseignement* (sans les enseignants) est constitué quasi exclusivement de cadres. (Cf. tableaux 12 & 13, en annexe).





## ANNEXES

### SOURCES STATISTIQUES

Les **données financières** proviennent de différentes sources :

- le compte d'Etat (Compte d'Etat de la République et canton de Genève, publié par la Direction du budget de l'Etat et de la planification financière), à partir d'une extraction des données du DIP produite par le Service du budget à partir de la CFI<sup>1</sup>. Elles sont disponibles sur support informatique depuis 1997 ;
- le compte d'Etat, publication du Département des finances, section du DIAE, pour le Centre de Lullier avant 1998 ;
- les comptes de l'Université depuis 1996 ;
- les comptes des HES depuis 2000 ;
- les comptes des communes, consolidés par le DIAE puis par le DT depuis 2006 (pour les calculs de dépenses unitaires par élève de l'enseignement primaire).

Les biens et services sont comptabilisés sans les reports, ce qui revient à adopter l'optique des dépenses réelles (dans l'année civile) et non celle des dépenses comme charges inscrites (dans le compte annuel). Cela nous assure le même type de données d'année en année, au fil des changements du système d'écritures comptables et abstraction faite des mécanismes liés aux reports (crédit partiellement reporté d'une année à l'autre).

Le compte du DIP est consolidé avec les dépenses et revenus du Centre de Lullier avant 1998.

Les dépenses et revenus de bâtiments ont été estimés de 1995 à 1998 pour le Centre de Lullier, en absence d'informations avant son rattachement au DIP. Pour la même raison, les dépenses respectives des enseignants et du personnel administratif et technique avant 1998 ont été réparties à partir des dépenses totales pour le personnel, selon la proportion observée en 1998 (première année d'enregistrement des données selon le modèle DIP).

Les « subventions redistribuées » de la nature 37 apparaissent massivement en 2002 – comme s'il s'agissait de nouvelles dépenses – alors que c'est uniquement un nouveau mode d'inscription pour des flux financiers qui existaient déjà auparavant. Il ne s'agit d'ailleurs pas de subventions au sens strict (les subventions versées par le DIP au nom de financeurs externes étaient déjà contenues dans la nature 37 avant 2002) mais de mouvements liés à des prestations pour des tiers, plus concrètement de montants destinés à réaliser des paies pour des institutions subventionnées, montants qui sont versés par les institutions elles-mêmes et qui apparaissent comme revenus dans la nature 47 appelée « subventions à redistribuer ». Les « subventions redistribuées » et les « subventions à redistribuer » sont des rubriques de même montant, c'est-à-dire qu'elles recouvrent des flux qui ne font que transiter par le DIP et dont le solde est nul.

Les dépenses et revenus pris en compte pour l'Université correspondent au fonctionnement ordinaire, et comprennent le financement du canton de Genève, des cantons non universitaires et de la Confédération pour le fonctionnement courant, que l'on trouve dans la comptabilité de l'Université sous le compte nommé « compte DIP » et complétés par la subvention hors enveloppe les années où elle n'est pas intégrée dans le « compte DIP ». Ces dépenses et

<sup>1</sup> CFI : comptabilité financière intégrée, nouveau système comptable de l'Etat de Genève.

revenus ne comprennent pas les comptes de recherche financées par le FNRS, par les fonds individuels ou institutionnels, ni les dépenses d'investissement, ni les charges pour la formation dispensée aux médecins par l'hôpital inscrites dans les comptes du DASS.

Les **données en personnes et en postes** EPT sont produites à partir de deux sources :

- la base de données GIP servant à réaliser les paies, à partir d'une extraction produite par le CTI en fin d'année. La date du relevé était au 15 novembre jusqu'en 1997. Elle est passée au 31 décembre, après des tests réalisés en 1998 montrant l'impact négligeable du changement. Le passage au 31 décembre permet d'harmoniser ce relevé de données avec d'autres relevés. Depuis 2007, la base de données est SIRH.
- la comptabilité tenue par le service du budget permet d'obtenir des moyennes annuelles sur la base des résultats mensuels. Cette extraction mensuelle ne contient pas l'ensemble des données socio-démographiques contenues dans l'extraction annuelle du CTI. Les moyennes annuelles – par opposition aux résultats en fin d'année – correspondent à l'occupation réelle des postes sur l'année, que l'on peut rapporter aux postes budgétisés pour la même année et avec les dépenses annuelles.

Les résultats en postes et en personnes ne comprennent pas les traitements remboursés, ni les cachets et sont comptabilisés sans les apprentis. Un certain nombre d'emplois exprimés en francs n'apparaissent pas dans les statistiques des postes en moyenne annuelle. Ce personnel est en revanche présent dans les statistiques de fin d'année. Cette différence s'explique par l'usage de chacune des statistiques, les moyennes annuelles se référant aux postes budgétisés<sup>2</sup>, tandis que la situation en fin d'année étant une « photographie » de la situation sociodémographique du personnel<sup>3</sup>. Dès l'année 2000, certains groupes supplémentaires de remplaçants sont aussi enregistrés dans la statistique de fin d'année, en plus des remplaçants de longue durée déjà inclus.

Les données en postes, moyennes annuelles, du Centre horticole de Lullier ont été reconstituées pour les années antérieures à 1998 avec une estimation pour la répartition entre les personnels administratif et technique et enseignant car les enseignants n'étaient pas enregistrés comme tels. Pour les tableaux provenant de l'extraction de GIP, cette consolidation n'a pas pu avoir lieu dans la mesure où le Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement, et de l'énergie ne possède pas de système d'enregistrement des données comparable à ce qui existe au DIP. On en tiendra donc compte dans les interprétations.



---

<sup>2</sup> Les postes EPT qui font l'objet d'une « budgétisation » sont les postes stables ou du moins planifiables.

<sup>3</sup> De plus, les moyennes annuelles ont tendance à gommer les changements en cours d'année civile.

## DÉFINITIONS

**Calcul en francs constants** : permet d'annuler l'effet de l'inflation dans les comparaisons temporelles. Les montants sont exprimés dans une unité, le franc constant, qui a la même valeur du début à la fin de la série chronologique. L'indice genevois des prix à la consommation, un peu différent de l'indice suisse, sert à calculer le taux de déflation qui est utilisé dans nos statistiques.

La différence du taux de déflation entre l'année considérée et l'année de référence donne la progression des prix dans l'intervalle (9.8 % entre 1997 et 2006, 9.0 % entre 1998 et 2006, etc.).

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Indice des prix genevois OCSTAT (1982 = 100)	152.7	155.0	156.6	157.8	159.2	161.2	163.4	165.2	165.8	170.1
Déflateur pour le calcul (2008 = 100)	111.4	109.7	108.6	107.8	106.8	105.5	104.1	103.0	102.6	100.0

L'indice des prix mesure l'évolution du niveau général des prix à la consommation dans le canton de Genève. Il permet de mesurer l'inflation et de calculer un déflateur qui sera utilisé pour produire des prix ou des flux monétaires en valeur réelle.

Cet indice n'est pas au sens strict un indice du coût de la vie ; il est néanmoins utilisé pour le calcul d'indexation des salaires.

**Centre de formation professionnelle santé-social** : regroupe des formations professionnelles paramédicales et éducatives de niveau secondaire (CITE 3) et tertiaire (CITE 4 ou 5).

**Charge** : représente la consommation de ressource durant un exercice comptable, apparaissant sur le compte de fonctionnement (inverse : revenu ou produit).

**Corps enseignant de l'Université** : divisé en deux groupes :

1. le corps professoral, composé des professeurs ordinaires, des professeurs d'école, des professeurs adjoints, des professeurs associés, des professeurs titulaires, des professeurs suppléants, des professeurs invités, des chargés de cours et des suppléants chargés de cours ;
2. les collaborateurs de l'enseignement et de la recherche, parmi lesquels on trouve les maîtres d'enseignement et de recherche, les suppléants maîtres d'enseignement et de recherche, les chefs de clinique scientifiques (non répertoriés dans les statistiques de personnel), les chargés d'enseignement, les maîtres assistants, les assistants et les moniteurs.

**Cycle d'orientation** : recouvre le secondaire I (catégorie CITE 2) ; les centres pour adolescents de l'enseignement spécialisé sont rattachés à l'enseignement primaire.

**Dépense** : opération qui affecte le patrimoine administratif ou financier (inverse : recette) ; est aussi utilisé pour désigner les opérations sur le compte de fonctionnement (charge, inverse : revenu). Les dépenses de fonctionnement regroupent les charges de personnel, biens & services, dédommagements et subventions (attribuées ou réattribuées), ainsi que les imputations internes relatives au fonctionnement (dépenses de bâtiment ou prestations de service).

**Dépenses d'investissement :** regroupent les dépenses présentes dans le compte d'investissement ; ce sont des dépenses annuelles faites au profit du patrimoine administratif ou financier. Les dépenses pour l'investissement présentées dans le compte de fonctionnement – ou charges d'investissement – regroupent les dépenses pour les intérêts et amortissement, ainsi que les imputations internes relatives à l'investissement quand il y en a (intérêts).

**Dépenses indirectes ou transferts :** correspondent à des subventions et des dédommagements qui ne font que transiter d'un service à l'autre, ou vers des institutions ou personnes extérieures.

**Dépenses pour le fonctionnement direct :** recouvrent les dépenses de fonctionnement sans les transferts (subventions, dédommagements ou autres) dans le compte de fonctionnement ; correspondent aux dépenses pour les propres institutions.

**Dépense unitaire par élève ou étudiant :** représente l'ensemble des charges relatives à un enseignement donné (un niveau d'enseignement, une filière) divisé par le nombre des élèves ou étudiants inscrits pour cet enseignement (effectifs pondérés sur l'année civile). A l'opposé de la dépense totale, la dépense unitaire a tendance à baisser avec l'augmentation des effectifs d'élèves (économie d'échelle).

**Effectifs d'élèves ou étudiants :** situation en fin d'année civile, correspond à des effectifs stabilisés, trois mois après la rentrée scolaire. Dans le calcul du coût unitaire, les effectifs d'élèves ou étudiants sont rapportés aux données comptables (exercice sur l'année civile) par une pondération de 8/12<sup>e</sup> des effectifs de l'année scolaire précédente et de 4/12<sup>e</sup> des effectifs de l'année scolaire en cours.

**Effectifs de personnel :** situation en fin d'année civile, correspond à des effectifs stabilisés, quatre mois après la rentrée scolaire. Ces effectifs correspondent à une année scolaire donnée.

**Encadrement unitaire pour 100 élèves ou étudiants :** représente l'ensemble du personnel (en EPT) destiné à un enseignement (une école, une filière) divisé par le nombre des élèves ou étudiants inscrits pour cet enseignement (un coefficient de 100 est utilisé pour rendre la lecture plus aisée). Ce calcul suit la même logique que la dépense unitaire, mais représente une photo instantanée (en fonction des relevés de fin d'année) plutôt qu'une valeur annuelle.

L'inverse de l'encadrement unitaire (sans le coefficient de 100) est appelé à Genève taux d'encadrement : nombre d'élèves ou d'étudiants par postes équivalent plein-temps. Ce taux s'apparente à un coefficient de productivité<sup>4</sup>.

Ce taux d'encadrement est un indicateur pédagogique, à ne pas confondre avec l'encadrement administratif (Cf. « groupes de cadres »).

**Enseignement postobligatoire :** recouvre le secondaire II (CITE 3) ainsi que certaines formations du tertiaire non universitaire (CITE 4) rattachées administrativement au secondaire II.

**Enseignement primaire :** à Genève, regroupe l'enseignement enfantin et primaire (CITE 0, sans jardins d'enfants et CITE 1).

**Enveloppe budgétaire :** subvention forfaitaire. C'est le système introduit en 1996 pour les charges de personnel de l'Université. Une enveloppe existait auparavant, limitée aux biens et services.

**EPT ou Equivalent plein-temps :** poste que l'on a pondéré par le taux horaire pratiqué, c'est-à-dire qu'une personne travaillant à mi-temps entrera dans la statistique pour 0.5 poste EPT.

---

<sup>4</sup> GRAVOT Pierre (1993), *Economie de l'éducation*, Ed. Economica, Paris, p. 91.

**Familles des fonctions du personnel administratif et technique** : groupes de fonctions selon le modèle de classification de l'Etat. Figurent uniquement les fonctions exercées au DIP.

1. GROUPE « TECHNIQUE » : assistant technique – technicien – ingénieur – architecte – électronicien – réalisateur de production MAV.
2. GROUPE « SCIENTIFIQUES » : programmeur – ingénieur de système – analyste – opérateur de saisie – chimiste – biologiste – physicien – économiste – statisticien – psychologue/pédagogue – sociologue.
3. GROUPE « JURISTES » : juriste – directeur adjoint de l'Office de la jeunesse.
4. GROUPE « ENSEIGNEMENT » : éducateur – animateur – directeur d'établissement scolaire – inspecteur de l'enseignement primaire – directeur d'internat ou d'externat.
5. GROUPE « ADMINISTRATION » : sténodactylographe – secrétaire – chef de service de personnel – secrétaire général – comptable – teneur de compte – chef comptable – magasinier – commis d'économat – bibliothécaire – standardiste – administrateur.
6. GROUPE « MANUELS » : électricien – employé de maison – cuisinier – horticulteur – entretien d'immeuble – gardien – imprimeur – chauffeur – photographe – aide de labo – technicien dentiste.
7. GROUPE « PARA- & MEDICAUX » : infirmier – auxiliaire soignant – hygiéniste dentaire – ergothérapeute – pharmacien – laborant – technicien en radiologie – psychologue – médecin – médecin-dentiste – éducateur pour la santé – assistant social – médecin directeur de service.
8. Pas de fonction.
9. GROUPE « AGENTS SPECIALISES » : agent spécialisé scientifique – stagiaire – apprenti – chargé de mission.

Pour les tableaux 12 et 13, des subdivisions ont été opérées. La catégorie « enseignement » est subdivisée en trois groupes dont les « *enseignants* », les animateurs et éducateurs, les inspecteurs et les directeurs regroupés respectivement au sein des « *autres fonctions éducatives* » et des « *cadres de l'enseignement* ».

Les programmeurs, ingénieurs-système, analystes et opérateurs figurent dans la famille « *informatiques* », le restant des scientifiques dans le groupe « *autres scientifiques* ».

Les juristes, agents spécialisés et chargés de mission figurent sous la rubrique « divers ».

### **Groupes de cadres :**

- Encadrement : cadres supérieurs et cadres intermédiaires A (personnel qui occupe une fonction d'autorité se situant dans les classes 14 à 22 impliquant une responsabilité hiérarchique d'encadrement d'au moins 3 subordonnés directs).
- Cadres techniques : cadres intermédiaires B (personnel qui occupe une fonction se situant dans les classes 18 à 22 n'impliquant pas une responsabilité d'encadrement, mais avec une influence fonctionnelle forte) et fonctions réservées au DIP.

**Haute école spécialisée** : formations professionnelles tertiaires de longue durée (CITE 5). Dans nos statistiques, il s'agit des écoles genevoises de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). Le financement de ces écoles se situe aux niveaux suisse, romand et genevois.

**Indexation** : mécanisme destiné à revaloriser les salaires dépréciés avec le renchérissement du coût de la vie. En période de crise budgétaire, cette indexation n'est pas ou pas entièrement accordée ce qui produit des économies sur la masse salariale exprimée en termes réels (sans effet de l'inflation).

**Mécanismes salariaux de la fonction publique :** mécanismes salariaux qui concernent l'ancienneté (prime de fidélité, annuités) et qui visent à compenser la perte du pouvoir d'achat (indexation). Font généralement l'objet d'accords entre l'Etat et les représentants du personnel<sup>5</sup>.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Annuités	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	partiel	NON	partiel	partiel	report
Progression de la prime de fidélité	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	1/2	NON	NON	NON	OUI
Indexation janvier	–	0.28%	1.00%	0.65%	0.00%	0.10%	0.75%	0.40%	0.60%	1.40%
Indexation juillet	–	–	–	0.89%	0.78%	–	–	–	–	–
Complément d'indexation (allocation unique)	–	0.34%	0.90%	0.70%	–	–	–	–	–	–

Le versement des annuités, effectué normalement dès le 1<sup>er</sup> janvier pour le personnel administratif et technique et dès le 1<sup>er</sup> septembre pour le corps enseignants primaire et secondaire, a été retardé de 7 mois en 1999. En 2000, 2001, 2004, 2006, 2007 et 2008, le versement des annuités est différé de 6 mois (quatre mois pour le personnel enseignant en 2007 et 2008), sans compensation rétroactive.

En 2006 et en 2007, la prime de fidélité ne progresse pas, à l'exception des nouveaux ayant-droit. En 2008, la prime est versée normalement en juin et un complément est accordé en décembre quand cette prime est de moins de 40% (dans la perspective de l'introduction du 13<sup>e</sup> salaire).

L'indexation 2004 a été versée dès juillet, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier, de même en 2006. En 2007, l'indexation a été de 0.4% en janvier et de 0.2% en décembre avec rétroactivité, en 2008 de 0.5% en janvier et de 0.9% en octobre avec rétroactivité.

Les compléments d'indexation (allocations uniques) de 0.34%, 0.9% et 0.7% versées en décembre de 2000 à 2002 ont été intégrées à l'échelle des traitements l'année suivante.

**Nature :** classification officielle, hiérarchique et numérotée, de l'opération comptable selon sa nature (fonctionnement ou investissement, charge ou revenu pour le fonctionnement, personnel, bien & service, amortissement, subvention, etc. pour la charge). La nature est subdivisée en sous-natures.

**Poste budgétisé :** est exprimé en EPT. C'est la ressource prévue au budget pour l'année civile, qu'il faut mettre en regard du poste en moyenne sur l'année civile pour comparer la charge prévue avec la charge réelle. Au total des postes budgétisés est appliqué un taux de pondération – différent d'une année à l'autre, et différent aussi pour les enseignants et pour le personnel administratif et technique – de manière à obtenir l'objectif de gestion des ressources en personnel.

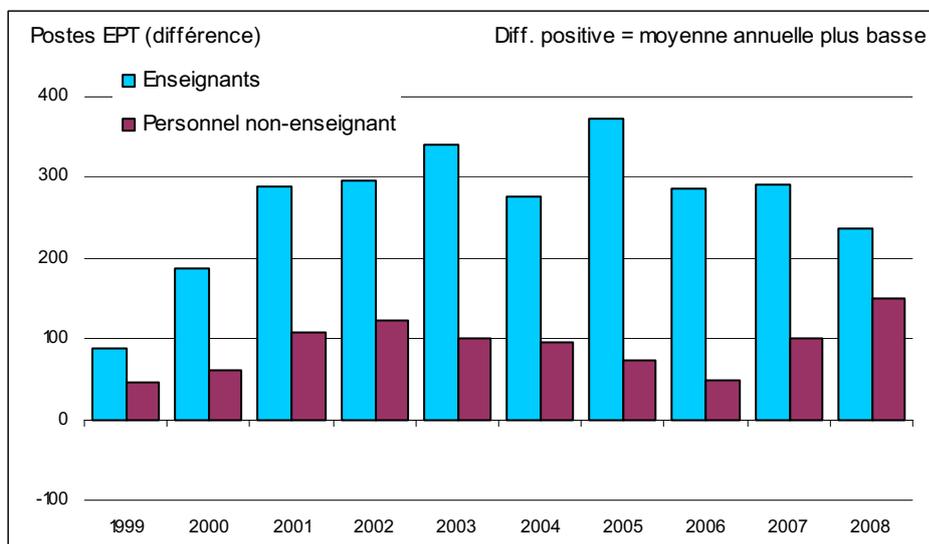
Pour les enseignants, le budget en postes, voté ordinairement en fin d'année civile, correspond au nombre de postes attribués à la rentrée suivante (septembre ou octobre). La statistique des postes budgétisés prend en compte : de janvier à août le budget voté (sans les postes de la rentrée) et de septembre à décembre le budget voté (complet) avec réallocations. C'est pourquoi les postes budgétisés dans le Tableau 11 ne correspondent ni au budget en début d'année civile, ni au budget voté pour la rentrée scolaire suivante, mais résultent d'une pondération des deux budgets en fonction de leur période d'effectivité. En 2006, la statistique prend encore en compte les transferts de services (SAEA, section des adultes du STG).

<sup>5</sup> La « Loi sur les augmentations annuelles dues aux membres du personnel de l'Etat ainsi que sur la progression de la prime de fidélité » (B 5 17) du 26 juin 2004 suspend les mécanismes salariaux (augmentations annuelles et progression de la prime de fidélité) en 2005.

**Poste occupé** : est exprimé en EPT. Il faut faire la distinction entre poste occupé à une date précise (situation en fin d'année) et poste occupé en moyenne sur l'année comme dans le TABLEAU 11.

Les deux informations sont importantes, car les postes occupés en fin d'année permettent de faire une « photographie » du personnel, avec des répartitions selon différents caractères sociodémographiques, tandis que les postes occupés en moyenne annuelle permettent de faire un rapprochement entre dépenses de personnel et effectifs réellement employés par le DIP tout au long de l'année.

Jusqu'il y a une dizaine d'années, il était possible de produire indifféremment une statistique ou l'autre, mais des écarts de plus en plus importants obligent aujourd'hui à bien distinguer les deux approches. L'analyse des écarts (GRAPHIQUE ci-dessous) montre que les écarts pour les enseignants dépassent largement 5.0 % dès l'année 2000, pour atteindre 7.0 % en 2005 et redescendre à 4.4% en 2008. La différence pour le personnel administratif et technique est encore plus importante et fluctuante, atteignant 7.0 % en 2001 et 7.6 % en 2002, pour redescendre à 3.0 % en 2006 et remontant à 8.9% en 2008.



**GRAPHIQUE A1**  
**Différence entre effectifs de personnel en moyenne annuelle et situation de fin d'année (sans Université ni HES), 1999-2008**

© SRED, 2009

Ces importantes différences changent ainsi dans le temps, mais toujours dans des chiffres positifs, c'est-à-dire que la moyenne annuelle est toujours plus basse que la situation en fin d'année, ce qui signifie qu'il y a des périodes de moindre occupation en cours d'année (abaissant la moyenne) mais que la fin de l'année civile n'est pas de celles-là.

**Propres institutions** : les écoles et autres institutions publiques faisant partie de l'administration du DIP et dont les comptes sont intégrés dans ceux de l'Etat (dépenses directes) que l'on retrouve sous le terme de « petit Etat », à l'exclusion des institutions financées par subventions ou toute forme de transfert (dépenses indirectes).

Le cas de l'université est particulier. Avant 1996 celle-ci était considérée comme propre institution du DIP. Depuis l'introduction du système de « l'enveloppe budgétaire », l'université est partiellement intégrée dans la comptabilité de l'Etat sous forme de dépenses directes (Intérêts, amortissements, bâtiments), tandis qu'une grande partie des dépenses (Personnel, biens & services) est couverte par une subvention forfaitaire. Un certain nombre de flux financiers n'apparaissent pas dans la comptabilité de l'Etat (financements fédéraux ou privés), mais seulement dans les comptes propres de l'institution.

**Produit intérieur brut cantonal et Revenu cantonal :** Le *Produit intérieur brut cantonal (PIB)* est la richesse produite sur le territoire cantonale, tandis que le *Revenu cantonal (RC)* est la richesse produite par les résidents dans le canton. Pour le *Revenu cantonal*, on ne retient pas les revenus des personnes non domiciliées dans le canton – comme les frontaliers – ce qui sous-estime ce revenu mais en revanche on retient les revenus réalisés hors du cantons par des personnes ou entreprises domiciliées dans le canton.

Jusqu'à présent, l'indicateur de richesse retenu pour exprimer la production cantonale, a été le RC, vu l'absence de calcul de PIB cantonal. Le dernier indicateur cantonal produit par l'OFS date de 2005, en attendant la publication de données de PIB cantonal, prévue cet automne.

Mais le PIB cantonal estimé par la Banque cantonale de Genève (BCGE) donne le chiffre de 33 Mia F en 2006, soit 16.4% de plus que l'ancien revenu cantonal (par projection à partir des données de l'OFS), et on a même un montant de 40 Mia F en 2007 pour les données publiées par l'Hebdo dans le « Forum des 100 », soit une différence projetée de 38%.

D'où une nécessaire prudence dans les comparaisons avec des données nationales ou internationales, notamment sur les « dépenses d'éducation par rapport aux richesses produites », selon l'indicateur utilisé.

**Statuts du personnel :** les chiffres et lettres se réfèrent à la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale (B5.0.5), au règlement fixant le statut des membres du corps enseignant (B5.1.4) et au règlement fixant le statut des membres du corps enseignant des professions de la santé (B5.1.6).

Fonctionnaire : (art. 4. B5.0.5) est fonctionnaire toute personne ainsi nommée pour occuper une fonction permanente après avoir accompli comme employé une période probatoire dont le Conseil d'Etat, respectivement la commission administrative concernée, arrête la durée et les modalités.

Employé : (art. 5. B5.0.5) est employé :

a) le membre du personnel occupant une fonction permanente qui n'est pas encore nommé fonctionnaire ou qui ne peut l'être ;

b) le membre du personnel engagé en cette qualité pour occuper une fonction non-permanente.

Auxiliaire : (art. 7. B5.0.5) est auxiliaire toute personne engagée en cette qualité pour une durée déterminée aux fins d'assumer des travaux temporaires dans l'administration ou dans l'établissement concerné.

Agent spécialisé : (art. 9. B5.0.5) est agent spécialisé toute personne engagée en cette qualité, en raison de ses connaissances particulières et de son expérience, pour accomplir une mission déterminée d'une durée limitée.

Pour les membres du corps enseignant non universitaire, les définitions sont les suivantes :

(art. 1. B5.1.4a) sont fonctionnaires les maîtres qui sont au bénéfice d'une nomination, d'une stabilisation ou d'une garantie de l'emploi du Conseil d'Etat ; (art. 2. B5.1.6) ...après avoir accompli comme suppléant une période probatoire qui est en principe de 3 ans (pour les enseignants du CEPSPE) ; les enseignants de l'Université au bénéfice d'un arrêté de nomination sont considérés comme fonctionnaires ;

(art. 1. B5.1.4b) sont candidats les personnes admises aux études pédagogiques ;

(art. 1. B5.1.4c) sont suppléants les maîtres secondaires engagés à l'année, pour autant qu'il y ait pénurie de fonctionnaires ou de candidats ; (art. 1A. B5.1.4) sont suppléants dans l'enseignement

primaire, les enseignants qui sont engagés en cette qualité à l'année pour suppléer des titulaires d'une fonction permanente ou pour remédier à un manque circonstanciel d'enseignants au bénéfice de tous les titres requis pour l'enseignement ;

A l'Université, le corps enseignant se compose du corps professoral et de celui des collaborateurs de l'enseignement et de la recherche ; les conditions de nomination et le statut du corps enseignant sont régis par la loi sur l'Université (C1.27.5) et les règlements d'application s'y référant (C1.27.6 & C1.27.7).

**Structures scolaires** : regroupement des formations au sein des institutions. Certaines écoles ont connu des modifications structurelles depuis 1990. C'est le cas des établissements touchés par la création des filières HES dès 1998 (Ecole d'enseignement technique, Ecole des arts appliqués, Centre de Lullier). C'est le cas également du Centre d'enseignement professionnel, technique et artisanal (CEPTA) issu de la restructuration en 1996 du Centre d'enseignement professionnel pour l'industrie et l'artisanat (CEPIA, apprentissage en emploi) et des Ecoles techniques et de métiers (apprentissage à plein-temps en école). Toutes ces écoles de formation professionnelle ont encore été réorganisées lors de la mise en place des nouvelles structures par « pôle de formation » ou centre de formation professionnelle (CFP) en 2008.

Quand la continuité des données ne peut pas être assurée, une rupture est introduite dans la série chronologique.

**Taux d'encadrement** : plusieurs notions sont associées au taux d'encadrement. Tout d'abord *l'encadrement scolaire ou pédagogique*, c'est-à-dire l'encadrement unitaire pour cent élèves, apprenti-e-s ou étudiant-e-s (Cf. plus haut) ou son inverse, le nombre d'élèves, d'apprenti-e-s ou d'étudiant-e-s par postes équivalent plein-temps.

Ensuite *l'encadrement administratif*, qui représente l'effectif des cadres supérieurs et des cadres intermédiaires avec fonction d'autorité, par rapport à l'ensemble du personnel (Cf. « groupes de cadres »). Cette définition est valable dans toute les administrations ou entreprises.



## SIGLES

<b>BCGE</b>	Banque cantonale de Genève
<b>BDS</b>	(ancien) Base de données scolaires, Genève
<b>CFI</b>	Comptabilité financière intégrée (programme informatique)
<b>CEFOPS</b>	(ancien) Centre de formation des professions de la santé et de la petite enfance
<b>CFPAA</b>	Centre de formation professionnelle arts appliqués
<b>CFPCOM</b>	Centre de formation professionnelle commerce
<b>CFPC</b>	Centre de formation professionnelle construction
<b>CFPNE</b>	Centre de formation professionnelle nature et environnement
<b>CFPS</b>	Centre de formation professionnelle santé et social
<b>CFPSHR</b>	Centre de formation professionnelle services et hôtellerie/restauration
<b>CFPT</b>	Centre de formation professionnelle technique
<b>CITE</b>	Classification internationale type de l'éducation
<b>CO</b>	Cycle d'orientation, Genève
<b>DCTI</b>	Département des constructions et technologies de l'information, Genève
<b>DASS</b>	(ancien) Département de l'action sociale et de la santé, Genève
<b>DG</b>	Direction générale
<b>DIP</b>	Département de l'instruction publique, Genève
<b>DIRFIN</b>	Direction des finances du DIP, Genève
<b>DRH</b>	Direction des ressources humaines du DIP, Genève
<b>DSE</b>	Département de la solidarité et de l'emploi, Genève
<b>DT</b>	Département du territoire, Genève
<b>EAA</b>	(ancien) École des arts appliqués, Genève
<b>EC</b>	École de commerce, Genève
<b>ECG</b>	École de culture générale, Genève
<b>EET</b>	École d'enseignement technique, Genève
<b>EFP</b>	École de formation préprofessionnelle, Genève
<b>EP</b>	Enseignement enfantin et primaire, Genève
<b>EPIA</b>	École professionnelle industrie et artisanat (hors du canton de Genève)
<b>EPT</b>	Équivalent plein-temps
<b>F ou Frs</b>	Francs suisses
<b>FNRS</b>	Fonds national de la recherche scientifique
<b>GIP</b>	(ancien) Gestion intégrée du personnel (programme informatique)
<b>GIR</b>	Groupe des indicateurs de ressources, Genève
<b>HES</b>	Hautes écoles spécialisées ou écoles genevoises de la HES-SO, Genève
<b>HES-SO Genève</b>	Écoles genevoises de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale
<b>Mia F</b>	Milliards de francs suisses
<b>Mio F</b>	Millions de francs suisses
<b>NBDS</b>	Nouvelle base de données scolaires, Genève
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
<b>OCSTAT</b>	Office cantonal de la statistique, Genève
<b>OFPC</b>	Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, Genève

<b>OFJ</b>	Office fédéral de la justice, Berne
<b>OFFS</b>	Office fédéral de la statistique, Neuchâtel
<b>OJ</b>	Office de la jeunesse, Genève
<b>OOFFP</b>	(ancien) Office d'orientation et de formation professionnelle, Genève
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PO</b>	Enseignement postobligatoire, Genève
<b>RC</b>	Revenu cantonal
<b>RPT</b>	Répartition des tâches entre la Confédération et les cantons
<b>SAEA</b>	Service d'allocations d'études et d'apprentissage, Genève
<b>SAFs</b>	(ancien) Service administratifs et financiers, Genève
<b>SCAI</b>	Service des classes d'accueil et d'insertion, Genève
<b>SEM</b>	Service Écoles-Médias, Genève
<b>SG</b>	Secrétariat général du DIP, Genève
<b>SGIPA</b>	Société genevoise pour l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes
<b>SGX</b>	Services généraux du DIP (regroupant le Secrétariat général et les services partagés et logistiques), Genève
<b>SIRH</b>	Système d'information sur les ressources humaines (programme informatique)
<b>SPMi</b>	Service de protection des mineurs
<b>SRED</b>	Service de la recherche en éducation, Genève
<b>STG</b>	Service du Tuteur général, Genève



## BIBLIOGRAPHIE

- Académie suisse des sciences (2009). *Une éducation pour la Suisse du futur*. Berne.
- Amiguet M. (2006). « La nécessité de croiser les regards », In : *Cahiers thématique « Exclusion scolaire »*, PNR51 Intégration et exclusion. Berne : FNSRS.
- Ardoino J. (1990). « Les postures (ou impostures) respectives du chercheur, de l'expert et du consultant ». Actes du colloque international francophone (Alençon 24-26 mai 1990) : *Les nouvelles formes de la recherche en éducation au regard de l'Europe en devenir* - p. 22 à 34.
- BCGE (2008). Les prévisions conjoncturelles 2009 de la BCGE et l'analyse du PIB genevois.
- Carry A. (2005). « La mesure de la dépense d'éducation. Entre comptes et mécomptes », In : *Pouvoirs et mesure en éducation*, Cahiers de la recherche sur l'éducation & les savoirs, Hors-série juin. Paris : ARES.
- Forum des 100 (2009). *La force économique de la Suisse romande*. L'Hebdo.
- Maurin E. (2007). *La nouvelle question scolaire – Les bénéfices de la démocratisation*. Paris : Ed. du Seuil.
- Normand R. (2005). « La mesure de l'école : politique des standards et management par la qualité », In : *Pouvoirs et mesure en éducation*, Cahiers de la recherche sur l'éducation & les savoirs, Hors-série juin. Paris : ARES.
- Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo-genevois (2009). *Synthèse 2009*.
- Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo-genevois (2008). *Projections démographiques 2005-2030 pour l'agglomération franco-valdo-genevoise*.
- OCDE (2009). *Regards sur l'éducation 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*. Paris.
- OCSTAT (2009). *Reflets conjoncturels de l'économie genevoise*. N° 2/2009.
- OCSTAT (2009). Genève en comparaison suisse et européenne. *Coup d'œil* N° 41.
- OFS (2009). *Panorama*. N° février 2009.
- Perrot M.-D. & al. (Dir.) (2006). *Ordre et désordre de l'esprit gestionnaire. Où vont les métiers de la recherche, du social et de la santé ?* Lausanne : Ed. Réalités sociales.
- Sadovnik A. R. (2001). « Basil Bernstein (1924-2000) ». *Perspectives* N° 120, Paris : UNESCO.
- SRED (2005). *L'enseignement à Genève. Ensemble d'Indicateurs du système genevois d'enseignement et de formation*. Édition 2005. Genève.
- SRED (2008). *Ressources humaines et financières du DIP – Edition 2008*. Genève.
- Wassmer P.-A. & Baertschi C. (2002). *Dépenses unitaires d'éducation – Méthode de calcul et analyse*. Genève : SRED et SAFs.
- Wassmer P.-A. & Baertschi C. (2004). *Encadrement unitaires d'éducation – Analyse et méthode de calcul*. Genève : SRED et SAFs.



**TABLEAUX**

Tableau 1 :	Charges et revenus du DIP, en milliers de francs courants, 1999-2008
Tableau 2 :	Charges et revenus du DIP (sans Université ni HES), en milliers de francs constants (valeur 2008), 1999-2008
Tableau 3 :	Charges et revenus du DIP (Université et HES), en milliers de francs constants (valeur 2008), 1999-2008
Tableau 4 :	Charges et revenus du DIP par indice 1999 = 100 (sans Université ni HES), en valeur constante, 1999-2008
Tableau 5 :	Charges et revenus par unité budgétaire, en milliers de francs, 2008
Tableau 6 :	Dépenses en personnel, en milliers de francs constants (valeur 2008), 1999-2008
Tableau 7 :	Charges sociales, en pour-cent ou en francs, 2008
Tableau 8 :	Traitements salariaux mensuels bruts moyens par poste EPT et par classes de traitement, en francs, 2008 (décembre)
Tableau 9 :	Personnes employées par classes de traitement, 2008 (décembre)
Tableau 10 :	Postes occupés par classes de traitement, 2008 (décembre)
Tableau 11 :	Postes au budget et postes occupés, moyennes annuelles, 1999-2008
Tableau 12 :	Personnes employées par groupe de fonctions et unité, 2008 (décembre)
Tableau 13 :	Postes occupés par groupe de fonctions et unité, 2008 (décembre)
Tableau 14 :	Personnes employées selon le statut et l'unité, 2008 (décembre)
Tableau 15 :	Postes occupés selon le statut et l'unité, 2008 (décembre)
Tableau 16 :	Taux d'activité moyen et ratio emploi par poste, selon le groupe de fonctions et le sexe, 2008 (décembre)
Tableaux 17-24 :	Personnel du DIP selon l'unité, le sexe et le statut par tranche d'âge quinquennale, 2008 (décembre)
Tableau 25 :	Personnel du DIP, en personnes, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité, 2008 (décembre)
Tableau 26 :	Personnel du DIP, en postes, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité, 2008 (décembre)
Tableau 27 :	Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008
Tableau 28 :	Dépenses unitaires selon la source de financement, en francs, 2008
Tableau 29 :	Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants), par catégorie de personnel, 2008



Tableau 1 : Charges et revenus du DIP, en milliers de francs courants, 1999-2008

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
30 Charges de personnel	869 461	884 196	913 365	957 861	985 371	994 532	1 002 994	995 772	1 018 229	1 066 849
31 Biens & services	40 587	40 216	43 370	45 300	48 180	45 250	41 587	42 714	40 796	43 931
32 Intérêts passifs	26 382	18 608	18 532				0	1		
33 Amortissements	53 069	51 718	38 677	42 620	47 896	45 740	52 814	28 944	29 406	24 755
35 Dédommagements à des collectivités publiques	2 240	2 602	3 139	3 170	3 932	2 165	4 344	4 783	5 374	6 107
36 Subventions accordées	456 406	460 660	491 931	517 740	547 063	553 873	561 426	563 862	590 552	713 115
37 Subventions redistribuées	373	1 192	6 024	441 619	471 594	508 036	501 720	499 232	528 137	232 164
39 Imputations internes										
<i>Frais de bâtiment</i>	64 414	67 218	67 304	68 896	72 566	76 554	85 485	71 571	68 930	70 860
<i>Intérêts sur investissement</i>				20 334	21 288	17 507	15 045	16 252	7 424	
<i>Autres prestations de service</i>	466	587	563	536	529	547	639	198	124	27 237
<b>3 Total des charges</b>	<b>1 513 398</b>	<b>1 526 996</b>	<b>1 582 904</b>	<b>2 098 075</b>	<b>2 198 419</b>	<b>2 244 204</b>	<b>2 266 053</b>	<b>2 223 329</b>	<b>2 288 972</b>	<b>2 185 017</b>
42 Revenus des biens	31	21	18	22	33	38	476	120	69	12 537
43 Recettes diverses	30 887	30 514	38 442	38 923	29 349	32 449	33 025	30 034	29 639	56 700
45 Dédommagements de collectivités publiques	5 816	7 340	6 055	6 059	4 362	5 437	4 979	4 871	5 292	6 141
46 Subventions acquises	39 955	38 064	40 441	41 369	38 518	39 870	52 513	68 378	44 334	54 033
47 Subventions à redistribuer	373	1 192	6 024	441 619	471 594	508 036	501 720	499 232	528 137	232 164
49 Imputations internes										
<i>Revenus de bâtiment</i>	3 236	1 686	1 838	1 640	1 968	2 414	2 272	1 660	4 040	2 365
<i>Autres prestations de service</i>										142
<b>4 Total des revenus</b>	<b>80 298</b>	<b>78 818</b>	<b>92 818</b>	<b>529 631</b>	<b>545 823</b>	<b>588 244</b>	<b>594 985</b>	<b>604 295</b>	<b>611 511</b>	<b>364 081</b>
Coûts nets	1 433 100	1 448 178	1 490 085	1 568 444	1 652 596	1 655 960	1 671 069	1 619 034	1 677 460	1 820 936

© SRED 2009

Tableau 2 : Charges et revenus du DIP (sans Université ni HES), après correction en milliers de francs constants (valeur 2008), 1999-2008

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Charges de personnel	968 535	970 333	992 103	1 032 523	1 052 837	1 049 441	1 044 120	1 025 308	1 044 637	1 066 849
Biens & services	46 368	43 731	49 456	46 609	49 472	46 987	47 884	43 981	41 854	43 931
Intérêts	21 113	14 308	13 240	14 326	14 738	11 973	9 828	10 174	1 230	
Amortissements	48 431	45 418	27 577	29 478	31 903	30 687	34 865	9 826	9 350	23 964
Dédommagements à des collectivités publiques	2 496	2 855	3 410	3 417	4 201	2 285	2 460	2 609	3 370	3 933
Subventions accordées	200 404	214 198	222 055	232 279	215 531	215 652	217 604	216 493	221 661	235 940
Subventions redistribuées	415	1 308	6 543	6 483	4 516	14 046	11 894	13 972	15 168	6 593
Frais de bâtiment et autres	39 654	41 076	41 863	43 732	46 905	49 075	53 636	40 793	39 369	66 953
<b>Total des charges</b>	<b>1 327 415</b>	<b>1 333 228</b>	<b>1 356 246</b>	<b>1 408 846</b>	<b>1 420 102</b>	<b>1 420 148</b>	<b>1 422 291</b>	<b>1 363 156</b>	<b>1 376 637</b>	<b>1 448 163</b>
Recettes et revenus divers	34 441	33 510	41 777	41 980	31 393	34 281	34 874	31 048	30 478	56 767
Dédommagements de collectivités publiques	6 479	8 055	6 577	6 531	4 660	5 737	5 183	5 015	5 429	6 141
Subventions acquises	42 195	41 772	43 927	44 594	41 155	42 071	46 986	53 931	45 484	51 502
Subventions à redistribuer	415	1 308	6 543	6 483	4 516	14 046	11 894	13 972	15 168	6 593
Revenus de bâtiment et autres	1 534	1 364	1 320	1 090	1 059	1 615	1 464	1 046	2 588	1 743
<b>Total des revenus</b>	<b>85 065</b>	<b>86 010</b>	<b>100 144</b>	<b>100 678</b>	<b>82 784</b>	<b>97 751</b>	<b>100 401</b>	<b>105 013</b>	<b>99 147</b>	<b>122 745</b>
Coûts nets	1 242 351	1 247 218	1 256 103	1 308 168	1 337 319	1 322 397	1 321 890	1 258 143	1 277 490	1 325 417

Biens et services (nature 31) sans reports

© SRED 2009

**Tableau 3 : Charges et revenus du DIP (avec Université et HES),  
en milliers de francs constants (valeur 2008), 1999-2008**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Charges de personnel	1 343 872	1 347 863	1 385 754	1 442 161	1 513 972	1 523 987	1 523 179	1 495 526	1 522 778	1 545 498
Biens & services	86 195	80 884	94 550	96 921	106 950	111 273	114 411	104 931	101 556	99 028
Intérêts	29 388	20 437	20 156	22 635	25 243	20 156	21 688	21 779	10 316	1 596
Amortissements	59 343	62 913	48 340	52 843	64 442	62 542	69 108	44 563	43 863	38 432
Dédommagements à des collectivités publiques	2 496	2 855	3 426	3 417	4 201	2 285	2 461	2 621	3 676	4 748
Subventions accordées	232 118	233 014	241 226	251 235	235 654	232 152	235 180	235 472	229 079	243 368
Subventions redistribuées	4 110	4 493	9 485	8 691	6 502	15 792	11 894	13 989	15 168	12 624
Frais de bâtiment et autres	72 273	67 751	69 946	71 295	73 810	76 946	81 428	68 501	65 746	93 490
<b>Total des charges</b>	<b>1 829 795</b>	<b>1 820 210</b>	<b>1 872 882</b>	<b>1 949 198</b>	<b>2 030 774</b>	<b>2 045 133</b>	<b>2 059 349</b>	<b>1 987 382</b>	<b>1 992 183</b>	<b>2 038 783</b>
Recettes et revenus divers	51 621	54 279	61 907	68 617	69 885	77 296	77 556	73 012	69 771	99 081
Dédommagements de collectivités publiques	6 479	8 055	6 577	6 531	4 660	5 737	5 183	5 015	15 665	6 141
Subventions acquises	166 667	159 657	150 729	120 508	137 943	131 602	143 058	170 793	114 668	154 811
Subventions à redistribuer	4 110	4 493	9 485	8 691	6 502	17 141	11 894	13 972	15 168	12 624
Revenus de bâtiment et autres	3 787	1 697	1 874	1 671	1 872	2 044	1 955	1 523	3 919	2 422
<b>Total des revenus</b>	<b>232 663</b>	<b>228 181</b>	<b>230 571</b>	<b>206 019</b>	<b>220 862</b>	<b>233 820</b>	<b>239 645</b>	<b>264 316</b>	<b>219 190</b>	<b>275 078</b>
<b>Coûts nets</b>	<b>1 597 132</b>	<b>1 592 029</b>	<b>1 642 311</b>	<b>1 743 180</b>	<b>1 809 912</b>	<b>1 811 314</b>	<b>1 819 704</b>	<b>1 723 066</b>	<b>1 772 992</b>	<b>1 763 705</b>

© SRED 2009

**Tableau 4 : Charges et revenus du DIP par indice 1999 = 100 (sans Université ni HES),  
en valeur constante, 1999-2008**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Charges de personnel	100	100	102	107	109	108	108	106	108	110
Biens & services	100	94	107	101	107	101	103	95	90	95
Intérêts & Amortissements	100	86	59	63	67	61	64	29	15	34
Dédommagements à des collectivités publiques	100	114	137	137	168	92	99	105	135	163
Subventions accordées	100	107	111	116	108	108	109	108	111	116
Subventions redistribuées	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Frais de bâtiment et autres	100	104	106	110	118	124	135	103	99	169
<b>Total des charges</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>103</b>	<b>104</b>	<b>109</b>
Recettes et revenus divers	100	97	121	122	91	100	101	90	88	165
Dédommagements de collectivités publiques	100	124	102	101	72	89	80	77	84	95
Subventions acquises	100	99	104	106	98	100	111	128	108	122
Subventions à redistribuer	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Revenus de bâtiment et autres	100	89	86	71	69	105	95	68	169	114
<b>Total des revenus</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>118</b>	<b>118</b>	<b>97</b>	<b>115</b>	<b>118</b>	<b>123</b>	<b>117</b>	<b>144</b>
<b>Coûts nets</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>105</b>	<b>108</b>	<b>106</b>	<b>106</b>	<b>101</b>	<b>103</b>	<b>107</b>

© SRED 2009

Tableau 5 : Charges et revenus par unité budgétaire, en milliers de francs, 2008

No rubrique	Nature des charges et revenus	SGX		EP		CO		PO		UNI		OJ		OFFPC		HES		DIP	
		milliers de Frs	% du total																
30	CHARGES DE PERSONNEL	30 864	3%	362 290	34%	232 275	22%	344 784	32%	73 399	7%	23 237	2%	1 066 849	100%				
31	BIENS SERVICES	3 262	7%	7 040	16%	6 890	16%	13 890	32%	10 834	25%	2 015	5%	43 931	100%				
32	INTERETS PASSIFS																		
33	AMORTISSEMENTS	158	1%	301	1%	2 550	10%	4 431	18%	14 947	60%	1 577	6%	24 755	100%				
35	DEDOMMAGEMENTS A DES COLLECTIVITES PUBLIQUES					16	0%	1 068	17%			2 848	47%	6 107	100%				
36	SUBVENTIONS ACCORDEES	73 256	10%	2 680	0%	387	0%	787	0%	375 241	53%	51 469	7%	713 115	100%				
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	2 483	1%							116 795	50%	4 109	2%	232 164	100%				
39	IMPUTATIONS INTERNES	2 984	3%	3 697	4%	14 497	15%	29 340	30%	26 536	27%	3 955	4%	98 097	100%				
391	FRAIS BÂTIMENTS	711	1%	1 100	2%	9 555	14%	21 124	32%	26 536	40%	6 303	10%	66 253	100%				
392	INTERETS SUR INVESTISSEMENT																		
397	AUTRES PRESTAT. DE SERVICE	11	13%	5	6%	8	10%	3	4%	47	54%	12	14%	86	100%				
3	TOTAL CHARGES	113 008	5%	376 007	17%	256 616	12%	394 299	18%	519 363	24%	85 101	4%	2 185 017	100%				
42	REVENUS DES BIENS	0	0%	39	59%	4	6%	0	0%	1	1%	23	34%	67	100%				
43	RECETTES DIVERSES	18 942	33%	5 675	10%	3 068	5%	11 415	20%	9 289	16%	8 110	14%	56 700	100%				
45	DEDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITES PUBLIQUES	467	1%	415	7%	91	1%	4 105	67%	18 447	34%	1 529	25%	6 141	100%				
46	SUBVENTIONS ACQUISES	2 483	1%	379	1%			24 484	45%	4 109	2%	7 724	14%	54 033	100%				
47	SUBVENTIONS A REDISTRIBUER									116 795	50%	4 109	2%	232 164	100%				
49	IMPUTATIONS INTERNES	5	0%	6	0%	411	17%	471	20%	679	29%	16	1%	2 365	100%				
491	REVENUS BÂTIMENTS	5	0%	6	0%	411	17%	471	20%	679	29%	16	1%	2 365	100%				
497	AUTRES PRESTAT. DE SERVICE																		
4	TOTAL REVENUS	21 898	6%	6 715	2%	3 574	1%	40 475	12%	117 474	33%	17 402	5%	351 469	100%				

**Tableau 6 : Dépenses en personnel  
en milliers de francs constants (valeur 2008), 1999/ 2005-2008**

	1999	2005	2006	2007	2008	% du tot.
<b>SERVICES GENERAUX</b>	<b>17 282</b>	<b>21 637</b>	<b>18 589</b>	<b>19 632</b>	<b>30 864</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	0	-	-	-	-	///
Autres personnels	14 377	17 887	15 196	15 788	22 119	71,7%
Assurances et charges sociales	2 867	3 589	3 032	3 447	5 200	16,8%
Prestations diverses	38	161	274	211	166	0,5%
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	<b>328 022</b>	<b>346 367</b>	<b>338 931</b>	<b>347 610</b>	<b>362 290</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	255 798	267 327	263 257	266 452	271 283	74,9%
Autres personnels	20 027	24 219	23 614	25 306	30 386	8,4%
Assurances et charges sociales	52 131	54 145	51 163	54 791	58 897	16,3%
Prestations diverses	65	677	897	1 061	1 723	0,5%
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	<b>210 685</b>	<b>236 543</b>	<b>233 167</b>	<b>232 447</b>	<b>232 275</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	158 080	177 512	174 422	172 795	173 107	74,5%
Autres personnels	18 322	21 015	22 355	22 491	23 005	9,9%
Assurances et charges sociales	34 254	37 878	36 286	37 080	36 052	15,5%
Prestations diverses	28	139	105	81	112	0,0%
<b>ENSEIGN. POSTOBLIGATOIRE avec CEFOPS dès 2007</b>	<b>325 720</b>	<b>322 285</b>	<b>327 348</b>	<b>349 763</b>	<b>344 784</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	231 806	230 813	236 485	251 301	254 632	73,9%
Autres personnels	40 921	39 498	39 569	41 466	36 175	10,5%
Assurances et charges sociales	52 761	51 642	50 994	56 718	53 608	15,5%
Prestations diverses	231	333	301	276	368	0,1%
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	<b>65 074</b>	<b>82 173</b>	<b>70 570</b>	<b>72 313</b>	<b>73 399</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	0	-	-	-	-	///
Autres personnels	54 438	68 288	58 834	59 546	61 228	83,4%
Assurances et charges sociales	10 598	13 584	11 445	12 432	11 696	15,9%
Prestations diverses	38	302	256	272	412	0,6%
<b>CEFOPS</b>	<b>10 879</b>	<b>14 018</b>	<b>13 861</b>	<b>inclus dans</b>	<b>inclus dans PO</b>	<b>///</b>
Personnel enseignant	7 874	9 975	9 973	-	-	///
Autres personnels	1 195	1 627	1 588	-	-	///
Assurances et charges sociales	1 760	2 339	2 213	-	-	///
Prestations diverses	49	77	86	-	-	///
<b>OFPC</b>	<b>19 638</b>	<b>21 096</b>	<b>22 841</b>	<b>22 872</b>	<b>23 237</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	0	-	-	-	-	///
Autres personnels	16 469	17 658	19 139	19 046	19 566	84,2%
Assurances et charges sociales	3 152	3 421	3 590	3 732	3 601	15,5%
Prestations diverses	17	17	20	21	17	0,1%
<b>TOTAL DIP (sans HES ni Université)</b>	<b>977 299</b>	<b>1 044 120</b>	<b>1 025 308</b>	<b>1 044 637</b>	<b>1 066 849</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	653 559	685 626	684 137	690 549	699 022	65,5%
Autres personnels	165 750	190 191	180 294	183 643	192 479	18,0%
Assurances et charges sociales	157 523	166 596	158 723	168 200	169 054	15,8%
Prestations diverses	467	1 707	1 939	1 922	2 798	0,3%
<b>HAUTES ECOLES SPECIALISEES *</b>	<b>///</b>	<b>98 240</b>	<b>97 197</b>	<b>99 463</b>	<b>96 943</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	///	...	...	...	...	...
Autres personnels	///	...	...	...	...	...
Assurances et charges sociales	///	...	...	...	...	...
Prestations diverses	///	...	...	...	...	...
<b>UNIVERSITE</b>	<b>332 601</b>	<b>380 819</b>	<b>373 021</b>	<b>378 679</b>	<b>381 706</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	177 750	196 009	191 473	189 904	193 661	50,7%
Autres personnels	98 480	122 150	121 646	122 222	122 664	32,1%
Assurances et charges sociales	56 070	61 954	59 246	66 031	64 754	17,0%
Prestations diverses	301	706	657	523	627	0,2%
<b>TOTAL AVEC HES ET UNIVERSITE</b>	<b>1 309 900</b>	<b>1 523 179</b>	<b>1 495 312</b>	<b>1 522 778</b>	<b>1 545 498</b>	<b>100,0%</b>
Personnel enseignant	831 309	881 636	875 609	880 452	892 683	61,8%
Autres personnels	264 230	312 341	301 940	305 865	315 144	21,8%
Assurances et charges sociales	213 594	228 550	217 969	234 230	233 808	16,2%
Prestations diverses	768	2 413	2 596	2 444	3 425	0,2%

\* L'information de détail n'est pas disponible car les HES n'utilisent pas les mêmes catégories

**Tableau 7 : Charges sociales, 2008**

Type de charge sociale	Part employé (Au 1.1.08)	Part employeur (Au 1.1.08)	
AVS/AI/APG	5,05%	5,05%	
AVS frais de gestion	-	0,146%	
Cotisations assur. chômage	1,00%	1,00%	plafond F 126'000/an
Allocations familiales	-	1,40%	
Assurance maternité	0,02%	0,02%	
Caisses de pensions (CIA) dès 24 ans* :			
sur traitement de base, moins déduction de coordination (44.5%, max. 28'913.-)			
° Catégorie 1	8,00%	16,00%	
° Catégorie 2	8,00%	16,00%	plancher F 19'890/an
Assurance-maladie complémentaire	0,10%	-	
Assurance-accidents			plafond F 126'000/an
° Accidents non-professionnels privé	1,30%	-	dès 8 H/semaine
° Accidents professionnels	-	0,31%	
Fonds de formation professionnelle	-	F 20.-	
Fonds d'entraide			
° pour le groupe B de la CIA	F 15.-	-	par an (oct.)
° pour le groupe C de la CIA	F 30.-	-	par an (oct.)
° pour le groupe E de la CIA	F 6.-	-	par an (juin)

\* Jusqu'à 24 ans 1% employé et 2% employeur.

**Tableau 8 : Traitements salariaux mensuels bruts moyens par poste EPT et par classes de traitement, en francs, 2008 (décembre)**

Classes de traitement	DIP						ENSEIGNANTS						AUTRES PERSONNELS					
	TOTAL			DONT FEMMES			TOTAL			DONT FEMMES			TOTAL			DONT FEMMES		
	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste	postes EPT	traitement moyen par poste	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT		
non-classés	21,8	1 171	16,8	880														
4	23,5	5 106	21,3	5 096	1,0	5 099												
5	4,7	4 793	1,4	4 526														
6	20,0	5 363	15,4	5 443														
7	51,7	4 947	29,0	4 925	33,9	4 559	18,6	4 538										
8	580,7	5 379	288,8	5 364	550,2	5 348	271,9	5 331										
9	371,6	5 989	220,2	6 053	154,0	5 772	58,5	5 788										
10	88,6	6 479	42,7	6 565														
11	647,4	6 864	458,0	6 831														
12	235,2	7 250	162,0	7 315	1,4	7 257	1,4	7 257										
13	158,7	7 425	83,5	7 446	0,6	5 507												
14	245,4	7 545	186,8	7 591	21,6	6 768	16,2	7 145										
15	649,1	7 190	395,1	7 241	200,8	5 534	102,9	5 450										
16	423,5	8 262	260,2	8 217	331,0	8 166	207,2	8 107										
17	378,7	8 197	152,7	8 022	296,5	8 070	123,1	7 912										
18	2 500,1	8 606	1 970,5	8 640	2 296,4	8 587	1 829,2	8 632										
19	159,0	9 376	65,7	9 481	76,6	9 296	40,2	9 378										
20	2 973,9	9 837	1 497,5	9 743	2 852,6	9 828	1 427,7	9 729										
21	100,7	10 488	39,8	10 424	0,5	11 083												
22	93,6	10 583	34,7	10 633	58,2	10 335	17,4	10 371										
23	491,2	11 490	176,0	11 289	395,9	11 456	137,1	11 230										
24	138,6	11 711	82,4	11 631	24,6	11 767	11,1	11 597										
25	164,2	12 363	44,2	12 131	145,2	12 302	37,0	11 985										
26	69,9	13 495	16,1	13 530														
27	22,2	13 711	7,8	13 650	11,6	13 615	3,8	13 543										
28	9,3	14 332	2,8	14 167	1,0	14 512												
30 et +	284,8	15 988	41,9	15 794	275,8	15 984	39,9	15 771										
<b>TOTAL</b>	<b>10 907,7</b>	<b>8 841</b>	<b>6 312,7</b>	<b>8 494</b>	<b>7 729,4</b>	<b>9 137</b>	<b>4 342,8</b>	<b>8 805</b>	<b>3 178,3</b>	<b>8 123</b>	<b>1 969,9</b>	<b>7 808</b>						

Tableau 9 : Personnes employées par classes de traitement, 2008 (décembre)

Classes de traitement	DIP				ENSEIGNANTS				AUTRES PERSONNELS			
	TOTAL		DONT FEMMES		TOTAL		DONT FEMMES		TOTAL		DONT FEMMES	
	personnes	% cum.	personnes	% cum.	personnes	% cum.	personnes	% cum.	personnes	% cum.	personnes	% cum.
non-classés	31	0,2	22	0,3	5	0,0			26	0,6	22	0,8
4	51	0,6	46	0,8		0,0			51	1,9	46	2,5
5	8	0,6	2	0,8		0,0			8	2,1	2	2,6
6	28	0,8	20	1,1		0,0			28	2,8	20	3,3
7	219	2,4	123	2,5	189	1,9	106	1,8	30	3,5	17	4,0
8	946	9,0	471	8,0	900	10,7	443	9,4	46	4,6	28	5,0
9	464	12,2	292	11,5	176	12,4	69	10,6	288	11,7	223	13,2
10	116	13,0	63	12,2		12,4		10,6	116	14,6	63	15,6
11	851	19,0	640	19,7		12,4		10,6	851	35,4	640	39,3
12	310	21,1	226	22,4	2	12,4	2	10,7	308	43,0	224	47,6
13	191	22,5	103	23,6	2	12,4		10,7	189	47,6	103	51,4
14	327	24,8	258	26,6	39	12,8	29	11,2	288	54,7	229	59,8
15	846	30,7	530	32,8	284	15,6	140	13,6	562	68,5	390	74,3
16	561	34,6	365	37,1	444	19,9	290	18,6	117	71,4	75	77,1
17	459	37,8	194	39,4	365	23,5	157	21,3	94	73,7	37	78,4
18	3 142	59,7	2 482	68,5	2 865	51,5	2 280	60,5	277	80,5	202	85,9
19	192	61,1	84	69,5	91	52,4	50	61,3	101	82,9	34	87,2
20	3 761	87,4	1 991	92,9	3 603	87,6	1 892	93,9	158	86,8	99	90,8
21	115	88,2	46	93,5	1	87,6		93,9	114	89,6	46	92,5
22	157	89,3	61	94,2	112	88,7	37	94,5	45	90,7	24	93,4
23	766	94,6	273	97,4	638	94,9	213	98,2	128	93,9	60	95,6
24	156	95,7	95	98,5	27	95,2	12	98,4	129	97,0	83	98,7
25	190	97,0	53	99,1	169	96,8	44	99,2	21	97,5	9	99,0
26	71	97,5	17	99,3		96,8		99,2	71	99,3	17	99,7
27	23	97,7	8	99,4	12	97,0	4	99,2	11	99,6	4	99,8
28	10	97,8	3	99,4	1	97,0		99,2	9	99,8	3	99,9
29 et +	320	100,0	47	100,0	311	100,0	45	100,0	9	100,0	2	100,0
<b>TOTAL</b>	<b>14 124</b>		<b>8 439</b>		<b>10 145</b>	<b>72 %</b>	<b>5 778</b>	<b>57 %</b>	<b>4 030</b>	<b>29 %</b>	<b>2 673</b>	<b>66 %</b>

Nota: le total de la colonne est comptabilisé sans doublement (une personne ayant plusieurs fonctions dans des classes différentes)

Tableau 10 : Postes occupés par classes de traitement, 2008 (décembre)

Classes de traitement	DIP				ENSEIGNANTS				AUTRES PERSONNELS				
	TOTAL		DONT FEMMES		TOTAL		DONT FEMMES		TOTAL		DONT FEMMES		
	postes	% cum.	postes	% cum.	postes	% cum.	postes	% cum.	postes	% cum.	postes	% cum.	
non-classés	21,8	0,2	16,8	0,3	1,0	0,0			20,8	0,7	16,8	0,9	81 %
4	23,5	0,4	21,3	0,6	0,0	0,0			23,5	1,4	21,3	1,9	90 %
5	4,7	0,5	1,4	0,6	0,0	0,0			4,7	1,5	1,4	2,0	29 %
6	20,0	0,6	15,4	0,9	0,0	0,0			20,0	2,2	15,4	2,8	77 %
7	51,7	1,1	29,0	1,3	33,9	0,5	18,6	0,4	17,8	2,7	10,4	3,3	58 %
8	580,7	6,4	288,8	5,9	550,2	7,6	271,9	6,7	30,5	3,7	16,9	4,2	55 %
9	371,6	9,8	220,2	9,4	154,0	9,6	58,5	8,0	217,6	10,5	161,7	12,4	74 %
10	88,6	10,7	42,7	10,1	9,6	9,6	8,0	8,0	88,6	13,3	42,7	14,5	48 %
11	647,4	16,6	458,0	17,3	9,6	9,6	8,0	8,0	647,4	33,7	458,0	37,8	71 %
12	235,2	18,8	162,0	19,9	1,4	9,6	1,4	8,1	233,8	41,0	160,6	45,9	69 %
13	158,7	20,2	83,5	21,2	0,6	9,6	8,1	8,1	158,1	46,0	83,5	50,2	53 %
14	245,4	22,5	186,8	24,2	21,6	9,9	16,2	8,4	223,8	53,1	170,6	58,8	76 %
15	649,1	28,4	395,1	30,4	200,8	12,5	102,9	10,8	448,3	67,2	292,3	73,7	65 %
16	423,5	32,3	260,2	34,5	331,0	16,7	207,2	15,6	92,5	70,1	53,1	76,4	57 %
17	378,7	35,8	152,7	37,0	296,5	20,6	123,1	18,4	82,2	72,7	29,6	77,9	36 %
18	2 500,1	58,7	1 970,5	68,2	2 296,4	50,3	1 829,2	60,5	203,7	79,1	141,4	85,0	69 %
19	159,0	60,1	65,7	69,2	76,6	51,3	40,2	61,5	82,4	81,7	25,5	86,3	31 %
20	2 973,9	87,4	1 497,5	92,9	2 852,6	88,2	1 427,7	94,3	121,3	85,5	69,8	89,9	58 %
21	100,7	88,3	39,8	93,6	0,5	88,2	94,3	94,3	100,3	88,6	39,8	91,9	40 %
22	93,6	89,2	34,7	94,1	58,2	89,0	17,4	94,7	35,4	89,7	17,3	92,8	49 %
23	491,2	93,7	176,0	96,9	395,9	94,1	137,1	97,9	95,2	92,7	38,9	94,8	41 %
24	138,6	95,0	82,4	98,2	24,6	94,4	11,1	98,1	114,0	96,3	71,4	98,4	63 %
25	164,2	96,5	44,2	98,9	145,2	96,3	37,0	99,0	19,0	96,9	7,2	98,7	38 %
26	69,9	97,1	16,1	99,2	96,3	96,3	99,0	99,0	69,9	99,1	16,1	99,6	23 %
27	22,2	97,3	7,8	99,3	11,6	96,4	3,8	99,1	10,6	99,5	4,0	99,8	38 %
28	9,3	97,4	2,8	99,3	1,0	96,4	99,1	99,1	8,3	99,7	2,8	99,9	34 %
29 et +	284,8	100,0	41,9	100,0	275,8	100,0	39,9	100,0	9,0	100,0	2,0	100,0	22 %
<b>TOTAL</b>	<b>10 907,7</b>		<b>6 312,7</b>	<b>58 %</b>	<b>7 729,4</b>	<b>71 %</b>	<b>4 342,8</b>	<b>56 %</b>	<b>3 178,3</b>	<b>29 %</b>	<b>1 969,9</b>	<b>62 %</b>	
				<b>% femmes sur le total</b>	<b>% enseignants sur le total</b>	<b>% enseignants sur le total</b>	<b>% femmes parmi les enseignants</b>	<b>% femmes parmi les enseignants</b>	<b>% autres personnels sur le total</b>	<b>% autres personnels sur le total</b>	<b>% femmes parmi les autres personnels</b>		

Tableau 11 : Postes au budget (1) et postes occupés, moyennes annuelles, 1999/ 2003-2008

Unité budgétaire	1999		2003		2004		2005		2006		2007		2008		Var. 1999-2008	
	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés								
<b>Services généraux</b>	130	120	139	133	141	139	143	139	131	124	121	115	195	190	65	70
enseignants													20	22	///	///
autres personnels	130	120	139	133	141	139	143	139	131	124	121	115	174	169	44	49
<b>Enseignement primaire</b>	2 401	2 396	2 530	2 527	2 531	2 532	2 504	2 494	2 494	2 491	2 509	2 508	2 526	2 521	125	125
enseignants	2 195	2 196	2 289	2 292	2 289	2 290	2 278	2 274	2 279	2 274	2 281	2 277	2 268	2 249	63	53
autres personnels	206	199	241	235	243	242	225	221	215	217	228	231	268	272	62	73
<b>Cycle d'orientation</b>	1 354	1 345	1 479	1 469	1 512	1 504	1 523	1 511	1 538	1 536	1 532	1 523	1 530	1 511	176	166
enseignants	1 170	1 163	1 278	1 273	1 311	1 302	1 321	1 312	1 325	1 324	1 318	1 311	1 312	1 300	142	137
autres personnels	183	182	201	197	201	202	202	199	213	212	215	212	218	211	35	29
<b>Ens. postobligatoire</b>	1 907	1 881	1 911	1 910	1 951	1 937	2 012	2 008	2 091	2 092	2 215	2 204	2 154	2 138	247	257
enseignants	1 549	1 538	1 564	1 565	1 604	1 592	1 628	1 629	1 707	1 710	1 816	1 816	1 803	1 804	254	266
autres personnels	358	342	347	344	347	345	384	379	384	382	398	388	351	334	-7	-8
<b>Office de la jeunesse</b>	508	508	600	592	614	606	636	628	567	561	537	528	541	529	33	21
enseignants																
autres personnels	508	508	600	592	614	606	636	628	567	561	537	528	541	529	33	21
<b>CEPSPE / CEFOPS</b>	73	73	81	74	83	78	85	83	87	85	inclus dans le PO				///	///
enseignants	60	60	65	59	66	63	68	66	70	69					///	///
autres personnels	13	13	16	15	16	16	16	16	16	16					///	///
<b>OOF/OFPC</b>	131	134	151	147	151	144	150	146	160	154	165	159	160	156	29	22
enseignants																
autres personnels	131	134	151	147	151	144	150	146	160	154	165	159	160	156	29	22
<b>TOTAL sans HES ni Uni</b>	6 503	6 456	6 890	6 852	6 982	6 940	7 053	7 009	7 068	7 043	7 079	7 037	7 106	7 044	603	588
enseignants	4 974	4 958	5 196	5 189	5 270	5 247	5 295	5 281	5 381	5 378	5 415	5 404	5 394	5 375	420	417
autres personnels	1 529	1 498	1 694	1 663	1 712	1 694	1 758	1 727	1 687	1 665	1 664	1 633	1 712	1 669	183	171
<b>Hautes écoles spécialisées</b>	211	211	592	592	625	625	623	623	620	620	614	614	619	619	///	///
enseignants	141	141	418	418	450	450	451	451	446	446	445	445	451	451	///	///
dont assistants	...	...	88	88	114	114	110	110	113	113	120	120	127	127	///	///
autres personnels	70	70	174	174	174	174	172	172	174	174	170	170	168	168	///	///
<b>Université</b>	2 414	2 414	2 612	2 612	2 737	2 737	2 809	2 809	2 809	2 809	2 764	2 764	2 770	2 770	///	356
enseignants	1 420	1 420	1 530	1 530	1 631	1 631	1 647	1 647	1 631	1 631	1 601	1 601	1 615	1 615	///	195
dont assistants	...	...	879	879	884	884	910	910	889	889	862	862	874	874	///	///
autres personnels	994	994	1 082	1 082	1 129	1 129	1 162	1 162	1 178	1 178	1 163	1 163	1 155	1 155	///	161
<b>TOTAL avec HES et Uni</b>	9 081	9 081	10 056	10 056	10 301	10 301	10 441	10 441	10 471	10 471	10 415	10 415	10 433	10 433	///	1 352
enseignants	6 519	6 519	7 136	7 136	7 305	7 305	7 379	7 379	7 454	7 454	7 450	7 450	7 440	7 440	///	921
autres personnels	2 562	2 562	2 920	2 920	2 997	2 997	3 061	3 061	3 017	3 017	2 965	2 965	2 993	2 993	///	431

(1) Postes au budget : moyenne annuelle pondérée selon les changements budgétaires en cours d'année. Documentation complète en annexe.

(2) Personnel enseignants du SEM, rattaché dès 2008 aux SGX.

(3) Inclus les effectifs du CEFOPS.

Tableau 12 : Personnes employées par groupe de fonctions et unité, 2008 (décembre)

UNITE BUDGETAIRE	ENSEIGNEMENT (4) dont:		ENSEIGNANTS		CADRES DE L'ENSEIGNEMENT		AUTRES FONCTIONS EDUCATIVES			
	PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES			
SERVICES GENERAUX	116	37,8%	109	35,5%	7	2,3%				
ECOLE PRIMAIRE	3 079	96,7%	2 785	87,5%	114	3,6%	180	5,7%		
CYCLE D'ORIENTATION	1 867	88,8%	1 841	87,6%	26	1,2%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	2 771	86,9%	2 729	85,6%	35	1,1%	7	0,2%		
UNIVERSITE	2 677	64,3%	2 673	64,2%			4	0,1%		
OFFICE DE LA JEUNESSE	20	2,5%					20	2,5%		
HES	646	74,0%	633	72,5%	13	1,5%				
OFPC										
<b>TOTAL</b>	<b>10 550</b>	<b>74,5%</b>	<b>10 145</b>	<b>71,7%</b>	<b>195</b>	<b>1,4%</b>	<b>210</b>	<b>1,5%</b>		
UNITE BUDGETAIRE	AMINISTRATION (5) dont notamment:		SECRETARIAT		BIBLIOTHECAIRES/ DOCUMENTALISTES		COMMIS ADMINISTRATIFS		COMPTABLES	
	PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES	
SERVICES GENERAUX	116	37,8%	41	13,4%	23	7,5%	28	9,1%	9	2,9%
ECOLE PRIMAIRE	93	2,9%	66	2,1%	2	0,1%	18	0,6%		
CYCLE D'ORIENTATION	143	6,8%	66	3,1%	31	1,5%	16	0,8%	3	0,1%
ENS. POSTOBLIGATOIRE	263	8,3%	144	4,5%	55	1,7%	31	1,0%	22	0,7%
UNIVERSITE	705	16,9%	266	6,4%	142	3,4%	190	4,6%	37	0,9%
OFFICE DE LA JEUNESSE	173	21,2%	90	11,0%	1	0,1%	54	6,6%	10	1,2%
HES	138	65,7%	67	7,7%	21	2,4%	20	2,3%	15	1,7%
OFPC	119	56,7%	42	20,0%			25	11,9%	6	2,9%
<b>TOTAL</b>	<b>1 729</b>	<b>12,2%</b>	<b>780</b>	<b>5,5%</b>	<b>265</b>	<b>1,9%</b>	<b>379</b>	<b>2,7%</b>	<b>99</b>	<b>0,7%</b>
UNITE BUDGETAIRE	PARAMEDICAUX & MEDICAUX (7) dont notamment:		LABORANTS		ASSISTANTS SOCIAUX		MEDECINS		INFIRMIERS & AUXILIAIRES SOIGNANTS	
	PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES	
SERVICES GENERAUX	2	0,7%								
ECOLE PRIMAIRE	5	0,2%			1	0,0%				
CYCLE D'ORIENTATION	36	1,7%			36	1,7%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	34	1,1%			33	1,0%				
UNIVERSITE	292	7,0%	225	5,4%	3	0,1%	16	0,4%	36	0,9%
OFFICE DE LA JEUNESSE	546	66,9%			144	17,6%	97	11,9%	107	13,1%
HES	6	0,7%	4	0,5%	1	0,1%			1	0,1%
OFPC	85	40,5%			30	14,3%				
<b>TOTAL</b>	<b>1 001</b>	<b>7,1%</b>	<b>229</b>	<b>1,6%</b>	<b>245</b>	<b>1,7%</b>	<b>111</b>	<b>0,8%</b>	<b>144</b>	<b>1,0%</b>
UNITE BUDGETAIRE	TECHNIQUE (1) dont notamment:		ASSISTANTS TECHNIQUES							
	PERSONNES		PERSONNES							
SERVICES GENERAUX	10	3,3%	2	0,7%						
ECOLE PRIMAIRE										
CYCLE D'ORIENTATION	41	2,0%	41	2,0%						
ENS. POSTOBLIGATOIRE	97	3,0%	88	2,8%						
UNIVERSITE	151	3,6%	65	1,6%						
OFFICE DE LA JEUNESSE										
HES	36	4,1%	31	3,6%						
OFPC										
<b>TOTAL</b>	<b>332</b>	<b>2,3%</b>	<b>223</b>	<b>1,6%</b>						
UNITE BUDGETAIRE	SCIENTIFIQUES (2) dont:		INFORMATIQUES		AUTRES SCIENTIFIQUES					
	PERSONNES		PERSONNES		PERSONNES					
SERVICES GENERAUX	51	16,6%	14	4,6%	37	12,1%				
ECOLE PRIMAIRE	2	0,1%	1	0,0%	1	0,0%				
CYCLE D'ORIENTATION	3	0,1%	2	0,1%	1	0,0%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	7	0,2%	7	0,2%						
UNIVERSITE	253	6,1%	124	3,0%	129	3,1%				
OFFICE DE LA JEUNESSE	3	0,4%			3	0,4%				
HES	33	3,8%	21	2,4%	12	1,4%				
OFPC	2	1,0%	1	0,5%	1	0,5%				
<b>TOTAL</b>	<b>348</b>	<b>2,5%</b>	<b>164</b>	<b>1,2%</b>	<b>184</b>	<b>1,3%</b>				
UNITE BUDGETAIRE	MANUELS (6)									
	PERSONNES									
SERVICES GENERAUX	2	0,7%								
ECOLE PRIMAIRE	4	0,1%								
CYCLE D'ORIENTATION	10	0,5%								
ENS. POSTOBLIGATOIRE	12	0,4%								
UNIVERSITE	73	1,8%								
OFFICE DE LA JEUNESSE	47	5,8%								
HES	10	1,1%								
OFPC										
<b>TOTAL</b>	<b>152</b>	<b>1,1%</b>								
UNITE BUDGETAIRE	TOTAL									
	PERSONNES									
SERVICES GENERAUX	307	100,0%								
ECOLE PRIMAIRE	3 183	100,0%								
CYCLE D'ORIENTATION	2 102	100,0%								
ENS. POSTOBLIGATOIRE	3 187	100,0%								
UNIVERSITE	4 165	100,0%								
OFFICE DE LA JEUNESSE	816	100,0%								
HES	873	100,0%								
OFPC	210	100,0%								
<b>TOTAL*</b>	<b>14 124</b>	<b>100,0%</b>								

\* Dont 64 personnes appartenant aux familles de fonction "divers" et "juridique".

© SRED 2009

Tableau 13 : Postes occupés par groupe de fonctions et unité, 2008 (décembre)

UNITE BUDGETAIRE	ENSEIGNEMENT (4)		dont:	ENSEIGNANTS		CADRES DE L'ENSEIGNEMENT		AUTRES FONCTIONS EDUCATIVES			
	POSTES			POSTES		POSTES		POSTES			
SERVICES GENERAUX	30,5	16,0%		23,6	12,4%	6,9	3,6%				
ECOLE PRIMAIRE	2 575,1	97,2%		2 327,0	87,9%	103,1	3,9%	145,0	5,5%		
CYCLE D'ORIENTATION	1 386,1	88,0%		1 360,1	86,4%	26,0	1,7%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	1 939,6	86,1%		1 900,1	84,3%	35,0	1,6%	4,5	0,2%		
UNIVERSITE	1 660,6	58,6%		1 657,4	58,5%			3,2	0,1%		
OFFICE DE LA JEUNESSE	13,1	2,2%						13,1	2,2%		
HES	473,5	73,1%		461,2	71,2%	12,3	1,9%				
OFPC											
<b>TOTAL</b>	<b>8 078,5</b>	<b>74,0%</b>		<b>7 729,4</b>	<b>70,8%</b>	<b>183,3</b>	<b>1,7%</b>	<b>165,8</b>	<b>1,5%</b>		
UNITE BUDGETAIRE	ADMINISTRATION (5)		dont notamment:	SECRETARIAT		BIBLIOTHECAIRES/ DOCUMENTALISTES		COMMIS ADMINISTRATIFS		COMPTABLES	
	POSTES			POSTES		POSTES		POSTES		POSTES	
SERVICES GENERAUX	96,6	50,8%		34,2	18,0%	17,4	9,2%	23,9	12,6%	8,7	4,6%
ECOLE PRIMAIRE	65,6	2,5%		45,2	1,7%	1,5	0,1%	13,4	0,5%		
CYCLE D'ORIENTATION	107,9	6,9%		48,0	3,0%	21,0	1,3%	13,9	0,9%	2,8	0,2%
ENS. POSTOBLIGATOIRE	193,4	8,6%		106,9	4,7%	37,4	1,7%	23,8	1,1%	16,0	0,7%
UNIVERSITE	532,5	18,8%		190,5	6,7%	100,6	3,6%	146,1	5,2%	32,9	1,2%
OFFICE DE LA JEUNESSE	139,0	23,5%		71,2	12,0%	0,9	0,2%	43,1	7,3%	8,0	1,4%
HES	105,8	16,3%		52,4	8,1%	13,6	2,1%	17,3	2,7%	11,5	1,8%
OFPC	98,8	57,6%		33,1	19,3%			21,9	12,8%	5,8	3,4%
<b>TOTAL</b>	<b>1 339,6</b>	<b>12,3%</b>		<b>581,5</b>	<b>5,3%</b>	<b>192,4</b>	<b>1,8%</b>	<b>303,4</b>	<b>2,8%</b>	<b>85,7</b>	<b>0,8%</b>
UNITE BUDGETAIRE	PARAMEDICAUX & MEDICAUX (7)		dont notamment:	LABORANTS		ASSISTANTS SOCIAUX		MEDECINS		INFIRMIERS & AUXILIAIRES SOIGNANTS	
	POSTES			POSTES		POSTES		POSTES		POSTES	
SERVICES GENERAUX	1,2	0,6%				1	0,0%				
ECOLE PRIMAIRE	4,3	0,2%				30	1,9%				
CYCLE D'ORIENTATION	29,8	1,9%				19	0,9%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	20,4	0,9%				3	0,1%	8	0,3%	25	0,9%
UNIVERSITE	217,5	7,7%		174	6,1%	122	20,7%	59	9,9%	76	12,9%
OFFICE DE LA JEUNESSE	391,2	66,2%				1	0,1%			1	0,1%
HES	4,7	0,7%		3	0,5%	28,2	16,4%				
OFPC	67,4	39,3%									
<b>TOTAL</b>	<b>736,5</b>	<b>6,8%</b>		<b>177,1</b>	<b>1,6%</b>	<b>204,3</b>	<b>1,9%</b>	<b>66,9</b>	<b>0,6%</b>	<b>101,5</b>	<b>0,9%</b>
UNITE BUDGETAIRE	TECHNIQUE (1)		dont notamment:	ASSISTANTS TECHNIQUES							
	POSTES			POSTES		POSTES		POSTES			
SERVICES GENERAUX	9,1	4,8%		2,0	1,1%						
ECOLE PRIMAIRE											
CYCLE D'ORIENTATION	37,0	2,3%		37,0	2,3%						
ENS. POSTOBLIGATOIRE	86,4	3,8%		78,0	3,5%						
UNIVERSITE	140,2	4,9%		61,6	2,2%						
OFFICE DE LA JEUNESSE											
HES	29,5	4,6%		25,3	3,9%						
OFPC											
<b>TOTAL</b>	<b>302,2</b>	<b>2,8%</b>		<b>203,9</b>	<b>1,9%</b>						
UNITE BUDGETAIRE	SCIENTIFIQUES (2)		dont:	INFORMATIQUES		AUTRES SCIENTIFIQUES					
	POSTES			POSTES		POSTES		POSTES			
SERVICES GENERAUX	43,3	22,8%		11,7	6,2%	31,6	16,6%				
ECOLE PRIMAIRE	0,9	0,0%		0,4	0,0%	0,5	0,0%				
CYCLE D'ORIENTATION	2,4	0,2%		1,4	0,1%	1,0	0,1%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	3,9	0,2%		3,9	0,2%						
UNIVERSITE	214,6	7,6%		115,1	4,1%	99,5	3,5%				
OFFICE DE LA JEUNESSE	2,5	0,4%				2,5	0,4%				
HES	27,5	4,2%		17,8	2,7%	9,7	1,5%				
OFPC	2,0	1,2%		1,0	0,6%	1,0	0,6%				
<b>TOTAL</b>	<b>297,1</b>	<b>2,7%</b>		<b>151,3</b>	<b>1,4%</b>	<b>145,8</b>	<b>1,3%</b>				
UNITE BUDGETAIRE	MANUELS (6)		TOTAL								
	POSTES		POSTES		POSTES		POSTES				
SERVICES GENERAUX	1,5	0,8%	190,1	100,0%							
ECOLE PRIMAIRE	2,9	0,1%	2 648,8	100,0%							
CYCLE D'ORIENTATION	9,7	0,6%	1 574,9	100,0%							
ENS. POSTOBLIGATOIRE	8,1	0,4%	2 253,5	100,0%							
UNIVERSITE	57,1	2,0%	2 832,7	100,0%							
OFFICE DE LA JEUNESSE	24,2	4,1%	591,2	100,0%							
HES	3,9	0,6%	647,7	100,0%							
OFPC			171,5	100,0%							
<b>TOTAL*</b>	<b>107,4</b>	<b>1,0%</b>	<b>10 910,4</b>	<b>100,0%</b>							

\* Dont 49.1 postes appartenant aux familles de fonction "divers" et "juridique".

© SRED 2009

Tableau 14 : Personnes employées selon le statut et l'unité, 2008 (décembre)

UNITE BUDGETAIRE	STATUT JURIDIQUE DE LA PERSONNE	ENSEIGNANTS		AUTRES PERSONNELS		TOTAL DU PERSONNEL	
		PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%
<b>SERVICES GENERAUX</b>	FONCTIONNAIRE	104	95,4%	158	79,8%	262	85,3%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	5		3	1,5%	8	2,6%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			10	5,1%	10	3,3%
	AGENT-E SPECIALISE-E			6	3,0%	6	2,0%
	PROBATOIRE			21	10,6%	21	6,8%
	<b>Total</b>		<b>109</b>	<b>1,1%</b>	<b>198</b>	<b>4,9%</b>	<b>307</b>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	FONCTIONNAIRE	2 440	87,6%	297	74,6%	2 737	86,0%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	222	8,0%	43	10,8%	265	8,3%
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	4	0,1%			4	0,1%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			16	4,0%	16	0,5%
	REPLACANT-E	119	4,3%			119	3,7%
	PROBATOIRE			42	10,6%	42	1,3%
	<b>Total</b>		<b>2 785</b>	<b>27,5%</b>	<b>398</b>	<b>9,9%</b>	<b>3 183</b>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	FONCTIONNAIRE	1 462	79,4%	204	78,2%	1 666	79,3%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	287	15,6%	6	2,3%	293	13,9%
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	9	0,5%			9	0,4%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			14	5,4%	14	0,7%
	REPLACANT-E	83	4,5%			83	3,9%
	PROBATOIRE			37	14,2%	37	1,8%
<b>Total</b>		<b>1 841</b>	<b>18,1%</b>	<b>261</b>	<b>6,5%</b>	<b>2 102</b>	<b>14,9%</b>
<b>ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE</b>	FONCTIONNAIRE	2 090	76,6%	351	76,6%	2 441	76,6%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	528	19,3%	9	2,0%	537	16,8%
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	53	1,9%			53	1,7%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			21	4,6%	21	0,7%
	REPLACANT-E	57	2,1%	1	0,2%	58	1,8%
	PROBATOIRE	1	0,0%	76	16,6%	77	2,4%
<b>Total</b>		<b>2 729</b>	<b>26,9%</b>	<b>458</b>	<b>11,4%</b>	<b>3 187</b>	<b>22,6%</b>
<b>UNIVERSITE</b>	FONCTIONNAIRE	2 653	99,3%	1 208	81,0%	3 861	92,7%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	19	0,7%	20	1,3%	39	0,9%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE	1		85	5,7%	86	2,1%
	STAGIAIRE			5	0,3%	5	0,1%
	PROBATOIRE			174	11,7%	174	4,2%
<b>Total</b>		<b>2 673</b>	<b>26,3%</b>	<b>1 492</b>	<b>37,0%</b>	<b>4 165</b>	<b>29,5%</b>
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	FONCTIONNAIRE			522	64,0%	522	64,0%
	EMPLOYE-ES D'ETAT			22	2,7%	22	2,7%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			117	14,3%	117	14,3%
	STAGIAIRE			20	2,5%	20	2,5%
	PROBATOIRE			135	16,5%	135	16,5%
<b>Total</b>			<b>816</b>	<b>20,2%</b>	<b>816</b>	<b>5,8%</b>	
<b>OFPC</b>	FONCTIONNAIRE			153	72,9%	153	17,5%
	EMPLOYE-ES D'ETAT			8	3,8%	8	0,9%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			15	7,1%	15	1,7%
	STAGIAIRE			2	1,0%	2	0,2%
	PROBATOIRE			31	14,8%	31	3,6%
<b>Total</b>			<b>210</b>	<b>5,2%</b>	<b>210</b>	<b>1,5%</b>	
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	FONCTIONNAIRE	288	45,5%	159	66,3%	447	51,2%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	345	54,5%	5	2,1%	350	40,1%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			35	14,6%	35	4,0%
	PROBATOIRE			41	17,1%	41	4,7%
<b>Total</b>		<b>633</b>	<b>6,2%</b>	<b>240</b>	<b>6,0%</b>	<b>873</b>	<b>6,2%</b>
<b>TOTAL DU DIP (avec Uni et HES)</b>	FONCTIONNAIRE	8 551	84,3%	3 022	75,0%	11 537	81,7%
	EMPLOYE-ES D'ETAT	1 274	12,6%	114	2,8%	1 383	9,8%
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	66	0,7%			66	0,5%
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE	1	0,0%	308	7,6%	305	2,2%
	REPLACANT-E	252	2,5%	1	0,0%	250	1,8%
	AGENT-E SPECIALISE-E			7	0,2%	7	0,0%
	STAGIAIRE			27	0,7%	27	0,2%
	PROBATOIRE	1	0,0%	551	13,7%	549	3,9%
	<b>Total</b>		<b>10 145</b>	<b>100,0%</b>	<b>4 030</b>	<b>100,0%</b>	<b>14 124</b>

Tableau 15 : Postes occupés selon le statut et l'unité, 2008 (décembre)

UNITE BUDGETAIRE	STATUT JURIDIQUE DE LA PERSONNE	ENSEIGNANTS		AUTRES PERSONNELS		TOTAL DU PERSONNEL		
		POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%	
<b>SERVICES GENERAUX</b>	FONCTIONNAIRE	23,4		132,8	79,9%	156,2	82,3%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT	0,2		3,0	1,8%	3,2	1,7%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			8,6	5,2%	8,6		
	AGENT-E SPECIALISE-E			4,4	2,6%	4,4		
	PROBATOIRE			17,4	10,5%	17,4	9,2%	
	<b>Total</b>		<b>23,6</b>	<b>0,3%</b>	<b>166,2</b>	<b>5,2%</b>	<b>189,8</b>	<b>1,7%</b>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	FONCTIONNAIRE	2 064,6	88,7%	246,6	76,7%	2 311,2	87,3%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT	166,0	7,1%	34,4	10,7%	200,4	7,6%	
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	3,5	0,2%			3,5	0,1%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			8,9	2,8%	8,9	0,3%	
	REPLACANT-E	92,9	4,0%			92,9	3,5%	
	PROBATOIRE			31,7	9,9%	31,7	1,2%	
<b>Total</b>		<b>2 327,0</b>	<b>30,1%</b>	<b>321,6</b>	<b>10,1%</b>	<b>2 648,6</b>	<b>24,3%</b>	
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	FONCTIONNAIRE	1 159,8	85,3%	171,3	79,8%	1 331,1	84,5%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT	162,0	11,9%	4,4	2,0%	166,4	10,6%	
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	3,7	0,3%			3,7	0,2%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			9,5	4,4%	9,5	0,6%	
	REPLACANT-E	34,6	2,5%			34,6	2,2%	
	PROBATOIRE			29,5	13,7%	29,5	1,9%	
<b>Total</b>		<b>1 360,1</b>	<b>17,6%</b>	<b>214,7</b>	<b>6,8%</b>	<b>1 574,8</b>	<b>14,4%</b>	
<b>ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE</b>	FONCTIONNAIRE	1 561,1	82,2%	276,1	78,1%	1 837,2	81,5%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT	294,3	15,5%	5,8	1,6%	300,1	13,3%	
	SUPPLEANT-E MENSUALISE-E	22,5	1,2%			22,5	1,0%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			16,0	4,5%	16,0	0,7%	
	REPLACANT-E	21,4	1,1%	0,5	0,1%	21,9	1,0%	
	PROBATOIRE	0,8	0,0%	54,9	15,5%	55,7	2,5%	
<b>Total</b>		<b>1 900,1</b>	<b>24,6%</b>	<b>353,3</b>	<b>11,1%</b>	<b>2 253,4</b>	<b>20,7%</b>	
<b>UNIVERSITE</b>	FONCTIONNAIRE	1 648,0	99,4%	972,3	82,8%	2 620,3	92,5%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT	8,4	0,5%	13,8	1,2%	22,2	0,8%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE	1,0		51,0	4,3%	52,0	1,8%	
	STAGIAIRE			4,0	0,3%	4,0	0,1%	
	PROBATOIRE			133,7	11,4%	133,7	4,7%	
	<b>Total</b>		<b>1 657,4</b>	<b>21,4%</b>	<b>1 174,8</b>	<b>37,0%</b>	<b>2 832,2</b>	<b>26,0%</b>
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	FONCTIONNAIRE			373,7	63,2%	373,7	63,2%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT			15,8	2,7%	15,8	2,7%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			85,6	14,5%	85,6	14,5%	
	STAGIAIRE			15,5	2,6%	15,5	2,6%	
	PROBATOIRE			100,3	17,0%	100,3	17,0%	
	<b>Total</b>			<b>590,9</b>	<b>18,6%</b>	<b>590,9</b>	<b>5,4%</b>	
<b>OFPC</b>	FONCTIONNAIRE			123,5	72,1%	123,5	19,1%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT			6,6	3,9%	6,6	1,0%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			12,2	7,1%	12,2	1,9%	
	STAGIAIRE			1,8	1,1%	1,8	0,3%	
	PROBATOIRE			26,2	15,3%	26,2	4,0%	
	<b>Total</b>			<b>171,3</b>	<b>5,4%</b>	<b>171,3</b>	<b>1,6%</b>	
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	FONCTIONNAIRE	230,4	50,0%	124,4	66,7%	354,8	54,8%	
	EMPLOYE-ES D'ETAT	230,8	50,0%	2,9	1,6%	233,7	36,1%	
	AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE			25,5	13,7%	25,5	3,9%	
	PROBATOIRE			33,7	18,1%	33,7	5,2%	
	<b>Total</b>		<b>461,2</b>	<b>6,0%</b>	<b>186,5</b>	<b>5,9%</b>	<b>647,7</b>	<b>5,9%</b>
	<b>TOTAL DU DIP (avec Uni et HES)</b>	FONCTIONNAIRE	6 687,3	86,5%	2 420,7	76,1%	9 108,0	83,5%
EMPLOYE-ES D'ETAT		861,7	11,1%	86,7	2,7%	948,4	8,7%	
SUPPLEANT-E MENSUALISE-E		29,7	0,4%			29,7	0,3%	
AUXILLIAIRE ADMINISTRATIF-VE		1,0	0,0%	217,3	6,8%	218,3	2,0%	
REPLACANT-E		148,9	1,9%	0,5	0,0%	149,4	1,4%	
AGENT-E SPECIALISE-E				5,4	0,2%	5,4	0,0%	
STAGIAIRE				21,3	0,7%	21,3	0,2%	
PROBATOIRE		0,8	0,0%	427,4	13,4%	428,2	3,9%	
<b>Total</b>			<b>7 729,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 179,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>10 908,7</b>	<b>100,0%</b>

**Tableau 16 : Taux d'activité moyen et ratio emploi par poste,  
selon le groupe de fonctions et le sexe, 2008 (décembre)**

	Ratio personnes/postes			Taux d'activité moyen		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<b>ENSEIGNANTS:</b>						
Services généraux	3,74	8,78	4,62	0,27	0,11	0,22
Enseignement primaire	1,11	1,22	1,20	0,90	0,82	0,84
Cycle d'Orientation	1,29	1,41	1,35	0,78	0,71	0,74
Enseignement Postobligatoire	1,35	1,55	1,44	0,74	0,65	0,70
HES	1,32	1,46	1,37	0,76	0,69	0,73
Université	1,58	1,66	1,61	0,63	0,60	0,62
<b>total (enseignants)</b>	<b>1,29</b>	<b>1,33</b>	<b>1,31</b>	<b>0,78</b>	<b>0,75</b>	<b>0,76</b>
<b>AUTRES PERSONNELS:</b>						
Enseignement primaire	1,09	1,31	1,24	0,91	0,77	0,81
Cycle d'Orientation	1,07	1,37	1,22	0,93	0,73	0,82
Enseignement Postobligatoire	1,15	1,41	1,30	0,87	0,71	0,77
HES	1,20	1,34	1,29	0,83	0,74	0,78
Université	1,14	1,37	1,27	0,88	0,73	0,79
Services généraux	1,13	1,24	1,19	0,88	0,81	0,84
Office de la jeunesse	1,23	1,43	1,38	0,81	0,70	0,72
OFPC	1,09	1,30	1,23	0,92	0,77	0,82
<b>total (autres personnels)</b>	<b>1,12</b>	<b>1,36</b>	<b>1,27</b>	<b>0,89</b>	<b>0,74</b>	<b>0,79</b>
<b>Ensemble du personnel DIP</b>	<b>1,24</b>	<b>1,34</b>	<b>1,29</b>	<b>0,81</b>	<b>0,75</b>	<b>0,77</b>

© SRED 2009

**Personnel du DIP selon l'unité, le sexe et le statut par tranche d'âge quinquennale, 2008 (décembre)**

**Tableau 17 : Personnel enseignant**

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES FEMMES	TOTAL
15-19			1	1	1	1
20-24	1	112	1	201	113	202
25-29	75	491	277	578	566	855
30-34	269	366	628	325	635	953
35-39	355	157	592	127	512	719
40-44	369	114	582	103	483	685
45-49	498	82	643	70	580	713
50-54	514	69	707	46	583	753
55-59	492	38	602	32	530	634
60-64	310	36	245	13	346	258
65-69	17	2	5		19	5
<b>TOTAL</b>	<b>2 900</b>	<b>1 467</b>	<b>4 282</b>	<b>1 496</b>	<b>4 367</b>	<b>5 778</b>
						<b>10 145</b>

**Tableau 18 : Autres personnels**

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES FEMMES	TOTAL
15-19			4	4	4	4
20-24	2	16	1	45	18	46
25-29	15	42	38	137	57	175
30-34	74	54	149	119	128	268
35-39	114	63	203	108	177	311
40-44	162	59	291	112	221	403
45-49	168	30	398	88	198	486
50-54	187	25	369	43	212	412
55-59	190	11	329	25	201	354
60-64	130	13	200	14	143	214
65-69	2		2		2	2
<b>TOTAL</b>	<b>1 044</b>	<b>313</b>	<b>1 978</b>	<b>695</b>	<b>1 357</b>	<b>2 673</b>
						<b>4 030</b>

**Tableau 19 : Enseignants de l'enseignement primaire**

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES FEMMES	TOTAL
15-19						
20-24	2	42	1	67	2	68
25-29	22	58	222	104	64	326
30-34	58	14	361	34	72	395
35-39	58	5	264	16	63	280
40-44	53	3	265	23	56	288
45-49	57	4	261	11	61	272
50-54	67	3	320	6	67	326
55-59	55	3	280	7	58	287
60-64	12		84	4	12	88
65-69						
<b>TOTAL</b>	<b>382</b>	<b>73</b>	<b>2 058</b>	<b>272</b>	<b>455</b>	<b>2 330</b>
						<b>2 785</b>

**Tableau 20 : Enseignants du Cycle d'Orientation**

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES FEMMES	TOTAL
15-19						
20-24		2		11	2	11
25-29	17	53	30	79	70	109
30-34	88	62	134	52	150	186
35-39	101	23	138	23	124	161
40-44	78	17	120	13	95	133
45-49	102	11	138	11	113	149
50-54	105	5	122	10	110	132
55-59	79	1	108	4	80	112
60-64	52	1	47	1	53	48
65-69	2		1		2	1
<b>TOTAL</b>	<b>624</b>	<b>175</b>	<b>838</b>	<b>204</b>	<b>799</b>	<b>1 042</b>
						<b>1 841</b>

## Répartition du personnel du DIP selon l'âge, le sexe et le statut par tranche d'âge quinquennale, en 2008 (suite)

Tableau 21 : Enseignants du postobligatoire (avec CEFOPS)

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES	FEMMES
15-19						
20-24	6	82	16	99	6	18
25-29	15	74	103	68	97	115
30-34	74	122	109	38	148	171
35-39	122	131	143	33	178	147
40-44	131	195	193	21	169	176
45-49	223	201	154	9	230	214
50-54	201	111	76	4	241	233
55-59	111	4	3		125	80
60-64					4	3
65-69						
<b>TOTAL</b>	<b>1 076</b>	<b>333</b>	<b>1 014</b>	<b>306</b>	<b>1 409</b>	<b>1 320</b>
						<b>2 729</b>

Tableau 22 : Enseignants de l'Université

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES	FEMMES
15-19						
20-24	1	87	100	1	88	100
25-29	25	293	17	296	318	313
30-34	68	198	58	157	266	215
35-39	95	55	94	35	150	129
40-44	116	25	70	19	141	89
45-49	137	24	63	10	161	73
50-54	124	34	54	9	158	63
55-59	143	17	50	9	160	59
60-64	122	20	32	3	142	35
65-69	10	1	1		11	1
<b>TOTAL</b>	<b>841</b>	<b>754</b>	<b>439</b>	<b>639</b>	<b>1 595</b>	<b>1 078</b>
						<b>2 673</b>

Tableau 24 : Enseignants des HES

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	HOMMES	FEMMES
15-19						
20-24		14		8	14	8
25-29		43		31	43	31
30-34	2	41	1	32	43	33
35-39	14	30	11	23	44	34
40-44	25	34	17	19	59	36
45-49	34	16	20	18	50	38
50-54	39	14	27	7	53	34
55-59	36	8	24	5	44	29
60-64	22	1	14		23	14
65-69	1	1	1		2	1
<b>TOTAL</b>	<b>173</b>	<b>202</b>	<b>115</b>	<b>143</b>	<b>375</b>	<b>258</b>
						<b>633</b>

**Tableau 25 : Personnel du DIP, en personnes, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité, 2008 (décembre)**

UNITE BUDGETAIRE	POSITION	Total		dont femmes	
		personnes	% de l'unité budgétaire	personnes	% de la position
<b>SERVICES GENERAUX</b>	<b>Encadrement</b>	<b>49</b>	<b>16,0 %</b>	<b>22</b>	<b>44,9 %</b>
	Cadres techniques	9	2,9 %	5	55,6 %
	Non cadres	249	81,1 %	121	48,6 %
	<i>Total</i>	<i>307</i>	<i>100,0 %</i>	<i>148</i>	<i>48,2 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>113</b>	<b>3,6 %</b>	<b>72</b>	<b>63,7 %</b>
	Cadres techniques	7	0,2 %		
	Non cadres	3 063	96,2 %	2 543	83,0 %
	<i>Total</i>	<i>3 183</i>	<i>100,0 %</i>	<i>2 615</i>	<i>82,2 %</i>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	<b>Encadrement</b>	<b>33</b>	<b>1,6 %</b>	<b>4</b>	<b>12,1 %</b>
	Cadres techniques	1	0,0 %	1	100,0 %
	Non cadres	2 068	98,4 %	1 180	57,1 %
	<i>Total</i>	<i>2 102</i>	<i>100,0 %</i>	<i>1 185</i>	<i>56,4 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>77</b>	<b>2,4 %</b>	<b>35</b>	<b>45,5 %</b>
	Cadres techniques	6	0,2 %	1	16,7 %
	Non cadres	3 104	97,4 %	1 566	50,5 %
	<i>Total</i>	<i>3 187</i>	<i>100,0 %</i>	<i>1 602</i>	<i>50,3 %</i>
<b>UNIVERSITE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>140</b>	<b>3,4 %</b>	<b>56</b>	<b>40,0 %</b>
	Cadres techniques	163	3,9 %	64	39,3 %
	Non cadres	3 862	92,7 %	1 886	48,8 %
	<i>Total</i>	<i>4 165</i>	<i>100,0 %</i>	<i>2 006</i>	<i>48,2 %</i>
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>107</b>	<b>13,1 %</b>	<b>65</b>	<b>60,7 %</b>
	Cadres techniques	30	3,7 %	23	76,7 %
	Non cadres	679	83,2 %	564	83,1 %
	<i>Total</i>	<i>816</i>	<i>100,0 %</i>	<i>652</i>	<i>79,9 %</i>
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>37</b>	<b>4,2 %</b>	<b>17</b>	<b>45,9 %</b>
	Cadres techniques	10	1,1 %	2	20,0 %
	Non cadres	826	94,6 %	389	47,1 %
	<i>Total</i>	<i>873</i>	<i>100,0 %</i>	<i>408</i>	<i>46,7 %</i>
<b>OFPC</b>	<b>Encadrement</b>	<b>13</b>	<b>6,2 %</b>	<b>4</b>	<b>30,8 %</b>
	Cadres techniques	16	7,6 %	6	37,5 %
	Non cadres	181	86,2 %	133	73,5 %
	<i>Total</i>	<i>210</i>	<i>100,0 %</i>	<i>143</i>	<i>68,1 %</i>
<b>TOTAL</b>	<b>Encadrement</b>	<b>555</b>	<b>3,9 %</b>	<b>269</b>	<b>48,5 %</b>
	Cadres techniques	238	1,7 %	102	42,9 %
	Non cadres	13 331	94,4 %	8 058	60,4 %
	<i>Total</i>	<i>14 124</i>	<i>100,0 %</i>	<i>8 429</i>	<i>59,7 %</i>

Encadrement administratif : cadres supérieurs et cadres A (cadre intermédiaire avec fonction d'autorité).  
Cadres techniques : cadres intermédiaires et fonctions réservées au DIP (par exemple médecins-dentistes).

© SRED 2009

**Tableau 26 : Personnel du DIP, en postes, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité, 2008 (décembre)**

UNITE BUDGETAIRE	POSITION	Total		dont femmes	
		postes	% de l'unité budgétaire	postes	% de la position
<b>SERVICES GENERAUX</b>	<b>Encadrement</b>	<b>45,0</b>	<b>23,7 %</b>	<b>19,9</b>	<b>44,2 %</b>
	Cadres techniques	7,0	3,7 %	3,4	48,6 %
	Non cadres	138,0	72,6 %	71,4	51,7 %
	<i>Total</i>	<i>190,0</i>	<i>100,0 %</i>	<i>94,7</i>	<i>49,8 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>103,6</b>	<b>3,9 %</b>	<b>64,2</b>	<b>62,0 %</b>
	Cadres techniques	4,7	0,2 %		
	Non cadres	2 540,2	95,9 %	2 070,6	81,5 %
	<i>Total</i>	<i>2 648,5</i>	<i>100,0 %</i>	<i>2 134,8</i>	<i>80,6 %</i>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	<b>Encadrement</b>	<b>32,9</b>	<b>2,1 %</b>	<b>4,0</b>	<b>12,2 %</b>
	Cadres techniques	1,0	0,1 %	1,0	100,0 %
	Non cadres	1 540,9	97,8 %	840,1	54,5 %
	<i>Total</i>	<i>1 574,8</i>	<i>100,0 %</i>	<i>845,1</i>	<i>53,7 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>71,3</b>	<b>3,2 %</b>	<b>31,1</b>	<b>43,6 %</b>
	Cadres techniques	3,3	0,1 %	0,8	24,2 %
	Non cadres	2 178,8	96,7 %	1 022,6	46,9 %
	<i>Total</i>	<i>2 253,4</i>	<i>100,0 %</i>	<i>1 054,5</i>	<i>46,8 %</i>
<b>UNIVERSITE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>123,4</b>	<b>4,4 %</b>	<b>43,7</b>	<b>35,4 %</b>
	Cadres techniques	135,3	4,8 %	48,7	36,0 %
	Non cadres	2 573,4	90,9 %	1 236,0	48,0 %
	<i>Total</i>	<i>2 832,1</i>	<i>100,0 %</i>	<i>1 328,4</i>	<i>46,9 %</i>
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>73,9</b>	<b>12,5 %</b>	<b>43,1</b>	<b>58,3 %</b>
	Cadres techniques	18,0	3,0 %	12,8	71,1 %
	Non cadres	498,9	84,4 %	401,4	80,5 %
	<i>Total</i>	<i>590,8</i>	<i>100,0 %</i>	<i>457,3</i>	<i>77,4 %</i>
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	<b>Encadrement</b>	<b>30,8</b>	<b>4,8 %</b>	<b>13,4</b>	<b>43,5 %</b>
	Cadres techniques	8,9	1,4 %	2,0	22,5 %
	Non cadres	608,1	93,9 %	273,7	45,0 %
	<i>Total</i>	<i>647,8</i>	<i>100,0 %</i>	<i>289,1</i>	<i>44,6 %</i>
<b>OFPC</b>	<b>Encadrement</b>	<b>12,8</b>	<b>7,5 %</b>	<b>3,8</b>	<b>29,7 %</b>
	Cadres techniques	14,1	8,2 %	4,9	34,8 %
	Non cadres	144,4	84,3 %	101,0	69,9 %
	<i>Total</i>	<i>171,3</i>	<i>100,0 %</i>	<i>109,7</i>	<i>64,0 %</i>
<b>TOTAL</b>	<b>Encadrement</b>	<b>493,7</b>	<b>4,5 %</b>	<b>223,2</b>	<b>45,2 %</b>
	Cadres techniques	192,3	1,8 %	73,6	38,3 %
	Non cadres	10 222,7	93,7 %	6 016,8	58,9 %
	<i>Total</i>	<i>10 908,7</i>	<i>100,0 %</i>	<i>6 313,6</i>	<i>57,9 %</i>

**Encadrement administratif** : cadres supérieurs et cadres A (cadre intermédiaire avec fonction d'autorité) .

**Cadres techniques** : cadres intermédiaires et fonctions réservées au DIP (par exemple médecins-dentistes).

© SRED 2009

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (enseignement ordinaire et classes spécialisées)</b>	<b>15 379</b>	<b>15 276</b>	<b>14 642</b>	<b>15 087</b>	<b>14 497</b>	<b>14 294</b>	<b>14 329</b>	<b>14 243</b>	<b>14 584</b>	<b>15 064</b>
Personnel enseignant	8 884	8 708	8 822	8 924	8 973	8 804	8 640	8 602	8 857	9 161
Autres personnels	392	383	410	441	467	492	479	490	527	740
Biens & services	251	257	258	256	248	226	223	209	209	221
Bâtiments	1 697	1 762	1 893	1 890	1 995	2 042	2 119	2 124	2 151	2 185
Informatique			76	76	76	76	76	76	76	76
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>11 224</b>	<b>11 110</b>	<b>11 460</b>	<b>11 587</b>	<b>11 760</b>	<b>11 640</b>	<b>11 538</b>	<b>11 501</b>	<b>11 820</b>	<b>12 383</b>
Intérêts & amort.	2 835	2 849	2 234	2 515	1 724	1 646	1 798	1 791	1 788	1 711
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	990	958	563	580	597	588	581	563	569	590
OFPC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>33 482</i>	<i>34 062</i>	<i>34 345</i>	<i>34 625</i>	<i>34 740</i>	<i>34 774</i>	<i>34 726</i>	<i>34 592</i>	<i>34 301</i>	<i>33 979</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (enseignement ordinaire)</b>			<b>14 497</b>	<b>14 945</b>	<b>14 359</b>	<b>14 159</b>	<b>14 196</b>	<b>14 107</b>	<b>14 443</b>	<b>14 892</b>
Personnel enseignant			8 677	8 782	8 835	8 669	8 508	8 466	8 715	9 009
Autres personnels			410	441	467	492	478	490	527	719
Biens & services			258	256	248	226	223	209	209	221
Bâtiments			1 893	1 890	1 995	2 042	2 119	2 124	2 151	2 185
Informatique			76	76	76	76	76	76	76	76
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>11 314</b>	<b>11 445</b>	<b>11 622</b>	<b>11 505</b>	<b>11 404</b>	<b>11 365</b>	<b>11 679</b>	<b>12 210</b>
Intérêts & amort.			2 234	2 515	1 724	1 646	1 798	1 791	1 788	1 711
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			563	580	597	588	581	563	569	590
OFPC			0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Effectifs d'élèves/étudiants</i>			<i>33 851</i>	<i>34 112</i>	<i>34 216</i>	<i>34 262</i>	<i>34 216</i>	<i>34 068</i>	<i>33 786</i>	<i>33 465</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (classes spécialisées)</b>			<b>24 616</b>	<b>24 533</b>	<b>23 505</b>	<b>23 339</b>	<b>23 260</b>	<b>23 066</b>	<b>23 864</b>	<b>26 317</b>
Personnel enseignant			18 794	18 368	17 978	17 845	17 566	17 425	18 136	19 046
Autres personnels			412	442	470	496	483	490	527	2 070
Biens & services			258	256	248	226	223	209	209	259
Bâtiments			1 893	1 890	1 995	2 042	2 119	2 124	2 151	2 185
Informatique			76	76	76	76	76	76	76	76
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>21 433</b>	<b>21 032</b>	<b>20 768</b>	<b>20 685</b>	<b>20 468</b>	<b>20 324</b>	<b>21 100</b>	<b>23 636</b>
Intérêts & amort.			2 234	2 515	1 724	1 646	1 798	1 791	1 788	1 711
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			563	580	597	588	581	563	569	590
OFPC			0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Effectifs d'élèves/étudiants</i>			<i>494</i>	<i>513</i>	<i>524</i>	<i>513</i>	<i>510</i>	<i>524</i>	<i>515</i>	<i>514</i>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	<b>23 654</b>	<b>23 110</b>	<b>23 975</b>	<b>24 345</b>	<b>24 165</b>	<b>23 400</b>	<b>22 902</b>	<b>22 233</b>	<b>22 144</b>	<b>22 224</b>
Personnel enseignant	17 712	17 243	17 630	17 980	17 745	17 108	16 640	16 084	16 142	16 192
Autres personnels	1 964	1 948	2 129	2 145	2 112	2 051	2 007	1 996	2 052	2 116
Biens & services	577	664	665	586	634	601	600	564	523	551
Bâtiments	1 044	1 069	1 052	1 109	1 057	1 124	1 154	1 131	942	876
Informatique			380	380	380	380	380	380	380	380
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 297</b>	<b>20 925</b>	<b>21 856</b>	<b>22 201</b>	<b>21 929</b>	<b>21 264</b>	<b>20 781</b>	<b>20 155</b>	<b>20 038</b>	<b>20 114</b>
Intérêts & amort.	894	730	744	752	839	797	813	833	835	846
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	843	819	617	622	624	599	582	557	566	588
OFPC	290	276	372	364	357	320	314	302	298	297
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>11 080</i>	<i>11 273</i>	<i>11 479</i>	<i>11 803</i>	<i>12 307</i>	<i>12 737</i>	<i>13 081</i>	<i>13 215</i>	<i>13 095</i>	<i>12 982</i>

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE (toutes filières, y compris CFP santé-social tertiaire)</b>	<b>22 756</b>	<b>22 272</b>	<b>23 433</b>	<b>23 943</b>	<b>23 711</b>	<b>22 686</b>	<b>22 114</b>	<b>21 359</b>	<b>20 923</b>	<b>20 705</b>
Personnel enseignant	15 167	15 077	15 436	15 856	15 524	15 090	14 693	14 316	14 097	14 104
Autres personnels	2 407	2 411	2 480	2 523	2 494	2 398	2 283	2 148	2 105	2 037
Biens & services	743	702	801	697	811	750	737	667	622	641
Bâtiments	1 169	1 180	1 230	1 250	1 249	1 266	1 401	1 354	1 327	1 196
Informatique	0	0	335	335	335	335	335	335	335	335
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>19 486</b>	<b>19 370</b>	<b>20 282</b>	<b>20 660</b>	<b>20 413</b>	<b>19 840</b>	<b>19 449</b>	<b>18 821</b>	<b>18 485</b>	<b>18 314</b>
Intérêts & amort.	1 529	1 261	1 502	1 624	1 619	1 236	1 104	1 056	982	961
SGX	330	359	385	402	410	414	408	386	403	380
OJ	339	333	301	307	323	316	312	291	284	276
OFPC	1 072	948	962	949	946	882	842	805	768	774
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>17 236</i>	<i>17 377</i>	<i>17 024</i>	<i>17 213</i>	<i>17 646</i>	<i>18 262</i>	<i>18 840</i>	<i>19 757</i>	<i>20 439</i>	<i>20 913</i>
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE (toutes filières, hors CEFOPS tertiaire)</b>	<b>22 731</b>	<b>22 269</b>	<b>23 181</b>	<b>23 675</b>	<b>23 568</b>	<b>22 565</b>	<b>22 016</b>	<b>21 241</b>	<b>20 783</b>	<b>20 550</b>
Personnel enseignant	15 105	15 016	15 259	15 662	15 446	15 017	14 635	14 234	14 001	14 003
Autres personnels	2 399	2 414	2 451	2 505	2 475	2 382	2 270	2 134	2 089	2 019
Biens & services	695	655	749	638	764	713	703	638	592	616
Bâtiments	1 168	1 191	1 228	1 243	1 245	1 265	1 401	1 356	1 322	1 179
Informatique			334	334	334	334	334	334	334	334
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>19 368</b>	<b>19 275</b>	<b>20 021</b>	<b>20 383</b>	<b>20 263</b>	<b>19 711</b>	<b>19 342</b>	<b>18 696</b>	<b>18 338</b>	<b>18 150</b>
Intérêts & amort.	1 578	1 308	1 494	1 614	1 612	1 231	1 100	1 053	979	958
SGX	330	359	385	402	410	413	408	386	403	380
OJ	350	346	301	307	323	316	311	291	284	276
OFPC	1 105	981	981	969	959	894	854	816	778	785
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>16 681</i>	<i>16 741</i>	<i>16 554</i>	<i>16 718</i>	<i>17 307</i>	<i>17 892</i>	<i>18 444</i>	<i>19 392</i>	<i>20 066</i>	<i>20 501</i>
<b>ENSEIGN. SECOND. POSTOBLIG. (apprentissage système dual)</b>			<b>14 661</b>	<b>15 028</b>	<b>15 316</b>	<b>15 016</b>	<b>14 997</b>	<b>14 739</b>	<b>14 637</b>	<b>14 309</b>
Personnel enseignant			7 716	7 971	8 095	8 095	8 098	8 028	8 048	7 811
Autres personnels			1 529	1 565	1 571	1 531	1 483	1 416	1 412	1 380
Biens & services			542	446	608	567	565	498	480	522
Bâtiments			861	966	937	957	1 053	1 055	1 041	913
Informatique			131	131	131	131	131	131	131	131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>10 779</b>	<b>11 079</b>	<b>11 342</b>	<b>11 281</b>	<b>11 330</b>	<b>11 127</b>	<b>11 111</b>	<b>10 756</b>
Intérêts & amort.			679	731	734	557	490	466	433	426
SGX			383	393	397	399	395	383	392	380
OJ			291	294	303	298	295	284	281	276
OFPC			2 530	2 530	2 539	2 482	2 487	2 479	2 420	2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			<i>4 489</i>	<i>4 418</i>	<i>4 364</i>	<i>4 185</i>	<i>4 072</i>	<i>3 973</i>	<i>3 944</i>	<i>4 077</i>
<b>ENSEIGN. SECOND. POSTOBLIG. (filières plein-temps : enseign. général et profess.)</b>			<b>26 424</b>	<b>26 907</b>	<b>26 323</b>	<b>24 865</b>	<b>23 880</b>	<b>22 855</b>	<b>22 166</b>	<b>21 997</b>
Personnel enseignant			18 090	18 483	17 858	17 095	16 352	15 737	15 361	15 481
Autres personnels			2 803	2 846	2 788	2 657	2 506	2 350	2 290	2 216
Biens & services			900	790	871	811	785	716	658	673
Bâtiments			1 360	1 354	1 363	1 370	1 502	1 457	1 349	1 192
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>23 545</b>	<b>23 865</b>	<b>23 272</b>	<b>22 325</b>	<b>21 536</b>	<b>20 652</b>	<b>20 050</b>	<b>19 953</b>
Intérêts & amort.			1 816	1 955	1 938	1 463	1 294	1 221	1 130	1 108
SGX			385	405	415	418	411	386	406	380
OJ			305	312	329	321	316	293	285	276
OFPC			374	370	369	338	323	304	295	279
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			<i>12 145</i>	<i>12 359</i>	<i>12 702</i>	<i>13 383</i>	<i>14 048</i>	<i>14 765</i>	<i>15 424</i>	<i>15 697</i>

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>COLLEGE DE GENEVE</b>	<b>23 158</b>	<b>22 645</b>	<b>24 571</b>	<b>25 276</b>	<b>24 782</b>	<b>23 375</b>	<b>22 365</b>	<b>21 616</b>	<b>20 766</b>	<b>20 813</b>
Personnel enseignant	16 519	16 462	17 058	17 581	17 114	16 345	15 604	15 155	14 677	14 907
Autres personnels	2 460	2 359	2 542	2 644	2 591	2 460	2 309	2 180	2 165	2 118
Biens & services	535	482	566	515	510	509	517	516	472	497
Bâtiments	1 015	999	1 203	1 173	1 199	1 203	1 270	1 240	1 009	919
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>20 528</b>	<b>20 302</b>	<b>21 761</b>	<b>22 304</b>	<b>21 806</b>	<b>20 909</b>	<b>20 091</b>	<b>19 483</b>	<b>18 715</b>	<b>18 833</b>
Intérêts & amort.	1 856	1 545	1 813	1 952	1 934	1 461	1 293	1 219	1 128	1 107
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	93	93	305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>6 477</i>	<i>6 600</i>	<i>6 635</i>	<i>6 599</i>	<i>6 701</i>	<i>6 981</i>	<i>7 283</i>	<i>7 513</i>	<i>7 708</i>	<i>7 826</i>
<b>ECOLE DE CULTURE GENERALE</b>	<b>23 146</b>	<b>22 887</b>	<b>25 220</b>	<b>24 411</b>	<b>23 021</b>	<b>21 664</b>	<b>20 090</b>	<b>18 810</b>	<b>18 231</b>	<b>18 438</b>
Personnel enseignant	16 637	16 615	17 668	17 087	15 919	15 161	13 973	13 188	13 010	13 248
Autres personnels	2 510	2 544	2 678	2 553	2 385	2 318	2 150	1 913	1 784	1 759
Biens & services	459	453	503	385	382	371	343	338	354	393
Bâtiments	911	932	1 169	1 023	967	956	959	848	641	668
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>20 517</b>	<b>20 544</b>	<b>22 411</b>	<b>21 440</b>	<b>20 045</b>	<b>19 198</b>	<b>17 816</b>	<b>16 678</b>	<b>16 181</b>	<b>16 459</b>
Intérêts & amort.	1 856	1 545	1 813	1 952	1 934	1 461	1 293	1 219	1 128	1 107
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	93	93	305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>1 638</i>	<i>1 592</i>	<i>1 510</i>	<i>1 663</i>	<i>1 820</i>	<i>1 898</i>	<i>2 106</i>	<i>2 355</i>	<i>2 614</i>	<i>2 757</i>
<b>CFP COMMERCE (ECOLE DE COMMERCE) (plein-temps)</b>	<b>22 218</b>	<b>22 938</b>	<b>20 551</b>	<b>21 305</b>	<b>20 575</b>	<b>19 631</b>	<b>19 524</b>	<b>18 909</b>	<b>19 416</b>	<b>18 302</b>
Personnel enseignant	15 145	15 509	15 152	15 671	14 915	14 404	14 154	13 594	13 419	13 478
Autres personnels	2 513	2 853	1 222	1 300	1 292	1 301	1 328	1 382	1 377	1 392
Biens & services	617	630	384	320	411	408	369	338	315	370
Bâtiments	1 314	1 603	592	651	589	660	1 008	1 070	1 863	691
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>19 589</b>	<b>20 595</b>	<b>17 741</b>	<b>18 333</b>	<b>17 599</b>	<b>17 165</b>	<b>17 250</b>	<b>16 776</b>	<b>17 365</b>	<b>16 323</b>
Intérêts & amort.	1 856	1 545	1 813	1 952	1 934	1 461	1 293	1 219	1 128	1 107
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	93	93	305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>2 138</i>	<i>1 934</i>	<i>1 849</i>	<i>1 890</i>	<i>2 074</i>	<i>2 327</i>	<i>2 463</i>	<i>2 676</i>	<i>2 866</i>	<i>2 956</i>
<b>ECOLE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE</b>	<b>34 730</b>	<b>32 695</b>	<b>36 653</b>	<b>37 495</b>	<b>37 087</b>	<b>35 762</b>	<b>36 765</b>	<b>34 953</b>	<b>34 422</b>	<b>37 183</b>
Personnel enseignant	23 324	22 086	23 928	24 958	24 166	23 205	23 631	22 480	21 887	21 833
Autres personnels	5 060	4 782	5 107	5 467	5 407	5 445	5 918	5 629	5 860	7 380
Biens & services	1 048	880	1 429	1 303	1 569	1 408	1 520	1 297	1 272	1 277
Bâtiments	2 669	2 603	2 988	2 403	2 577	2 846	3 031	3 023	2 961	4 322
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>32 100</b>	<b>30 352</b>	<b>33 843</b>	<b>34 524</b>	<b>34 111</b>	<b>33 296</b>	<b>34 491</b>	<b>32 821</b>	<b>32 372</b>	<b>35 204</b>
Intérêts & amort.	1 856	1 545	1 813	1 952	1 934	1 461	1 293	1 219	1 128	1 107
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	93	93	305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>443</i>	<i>490</i>	<i>472</i>	<i>444</i>	<i>438</i>	<i>436</i>	<i>398</i>	<i>395</i>	<i>348</i>	<i>219</i>

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>CEPTA (jusqu'en 2006) / CFP CONSTRUCTION, SERVICES ET HOTELLERIE-RESTAURATION, TECHNIQUE (2007) (dual et plein-temps)</b>	<b>23 774</b>	<b>22 700</b>	<b>22 267</b>	<b>23 008</b>	<b>23 722</b>	<b>23 348</b>	<b>23 172</b>	<b>22 326</b>	<b>22 142</b>	
Personnel enseignant	14 065	13 583	13 701	14 228	14 451	14 298	14 122	13 579	13 817	
Autres personnels	2 202	2 238	2 258	2 301	2 375	2 404	2 319	2 229	2 299	
Biens & services	802	818	938	782	1 192	1 101	1 107	954	936	
Bâtiments	1 677	1 532	1 517	1 766	1 768	1 849	2 022	1 990	1 555	
Informatique			203	203	203	203	203	203	203	
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>18 746</b>	<b>18 171</b>	<b>18 617</b>	<b>19 280</b>	<b>19 990</b>	<b>19 856</b>	<b>19 773</b>	<b>18 955</b>	<b>18 811</b>	
Intérêts & amort.	1 045	862	949	1 028	1 032	792	699	670	630	
SGX	330	359	380	380	380	380	380	380	380	
OJ	350	346	276	276	276	276	276	276	276	
OFFPC	3 303	2 963	2 044	2 044	2 044	2 044	2 044	2 044	2 044	
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>2 984</i>	<i>3 030</i>	<i>3 033</i>	<i>3 014</i>	<i>3 035</i>	<i>2 998</i>	<i>2 995</i>	<i>3 010</i>	<i>2 987</i>	
<b>CEPTA (jusqu'en 2006) / CFP CONSTRUCTION, SERVICES ET HOTELLERIE-RESTAURATION, TECHNIQUE (2007) (dual)</b>	<b>16 769</b>	<b>16 115</b>	<b>16 515</b>	<b>16 939</b>	<b>17 348</b>	<b>16 868</b>	<b>16 704</b>	<b>15 976</b>	<b>15 657</b>	
Personnel enseignant	9 504	9 326	9 360	9 658	9 756	9 498	9 350	8 873	8 886	
Autres personnels	1 488	1 536	1 543	1 562	1 603	1 597	1 536	1 457	1 479	
Biens & services	542	561	641	531	805	731	733	623	602	
Bâtiments	1 133	1 052	1 036	1 199	1 194	1 228	1 339	1 300	1 000	
Informatique			131	131	131	131	131	131	131	
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 667</b>	<b>12 475</b>	<b>12 710</b>	<b>13 081</b>	<b>13 488</b>	<b>13 185</b>	<b>13 088</b>	<b>12 384</b>	<b>12 098</b>	
Intérêts & amort.	710	594	679	731	734	557	490	466	433	
SGX	330	359	380	380	380	380	380	380	380	
OJ	350	346	276	276	276	276	276	276	276	
OFFPC	2 711	2 341	2 470	2 470	2 470	2 470	2 470	2 470	2 470	
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>2 268</i>	<i>2 338</i>	<i>2 329</i>	<i>2 301</i>	<i>2 304</i>	<i>2 241</i>	<i>2 231</i>	<i>2 212</i>	<i>2 158</i>	
<b>CEPTA (jusqu'en 2006) / CFP CONSTRUCTION, SERVICES ET HOTELLERIE-RESTAURATION, TECHNIQUE (2007) (plein-temps)</b>	<b>45 965</b>	<b>44 962</b>	<b>41 573</b>	<b>42 825</b>	<b>44 034</b>	<b>42 643</b>	<b>42 171</b>	<b>39 984</b>	<b>39 035</b>	
Personnel enseignant	28 512	27 977	28 079	28 975	29 267	28 494	28 051	26 618	26 659	
Autres personnels	4 463	4 609	4 628	4 685	4 809	4 791	4 607	4 370	4 436	
Biens & services	1 626	1 684	1 922	1 593	2 415	2 194	2 198	1 870	1 807	
Bâtiments	3 400	3 156	3 109	3 598	3 581	3 685	4 016	3 901	3 001	
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>38 002</b>	<b>37 426</b>	<b>38 130</b>	<b>39 243</b>	<b>40 464</b>	<b>39 556</b>	<b>39 263</b>	<b>37 151</b>	<b>36 294</b>	
Intérêts & amort.	2 106	1 769	1 845	1 984	1 972	1 488	1 310	1 236	1 143	
SGX	330	359	380	380	380	380	380	380	380	
OJ	350	346	276	276	276	276	276	276	276	
OFFPC	5 177	5 063	942	942	942	942	942	942	942	
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>716</i>	<i>692</i>	<i>703</i>	<i>713</i>	<i>730</i>	<i>758</i>	<i>764</i>	<i>798</i>	<i>829</i>	
<b>CFP CONSTRUCTION (dès 2008) (dual et plein-temps)</b>										<b>20 613</b>
Personnel enseignant										12 121
Autres personnels										1 915
Biens & services										1 048
Bâtiments										1 949
Informatique										183
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>17 216</b>
Intérêts & amort.										567
SGX										380
OJ										276
OFFPC										2 174
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										<i>1 243</i>

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>CFP CONSTRUCTION (dès 2008) (dual)</b>										<b>15 826</b>
Personnel enseignant										8 641
Autres personnels										1 365
Biens & services										747
Bâtiments										1 390
Informatique										131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>12 274</b>
Intérêts & amort.										426
SGX										380
OJ										276
OFPC										2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										993
<b>CFP CONSTRUCTION (dès 2008) (plein-temps)</b>										<b>39 601</b>
Personnel enseignant										25 923
Autres personnels										4 095
Biens & services										2 242
Bâtiments										4 169
Informatique										392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>36 821</b>
Intérêts & amort.										1 122
SGX										380
OJ										276
OFPC										1 001
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										250
<b>CFP SERVICES ET HOTELLERIE- RESTAURATION (dès 2008) (dual)</b>										<b>13 148</b>
Personnel enseignant										5 921
Autres personnels										1 706
Biens & services										685
Bâtiments										1 152
Informatique										131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>9 595</b>
Intérêts & amort.										426
SGX										380
OJ										276
OFPC										2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										406
<b>CFP TECHNIQUE (dès 2008) (dual et plein-temps)</b>										<b>26 905</b>
Personnel enseignant										17 131
Autres personnels										2 902
Biens & services										1 172
Bâtiments										2 276
Informatique										244
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>23 725</b>
Intérêts & amort.										728
SGX										380
OJ										276
OFPC										1 796
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										1 352

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>CFP TECHNIQUE (dès 2008) (dual)</b>										<b>16 255</b>
Personnel enseignant										9 172
Autres personnels										1 554
Biens & services										628
Bâtiments										1 219
Informatique										131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>12 702</b>
Intérêts & amort.										426
SGX										380
OJ										276
OFPC										2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										765
<b>CFP TECHNIQUE (dès 2008) (plein-temps)</b>										<b>40 799</b>
Personnel enseignant										27 515
Autres personnels										4 661
Biens & services										1 883
Bâtiments										3 656
Informatique										392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>										<b>38 106</b>
Intérêts & amort.										1 121
SGX										380
OJ										276
OFPC										916
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>										587
<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES (jusqu'en 2006) CFP ARTS APPLIQUES (dès 2007) (dual et plein-temps)</b>	<b>35 156</b>	<b>34 562</b>	<b>34 144</b>	<b>34 285</b>	<b>33 072</b>	<b>30 684</b>	<b>30 028</b>	<b>29 106</b>	<b>27 796</b>	<b>27 509</b>
Personnel enseignant	21 039	22 337	22 824	21 840	20 950	19 794	19 570	18 751	18 479	18 156
Autres personnels	3 172	3 220	3 760	3 672	3 364	2 839	2 596	2 603	2 494	2 244
Biens & services	1 387	1 263	1 554	1 482	1 433	1 432	1 452	1 298	1 216	1 217
Bâtiments	1 407	1 384	1 534	2 745	2 712	2 517	2 600	2 832	2 222	2 586
Informatique			340	340	340	340	340	340	340	340
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>27 005</b>	<b>28 204</b>	<b>30 011</b>	<b>30 080</b>	<b>28 798</b>	<b>26 922</b>	<b>26 558</b>	<b>25 824</b>	<b>24 750</b>	<b>24 543</b>
Intérêts & amort.	2 105	1 712	1 624	1 780	1 808	1 373	1 220	1 154	1 059	989
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	5 365	3 941	1 817	1 705	1 716	1 645	1 518	1 447	1 294	1 320
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	366	370	365	405	450	467	483	504	529	579
<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES (jusqu'en 2006) CFP ARTS APPLIQUES (dès 2007) (dual)</b>			<b>15 461</b>	<b>15 335</b>	<b>14 670</b>	<b>13 622</b>	<b>13 318</b>	<b>12 946</b>	<b>12 479</b>	<b>12 983</b>
Personnel enseignant			8 742	8 193	7 685	7 219	7 059	6 753	6 710	6 976
Autres personnels			1 440	1 378	1 234	1 036	936	937	905	862
Biens & services			595	556	526	522	524	467	441	468
Bâtiments			587	1 030	995	918	938	1 020	807	994
Informatique			131	131	131	131	131	131	131	131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>11 495</b>	<b>11 288</b>	<b>10 570</b>	<b>9 826</b>	<b>9 588</b>	<b>9 309</b>	<b>8 994</b>	<b>9 430</b>
Intérêts & amort.			679	731	734	557	490	466	433	426
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC			2 595	2 595	2 617	2 496	2 509	2 490	2 359	2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			71	68	62	60	55	56	65	115

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES (jusqu'en 2006)</b>			<b>38 658</b>	<b>38 100</b>	<b>36 010</b>	<b>33 234</b>	<b>32 201</b>	<b>31 163</b>	<b>29 966</b>	<b>31 106</b>
<b>CFP ARTS APPLIQUES (dès 2007)</b> (plein-temps)										
Personnel enseignant			26 225	24 580	23 055	21 658	21 178	20 260	20 129	20 929
Autres personnels			4 320	4 133	3 701	3 107	2 809	2 812	2 716	2 587
Biens & services			1 785	1 668	1 577	1 567	1 572	1 402	1 324	1 403
Bâtiments			1 762	3 090	2 984	2 754	2 814	3 060	2 421	2 981
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>34 484</b>	<b>33 863</b>	<b>31 709</b>	<b>29 477</b>	<b>28 764</b>	<b>27 926</b>	<b>26 982</b>	<b>28 291</b>
Intérêts & amort.			1 852	1 991	1 979	1 494	1 314	1 240	1 147	1 123
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC			1 629	1 526	1 573	1 519	1 391	1 316	1 144	1 035
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			294	337	389	407	428	448	464	464
<b>CFP COMMERCE (COURS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX)</b> (dual)	<b>10 130</b>	<b>9 794</b>	<b>12 412</b>	<b>12 822</b>	<b>12 902</b>	<b>12 785</b>	<b>12 841</b>	<b>13 186</b>	<b>13 402</b>	<b>12 998</b>
Personnel enseignant	5 226	5 299	5 850	6 136	6 242	6 520	6 654	7 091	7 104	7 319
Autres personnels	233	286	1 402	1 469	1 432	1 353	1 306	1 272	1 253	1 213
Biens & services	185	165	362	306	334	326	289	280	269	302
Bâtiments	385	404	701	731	664	660	732	775	1 160	481
Informatique			131	131	131	131	131	131	131	131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 028</b>	<b>6 154</b>	<b>8 446</b>	<b>8 774</b>	<b>8 802</b>	<b>8 989</b>	<b>9 111</b>	<b>9 548</b>	<b>9 917</b>	<b>9 446</b>
Intérêts & amort.	710	594	679	731	734	557	490	466	433	426
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	2 711	2 341	2 595	2 595	2 617	2 496	2 509	2 490	2 359	2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	1 951	1 999	1 989	1 955	1 912	1 803	1 694	1 611	1 624	1 695
<b>ESAV / ESBA</b>	<b>27 359</b>	<b>26 163</b>	Ecole incluse dans le caclul HES dès 2001							
Personnel enseignant	18 988	18 285								
Autres personnels	3 154	3 256								
Biens & services	1 361	1 156								
Bâtiments	1 227	1 123								
Informatique										
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>24 730</b>	<b>23 820</b>								
Intérêts & amort.	1 856	1 545								
SGX	330	359								
OJ	350	346								
OFPC	93	93								
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	270	283								
<b>CENTRE DE LULLIER (jusqu'en 2006)</b>	<b>47 496</b>	<b>46 036</b>	<b>37 280</b>	<b>36 594</b>	<b>40 678</b>	<b>41 781</b>	<b>40 876</b>	<b>38 016</b>	<b>34 881</b>	<b>32 279</b>
<b>CFP NATURE ET ENVIRONNEMENT (dès 2007)</b> (dès 2001, dual et plein-temps)										
Personnel enseignant	18 702	18 436	14 764	16 167	17 313	18 867	18 193	18 059	18 194	17 044
Autres personnels	13 188	12 513	8 904	9 001	9 699	9 838	8 955	7 740	6 985	5 046
Biens & services	9 565	7 884	6 805	5 391	7 000	6 629	6 281	5 414	4 463	3 555
Bâtiments	3 411	4 860	3 318	2 429	3 053	3 297	4 416	3 903	2 444	3 857
Informatique			311	311	311	311	311	311	311	311
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>44 866</b>	<b>43 694</b>	<b>34 102</b>	<b>33 298</b>	<b>37 375</b>	<b>38 941</b>	<b>38 155</b>	<b>35 427</b>	<b>32 397</b>	<b>29 812</b>
Intérêts & amort.	1 856	1 545	1 452	1 584	1 585	1 207	1 046	991	918	896
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	93	93	1 034	992	969	890	943	917	873	914
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	197	217	311	312	297	288	302	308	320	328

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>CENTRE DE LULLIER (jusqu'en 2006)</b>			15 687	13 904	14 978	14 480	14 312	13 324	14 072	12 826
<b>CFP NATURE ET ENVIRONNEMENT (dès 2007)</b> (dual)										
Personnel enseignant			5 792	4 672	5 098	4 966	4 946	4 935	6 102	6 177
Autres personnels			3 835	3 782	4 034	4 050	3 780	3 210	2 942	2 291
Biens & services			1 808	1 180	1 499	1 435	1 616	1 316	1 310	578
Bâtiments			156	92	116	102	109	95	103	97
Informatique			131	131	131	131	131	131	131	131
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>11 721</b>	<b>9 857</b>	<b>10 877</b>	<b>10 684</b>	<b>10 582</b>	<b>9 687</b>	<b>10 587</b>	<b>9 273</b>
Intérêts & amort.			679	731	734	557	490	466	433	426
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC			2 595	2 595	2 617	2 496	2 509	2 490	2 359	2 470
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			99	94	86	81	93	93	97	102
<b>CENTRE DE LULLIER (jusqu'en 2006)</b>			47 664	46 142	51 222	52 268	52 355	48 447	43 427	41 181
<b>CFP NATURE ET ENVIRONNEMENT (dès 2007)</b> (plein-temps)										
Personnel enseignant			19 128	20 878	22 324	24 100	23 779	23 462	22 965	21 986
Autres personnels			11 353	11 254	12 020	12 102	11 243	9 706	8 734	6 362
Biens & services			9 183	7 209	9 254	8 661	8 345	7 196	5 828	4 917
Bâtiments			4 798	3 437	4 256	4 547	6 323	5 559	3 457	5 545
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>44 854</b>	<b>43 170</b>	<b>48 246</b>	<b>49 802</b>	<b>50 081</b>	<b>46 315</b>	<b>41 376</b>	<b>39 202</b>
Intérêts & amort.			1 813	1 952	1 934	1 461	1 293	1 219	1 128	1 107
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC			305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			212	218	211	207	209	215	223	227
<b>SCAI</b>	<b>37 180</b>	<b>35 335</b>	<b>38 007</b>	<b>37 129</b>	<b>40 454</b>	<b>39 671</b>	<b>37 910</b>	<b>32 272</b>	<b>32 926</b>	<b>33 073</b>
Personnel enseignant	29 168	27 734	27 718	27 544	29 965	29 656	28 808	24 747	24 734	24 451
Autres personnels	3 338	3 305	4 248	3 943	3 900	3 682	2 991	2 311	2 248	2 188
Biens & services	398	441	678	491	617	549	565	615	584	713
Bâtiments	752	650	1 445	1 147	1 934	2 189	2 099	1 189	2 124	2 571
Informatique			335	335	335	335	335	335	335	335
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>33 656</b>	<b>32 129</b>	<b>34 425</b>	<b>33 459</b>	<b>36 751</b>	<b>36 411</b>	<b>34 798</b>	<b>29 196</b>	<b>30 025</b>	<b>30 258</b>
Intérêts & amort.	1 535	1 301	1 547	1 673	1 664	1 248	1 086	1 091	1 003	969
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	350	346	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	1 308	1 199	1 343	1 276	1 289	1 268	1 295	1 304	1 205	1 190
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	217	226	239	263	272	297	324	550	566	584
<b>CEFOPS (jusqu'en 2006)</b>	<b>23 500</b>	<b>22 369</b>	<b>27 228</b>	<b>27 138</b>	<b>25 816</b>	<b>22 659</b>	<b>23 155</b>	<b>21 897</b>	<b>22 713</b>	<b>22 577</b>
<b>CFP SANTE-SOCIAL (dès 2007)</b> (secondaire II et tertiaire)										
Personnel enseignant	17 031	16 692	17 515	17 650	15 843	14 254	14 683	14 070	14 267	14 180
Autres personnels	2 638	2 353	2 967	2 557	2 876	2 510	2 473	2 279	2 227	2 235
Biens & services	2 188	1 936	2 149	2 099	2 329	1 627	1 638	1 338	1 324	1 138
Bâtiments	1 187	906	1 203	1 280	939	816	1 094	1 031	1 840	2 009
Informatique			302	302	302	302	302	302	302	302
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>23 043</b>	<b>21 887</b>	<b>24 135</b>	<b>23 887</b>	<b>22 289</b>	<b>19 507</b>	<b>20 189</b>	<b>19 020</b>	<b>19 959</b>	<b>19 864</b>
Intérêts & amort.	34	29	1 548	1 635	1 464	1 068	990	993	902	876
SGX	330	359	386	406	417	420	413	387	407	380
OJ	0	0	307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC	93	93	852	895	1 314	1 340	1 244	1 203	1 159	1 181
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	555	636	621	669	647	766	792	833	878	967

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>CEFOPS (jusqu'en 2006)</b>			<b>11 594</b>	<b>10 561</b>	<b>20 104</b>	<b>17 187</b>	<b>19 656</b>	<b>17 458</b>	<b>18 476</b>	<b>18 229</b>
<b>CFP SANTE-SOCIAL (dès 2007)</b> (secondaire II)										
Personnel enseignant			4 552	4 115	11 796	10 212	11 955	10 493	10 601	10 505
Autres personnels			1 301	970	2 212	1 857	2 036	1 785	1 703	1 693
Biens & services			602	492	1 370	759	954	653	656	566
Bâtiments			930	702	357	333	816	836	2 008	1 972
Informatique			235	235	235	235	235	235	235	235
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>7 620</b>	<b>6 514</b>	<b>15 970</b>	<b>13 397</b>	<b>15 996</b>	<b>14 002</b>	<b>15 203</b>	<b>14 971</b>
Intérêts & amort.			725	731	945	702	688	817	735	704
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC			2 556	2 595	2 441	2 344	2 240	1 958	1 846	1 897
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			<i>151</i>	<i>174</i>	<i>308</i>	<i>397</i>	<i>396</i>	<i>469</i>	<i>505</i>	<i>555</i>
<b>CEFOPS (jusqu'en 2006)</b>			<b>29 381</b>	<b>29 910</b>	<b>31 025</b>	<b>28 554</b>	<b>26 672</b>	<b>27 606</b>	<b>28 449</b>	<b>28 437</b>
<b>CFP SANTE-SOCIAL (dès 2007)</b> (tertiaire)										
Personnel enseignant			19 210	19 808	19 513	18 594	17 405	18 667	19 230	19 133
Autres personnels			3 258	2 863	3 478	3 210	2 909	2 915	2 937	2 966
Biens & services			2 570	2 581	3 199	2 558	2 320	2 217	2 227	1 908
Bâtiments			1 143	1 294	1 466	1 334	1 372	1 283	1 613	2 059
Informatique			392	392	392	392	392	392	392	392
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>26 572</b>	<b>26 938</b>	<b>28 048</b>	<b>26 088</b>	<b>24 398</b>	<b>25 474</b>	<b>26 399</b>	<b>26 458</b>
Intérêts & amort.			1 813	1 952	1 934	1 461	1 293	1 219	1 128	1 107
SGX			386	406	417	420	413	387	407	380
OJ			307	314	332	324	318	294	286	276
OFPC			305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			<i>470</i>	<i>495</i>	<i>339</i>	<i>369</i>	<i>396</i>	<i>365</i>	<i>373</i>	<i>412</i>
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b> (En 2003, selon comptes provisoires au 30 avril 2004)	<b>37 426</b>	<b>36 970</b>	<b>38 195</b>	<b>36 620</b>	<b>43 240</b>	<b>42 663</b>	<b>40 238</b>	<b>35 149</b>	<b>35 381</b>	<b>34 677</b>
Personnel enseignant	23 083	23 532	21 261	19 629	23 142	22 987	21 290	18 961	19 007	19 302
Autres personnels	7 628	8 859	7 385	6 488	8 204	7 730	7 006	6 575	6 714	6 923
Biens & services	3 847	182	5 594	6 692	6 362	6 584	6 496	5 499	5 687	4 557
Bâtiments	2 435	3 935	0	0	0	0	0	0	0	0
Informatique			0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>36 993</b>	<b>36 507</b>	<b>34 239</b>	<b>32 809</b>	<b>37 708</b>	<b>37 301</b>	<b>34 793</b>	<b>31 035</b>	<b>31 408</b>	<b>30 783</b>
Intérêts & amort.	10	10	3 651	3 511	5 239	5 100	5 196	3 882	3 744	3 679
SGX	330	359	0	0	0	0	0	0	0	0
OJ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OFPC	93	93	305	299	293	261	250	233	229	216
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>1 111</i>	<i>1 125</i>	<i>1 697</i>	<i>2 125</i>	<i>2 970</i>	<i>3 157</i>	<i>3 470</i>	<i>3 806</i>	<i>3 867</i>	<i>3 843</i>
<b>UNIVERSITE</b>	<b>35 704</b>	<b>34 190</b>	<b>34 742</b>	<b>34 846</b>	<b>34 643</b>	<b>34 980</b>	<b>35 784</b>	<b>36 231</b>	<b>38 171</b>	<b>38 444</b>
Personnel enseignant	18 418	17 919	17 718	17 538	17 158	17 253	17 519	17 661	18 715	19 036
Autres personnels	10 204	10 119	10 121	10 350	10 468	10 639	10 918	11 220	12 045	12 057
Biens & services	2 982	2 521	2 905	2 843	2 896	3 201	3 320	3 099	3 063	3 004
Bâtiments	2 509	2 195	2 233	2 170	2 020	2 059	2 039	2 145	2 143	2 162
Informatique			0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>34 114</b>	<b>32 754</b>	<b>32 977</b>	<b>32 901</b>	<b>32 541</b>	<b>33 152</b>	<b>33 796</b>	<b>34 126</b>	<b>35 966</b>	<b>36 258</b>
Intérêts & amort.	1 590	1 436	1 728	1 901	2 057	1 786	1 946	2 063	2 160	2 138
SGX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OJ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OFPC	0	0	36	44	46	42	42	42	45	48
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>11 922</i>	<i>12 154</i>	<i>12 396</i>	<i>12 691</i>	<i>13 310</i>	<i>13 535</i>	<i>13 385</i>	<i>12 915</i>	<i>12 312</i>	<i>12 276</i>

**Tableau 27 : Dépenses unitaires, en francs constants (valeur 2008), et effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, 1999-2008 (suite)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>ENSEIGNEMENT TERTIAIRE</b> (CFP nature-environnement tertiaire, HES, Université)			34 971	34 932	36 106	36 263	36 471	35 806	37 300	37 319
Personnel enseignant			18 179	17 902	18 275	18 343	18 275	17 972	18 795	19 100
Autres personnels			9 580	9 572	9 920	9 940	9 947	10 008	10 594	10 637
Biens & services			3 208	3 369	3 521	3 813	3 936	3 614	3 657	3 338
Bâtiments			1 937	1 840	1 647	1 662	1 614	1 649	1 630	1 657
Informatique			13	13	8	8	9	8	9	10
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>32 917</b>	<b>32 695</b>	<b>33 372</b>	<b>33 767</b>	<b>33 780</b>	<b>33 252</b>	<b>34 685</b>	<b>34 741</b>
Intérêts & amort.			1 955	2 126	2 623	2 393	2 585	2 450	2 507	2 470
SGX			12	13	9	9	9	8	9	9
OJ			10	10	7	7	7	6	6	7
OFPC			76	88	95	87	89	89	92	92
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			14 563	15 312	16 620	17 062	17 251	17 085	16 552	16 531

© SRED 2009

**Tableau 28 : Dépenses unitaires, selon la source de financement, 2008 (en francs courants)**

	Nombre d'élèves	Confédération	Canton de Genève	Autres cantons	Communes	Privé	Dépenses par élève
Enseignement primaire (hors instit. spéc.)	33 979	225	10 721	4	3 806	309	15 064
Cycle d'Orientation	12 982	223	21 578	8	0	416	22 224
Collège de Genève	7 826	157	20 315	13	0	328	20 813
Ecole de culture générale	2 757	157	17 864	40	0	377	18 438
CFP Commerce (Ecole de commerce)	2 956	2 049	15 915	25	0	314	18 302
Ecole d'enseignement technique	219	6 745	29 837	210	0	392	37 183
CFP Construction	1 243	2 068	17 678	292	0	575	20 613
CFP Services et hôtellerie-restauration (dual)	406	1 284	11 139	327	0	397	13 148
CFP Technique	1 352	3 045	22 647	227	0	986	26 905
CFP arts appliqués	579	3 135	21 326	1 241	0	1 807	27 509
CFP Commerce (CPC)	1 695	1 355	10 978	327	0	337	12 998
CFP nature et environnement	328	3 413	22 009	5 011	0	1 846	32 279
SCAI	584	4 039	28 471	82	0	481	33 073
CFP santé-social	967	2 470	17 153	1 660	0	1 294	22 577
HES	3 843	///	///	///	///	///	34 677
Université	12 276	6 626	28 125	2 011	0	1 683	38 444

© SRED 2009

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008**

<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>		Services DIP	Services		<b>TOTAL</b>
Enseignement ordinaire et classes spécialisées (sans les institutions du SMP)		(SGX, OJ, OFPC)	centraux des institutions	Ecoles	
<b>Encadrement total</b>		<b>0,55</b>	<b>1,67</b>	<b>5,50</b>	<b>7,71</b>
<b>Personnel enseignant</b>		-	<b>1,05</b>	<b>5,45</b>	<b>6,50</b>
	enseignants	-	0,02	4,83	4,85
	généralistes non-titulaires	-	-	0,33	0,33
	remplaçants	-	0,27	-	0,27
	enseignants formateurs	-	0,14	-	0,14
	structures d'accueil	-	-	0,07	0,07
	maîtres disciplines spéciales	-	0,61	-	0,61
	recyclage et formation complémentaire	-	0,00	-	0,00
	enseignement spécialisé	-	-	0,20	0,20
	cas particuliers	-	0,01	0,01	0,01
	autres	-	0,00	0,01	0,01
<b>Autres personnels</b>		<b>0,55</b>	<b>0,62</b>	<b>0,05</b>	<b>1,21</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>					
	enseignement	0,03	0,30	0,05	0,37
	administration	0,22	0,25	-	0,47
	paramédicaux et médicaux	0,22	-	-	0,22
	technique	0,01	0,02	-	0,02
	scientifiques - informatiques	0,04	0,03	-	0,07
	manuels	0,03	0,02	-	0,05
	autres	0,01	-	-	0,01
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>		Services DIP	Services		<b>TOTAL</b>
Enseignement ordinaire		(SGX, OJ, OFPC)	centraux des institutions	Ecoles	
<b>Encadrement total</b>		<b>0,55</b>	<b>1,67</b>	<b>5,33</b>	<b>7,55</b>
<b>Personnel enseignant</b>		-	<b>1,05</b>	<b>5,33</b>	<b>6,38</b>
	enseignants	-	0,02	4,90	4,92
	généralistes non-titulaires	-	-	0,33	0,33
	remplaçants	-	0,27	-	0,27
	enseignants formateurs	-	0,14	-	0,14
	structures d'accueil	-	-	0,07	0,07
	maîtres disciplines spéciales	-	0,61	-	0,61
	recyclage et formation complémentaire	-	0,00	-	0,00
	enseignement spécialisé	-	-	-	-
	cas particuliers	-	0,01	0,01	0,01
	autres	-	0,00	0,01	0,01
<b>Autres personnels</b>		<b>0,55</b>	<b>0,62</b>	<b>0,01</b>	<b>1,17</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>					
	enseignement	0,03	0,30	0,01	0,33
	administration	0,22	0,25	-	0,47
	paramédicaux et médicaux	0,22	-	-	0,22
	technique	0,01	0,02	-	0,02
	scientifiques - informatiques	0,04	0,03	-	0,07
	manuels	0,03	0,02	-	0,05
	autres	0,01	-	-	0,01

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	TOTAL
Classes spécialisées				
<b>Encadrement total</b>	<b>0,55</b>	<b>1,67</b>	<b>16,45</b>	<b>18,67</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>1,05</b>	<b>13,51</b>	<b>14,56</b>
enseignants	-	0,02	-	0,02
généralistes non-titulaires	-	-	-	-
remplaçants	-	0,27	-	0,27
enseignants formateurs	-	0,14	-	0,14
structures d'accueil	-	-	-	-
maîtres disciplines spéciales	-	0,61	-	0,61
recyclage et formation complémentaire	-	0,00	-	0,00
enseignement spécialisé	-	-	13,51	13,51
cas particuliers	-	0,01	-	0,01
autres	-	0,00	-	0,00
<b>Autres personnels</b>	<b>0,55</b>	<b>0,62</b>	<b>2,95</b>	<b>4,11</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,03	0,30	2,95	3,27
administration	0,22	0,25	-	0,47
paramédicaux et médicaux	0,22	-	-	0,22
technique	0,01	0,02	-	0,02
scientifiques - informatiques	0,04	0,03	-	0,07
manuels	0,03	0,02	-	0,05
autres	0,01	-	-	0,01
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,74</b>	<b>0,91</b>	<b>11,38</b>	<b>13,03</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,54</b>	<b>10,11</b>	<b>10,65</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,10</b>	<b>9,51</b>	<b>9,61</b>
enseignants	-	0,21	9,89	10,11
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		0,08	9,30	9,38
enseignants formateurs	-	0,22	-	0,22
remplaçants	-	0,00	0,21	0,21
formation continue	-	0,07	-	0,07
recyclage et formation complémentaire	-	0,03	-	0,03
autres	-	0,01	-	0,01
<b>Autres personnels</b>	<b>0,74</b>	<b>0,36</b>	<b>1,28</b>	<b>2,38</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,02	0,04	0,15	0,22
administration	0,31	0,22	0,61	1,15
paramédicaux et médicaux	0,32	0,01	0,22	0,55
technique	0,01	0,01	0,28	0,30
scientifiques - informatiques	0,04	0,03	0,01	0,08
manuels	0,02	0,03	-	0,05
autres	0,02	0,02	-	0,04

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE</b> Tous types d'écoles et filières Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,74</b>	<b>0,40</b>	<b>10,15</b>	<b>11,28</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>8,57</b>	<b>8,79</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>7,92</b>	<b>7,94</b>
enseignants	-	0,08	8,31	8,38
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,00	7,67	7,68
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,10	0,10
assistants de laboratoire	-	-	0,08	0,08
formation continue	-	0,00	0,01	0,01
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,01	0,02
cours inter-entreprises	-	-	0,06	0,06
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	0,00	0,00
<b>Autres personnels</b>	<b>0,74</b>	<b>0,18</b>	<b>1,57</b>	<b>2,49</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,18	0,23
administration	0,38	0,11	0,82	1,31
paramédicaux et médicaux	0,27	0,00	0,09	0,37
technique	0,01	0,01	0,40	0,42
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	0,02	0,08
manuels	0,01	0,00	0,04	0,04
autres	0,02	0,00	0,02	0,04
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE</b> Tous types d'écoles et filières Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,74</b>	<b>0,47</b>	<b>11,87</b>	<b>13,07</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,26</b>	<b>10,03</b>	<b>10,28</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>9,27</b>	<b>9,29</b>
enseignants	-	0,09	9,72	9,81
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,01	8,97	8,98
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,12	0,12
assistants de laboratoire	-	-	0,10	0,10
formation continue	-	0,00	0,01	0,01
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,01	0,03
cours inter-entreprises	-	-	0,07	0,07
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	0,00	0,00
<b>Autres personnels</b>	<b>0,74</b>	<b>0,21</b>	<b>1,84</b>	<b>2,79</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,22	0,27
administration	0,38	0,13	0,96	1,47
paramédicaux et médicaux	0,27	0,00	0,11	0,38
technique	0,01	0,01	0,47	0,49
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	0,02	0,08
manuels	0,01	0,00	0,04	0,05
autres	0,02	0,00	0,03	0,04

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

COLLEGE DE GENEVE	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	TOTAL
<b>Encadrement total</b>	<b>0,50</b>	<b>0,44</b>	<b>10,49</b>	<b>11,43</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,25</b>	<b>8,98</b>	<b>9,24</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,03</b>	<b>8,28</b>	<b>8,31</b>
enseignants	-	0,11	8,79	8,90
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		0,02	8,09	8,11
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,10	0,10
assistants de laboratoire	-	-	0,09	0,09
formation continue	-	0,00	-	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,00	0,02
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,50</b>	<b>0,19</b>	<b>1,50</b>	<b>2,20</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,14	0,19
administration	0,26	0,12	0,81	1,19
paramédicaux et médicaux	0,16	0,00	0,09	0,25
technique	0,01	0,01	0,45	0,47
scientifiques - informatiques	0,04	0,01	0,01	0,06
manuels	0,01	0,00	0,01	0,02
autres	0,01	0,00	0,00	0,02
<b>ECOLE DE CULTURE GENERALE</b>	<b>Services DIP (SGX, OJ, OFPC)</b>	<b>Services centraux des institutions</b>	<b>Ecoles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,50</b>	<b>0,41</b>	<b>10,05</b>	<b>10,97</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,23</b>	<b>8,75</b>	<b>8,97</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>7,98</b>	<b>8,00</b>
enseignants	-	0,08	8,51	8,60
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		0,01	7,75	7,76
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,14	0,14
assistants de laboratoire	-	-	0,10	0,10
formation continue	-	0,00	-	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,00	0,02
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,50</b>	<b>0,19</b>	<b>1,31</b>	<b>2,00</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,14	0,19
administration	0,26	0,12	0,67	1,05
paramédicaux et médicaux	0,16	0,00	0,08	0,24
technique	0,01	0,01	0,42	0,44
scientifiques - informatiques	0,04	0,01	-	0,06
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,01	0,00	-	0,02

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>ECOLE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,50</b>	<b>0,40</b>	<b>18,77</b>	<b>19,67</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>11,47</b>	<b>11,69</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>8,67</b>	<b>8,68</b>
enseignants	-	0,08	11,12	11,19
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,00	8,38	8,39
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	-	-
assistants de laboratoire	-	-	0,26	0,26
formation continue	-	0,00	0,09	0,09
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,50</b>	<b>0,18</b>	<b>7,30</b>	<b>7,98</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,66	0,71
administration	0,26	0,11	2,11	2,48
paramédicaux et médicaux	0,16	0,00	0,20	0,36
technique	0,01	0,01	3,75	3,77
scientifiques - informatiques	0,04	0,01	0,46	0,52
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,01	0,00	0,13	0,15
<b>CFP ARTS APPLIQUES</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>0,87</b>	<b>0,40</b>	<b>14,80</b>	<b>16,07</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>12,93</b>	<b>13,15</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>12,27</b>	<b>12,28</b>
enseignants	-	0,08	10,86	10,93
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,00	10,22	10,23
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,14	0,14
assistants de laboratoire	-	-	1,42	1,42
formation continue	-	0,00	0,03	0,03
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	0,49	0,49
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,87</b>	<b>0,18</b>	<b>1,86</b>	<b>2,91</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,19	0,24
administration	0,45	0,11	1,12	1,68
paramédicaux et médicaux	0,33	0,00	0,09	0,42
technique	0,01	0,01	0,44	0,46
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	-	0,06
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	0,03	0,05

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP ARTS APPLIQUES</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,87</b>	<b>0,47</b>	<b>16,48</b>	<b>17,81</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,26</b>	<b>14,40</b>	<b>14,66</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>13,66</b>	<b>13,68</b>
enseignants	-	0,09	12,09	12,18
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		<i>0,01</i>	<i>11,38</i>	<i>11,39</i>
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,16	0,16
assistants de laboratoire	-	-	1,58	1,58
formation continue	-	0,00	0,03	0,04
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	0,55	0,55
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,87</b>	<b>0,21</b>	<b>2,08</b>	<b>3,15</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,21	0,27
administration	0,45	0,13	1,24	1,82
paramédicaux et médicaux	0,33	0,00	0,11	0,43
technique	0,01	0,01	0,49	0,51
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	0,03	0,05
<b>CFP COMMERCE (ECOLE DE COMMERCE ET COURS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX)</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,87</b>	<b>0,44</b>	<b>7,81</b>	<b>9,11</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,25</b>	<b>6,92</b>	<b>7,16</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>6,45</b>	<b>6,47</b>
enseignants	-	0,10	6,76	6,86
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		<i>0,00</i>	<i>6,29</i>	<i>6,30</i>
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,14	0,14
assistants de laboratoire	-	-	0,01	0,01
formation continue	-	0,00	-	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	0,01	0,01
<b>Autres personnels</b>	<b>0,87</b>	<b>0,19</b>	<b>0,89</b>	<b>1,95</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,06	0,11
administration	0,44	0,12	0,54	1,11
paramédicaux et médicaux	0,33	0,00	0,08	0,41
technique	0,01	0,01	0,21	0,23
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	-	0,06
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP COMMERCE (ECOLE DE COMMERCE ET COURS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX)</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,87</b>	<b>0,52</b>	<b>10,34</b>	<b>11,73</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,29</b>	<b>9,16</b>	<b>9,45</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>8,55</b>	<b>8,57</b>
enseignants	-	0,12	8,95	9,07
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		<i>0,01</i>	<i>8,34</i>	<i>8,34</i>
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,19	0,19
assistants de laboratoire	-	-	0,01	0,01
formation continue	-	0,00	-	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	0,01	0,01
<b>Autres personnels</b>	<b>0,87</b>	<b>0,22</b>	<b>1,18</b>	<b>2,27</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,08	0,14
administration	0,44	0,15	0,72	1,31
paramédicaux et médicaux	0,33	0,00	0,10	0,43
technique	0,01	0,01	0,28	0,30
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02
<b>CFP CONSTRUCTION</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1,34</b>	<b>0,40</b>	<b>8,47</b>	<b>10,21</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>6,95</b>	<b>7,16</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>6,27</b>	<b>6,28</b>
enseignants	-	0,08	6,61	6,69
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		<i>0,00</i>	<i>5,98</i>	<i>5,98</i>
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,04	0,04
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,01	0,01
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,04	0,05
cours inter-entreprises	-	-	0,25	0,25
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>1,34</b>	<b>0,18</b>	<b>1,52</b>	<b>3,04</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,07	0,12
administration	0,68	0,11	0,94	1,74
paramédicaux et médicaux	0,55	0,00	0,06	0,61
technique	0,01	0,01	0,45	0,47
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP CONSTRUCTION</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1,34</b>	<b>0,47</b>	<b>17,94</b>	<b>19,75</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,26</b>	<b>14,72</b>	<b>14,97</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>13,28</b>	<b>13,30</b>
enseignants	-	0,09	14,01	14,10
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		0,01	12,66	12,67
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,09	0,09
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,01	0,02
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,08	0,09
cours inter-entreprises	-	-	0,53	0,53
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>1,34</b>	<b>0,21</b>	<b>3,23</b>	<b>4,78</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,16	0,21
administration	0,68	0,13	2,00	2,81
paramédicaux et médicaux	0,55	0,00	0,13	0,68
technique	0,01	0,01	0,95	0,97
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02
<b>CFP SERVICES ET HOTELLERIE-RESTAURATION</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1,50</b>	<b>0,40</b>	<b>4,00</b>	<b>5,89</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>3,04</b>	<b>3,25</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>2,73</b>	<b>2,75</b>
enseignants	-	0,08	2,89	2,97
<i>dont activité d'enseignement   (enseignants)</i>		0,00	2,60	2,60
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,03	0,03
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,00	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,00	0,02
cours inter-entreprises	-	-	0,11	0,11
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>1,50</b>	<b>0,18</b>	<b>0,96</b>	<b>2,64</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,24	0,29
administration	0,76	0,11	0,44	1,31
paramédicaux et médicaux	0,63	0,00	0,17	0,79
technique	0,01	0,01	0,12	0,14
scientifiques - informatiques	0,06	0,01	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,03	0,00	-	0,03

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP SERVICES ET HOTELLERIE-RESTAURATION</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1,50</b>	<b>0,47</b>	<b>11,99</b>	<b>13,96</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,26</b>	<b>9,11</b>	<b>9,36</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>8,20</b>	<b>8,22</b>
enseignants	-	0,09	8,67	8,76
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		<i>0,01</i>	<i>7,79</i>	<i>7,79</i>
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,09	0,09
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,01	0,01
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,01	0,03
cours inter-entreprises	-	-	0,33	0,33
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>1,50</b>	<b>0,21</b>	<b>2,89</b>	<b>4,59</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,72	0,77
administration	0,76	0,13	1,31	2,21
paramédicaux et médicaux	0,63	0,00	0,50	1,13
technique	0,01	0,01	0,36	0,38
scientifiques - informatiques	0,06	0,02	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,03	0,00	-	0,03
<b>CFP TECHNIQUE</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1,15</b>	<b>0,40</b>	<b>12,51</b>	<b>14,06</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>10,10</b>	<b>10,32</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>9,34</b>	<b>9,35</b>
enseignants	-	0,08	9,67	9,74
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		<i>0,00</i>	<i>8,97</i>	<i>8,97</i>
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	-	-
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,02	0,02
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,04	0,05
cours inter-entreprises	-	-	0,37	0,37
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>1,15</b>	<b>0,18</b>	<b>2,42</b>	<b>3,74</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,22	0,27
administration	0,59	0,11	1,07	1,77
paramédicaux et médicaux	0,46	0,00	0,09	0,55
technique	0,01	0,01	0,86	0,88
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	0,18	0,25
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP TECHNIQUE</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1,15</b>	<b>0,47</b>	<b>19,71</b>	<b>21,32</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,26</b>	<b>15,91</b>	<b>16,16</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>14,71</b>	<b>14,73</b>
enseignants	-	0,09	15,23	15,32
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,01	14,12	14,13
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	-	-
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,04	0,04
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	0,06	0,07
cours inter-entreprises	-	-	0,59	0,59
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>1,15</b>	<b>0,21</b>	<b>3,80</b>	<b>5,16</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,34	0,40
administration	0,59	0,13	1,68	2,40
paramédicaux et médicaux	0,46	0,00	0,14	0,60
technique	0,01	0,01	1,36	1,38
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	0,28	0,35
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02
<b>CFP NATURE ET ENVIRONNEMENT</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,82</b>	<b>0,40</b>	<b>16,80</b>	<b>18,02</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,22</b>	<b>11,30</b>	<b>11,52</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,01</b>	<b>10,84</b>	<b>10,86</b>
enseignants	-	0,08	10,74	10,82
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,00	10,29	10,29
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,12	0,12
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	-	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	0,43	0,43
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,82</b>	<b>0,18</b>	<b>5,50</b>	<b>6,49</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,52	0,57
administration	0,42	0,11	1,86	2,39
paramédicaux et médicaux	0,31	0,00	0,09	0,40
technique	0,01	0,01	0,06	0,08
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	0,06	0,12
manuels	0,01	0,00	2,01	2,02
autres	0,02	0,00	0,90	0,92

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP NATURE ET ENVIRONNEMENT</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,82</b>	<b>0,47</b>	<b>21,28</b>	<b>22,57</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,26</b>	<b>14,32</b>	<b>14,57</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,02</b>	<b>13,74</b>	<b>13,76</b>
enseignants	-	0,09	13,61	13,70
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,01	13,03	13,04
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,16	0,16
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	-	0,00
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	0,55	0,55
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,82</b>	<b>0,21</b>	<b>6,97</b>	<b>7,99</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,04	0,66	0,72
administration	0,42	0,13	2,36	2,91
paramédicaux et médicaux	0,31	0,00	0,11	0,42
technique	0,01	0,01	0,07	0,09
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	0,07	0,14
manuels	0,01	0,00	2,55	2,56
autres	0,02	0,00	1,14	1,16
<b>CFP SANTE-SOCIAL</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,89</b>	<b>1,09</b>	<b>8,69</b>	<b>10,67</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,31</b>	<b>6,63</b>	<b>6,94</b>
<b>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</b>		<b>0,08</b>	<b>6,57</b>	<b>6,65</b>
enseignants	-	0,16	6,53	6,70
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,07	6,47	6,54
enseignants formateurs	-	0,11	-	0,11
remplaçants	-	-	0,02	0,02
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,08	0,08
recyclage et formation complémentaire	-	0,02	-	0,02
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,01	-	0,01
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,89</b>	<b>0,77</b>	<b>2,06</b>	<b>3,73</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,13	0,86	1,00
administration	0,46	0,45	1,15	2,06
paramédicaux et médicaux	0,34	0,08	0,05	0,47
technique	0,01	0,10	-	0,10
scientifiques - informatiques	0,05	0,01	-	0,06
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>CFP SANTE-SOCIAL</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,89</b>	<b>1,35</b>	<b>11,14</b>	<b>13,37</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0,37</b>	<b>8,49</b>	<b>8,87</b>
<i>dont activité d'enseignement (total personnel enseignant)</i>		<b>0,10</b>	<b>8,41</b>	<b>8,51</b>
enseignants	-	0,20	8,37	8,57
<i>dont activité d'enseignement (enseignants)</i>		0,08	8,29	8,37
enseignants formateurs	-	0,13	-	0,13
remplaçants	-	-	0,02	0,02
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0,00	0,10	0,10
recyclage et formation complémentaire	-	0,03	-	0,03
cours inter-entreprises	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	0,02	-	0,02
autres	-	-	-	-
<b>Autres personnels</b>	<b>0,89</b>	<b>0,97</b>	<b>2,64</b>	<b>4,50</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	0,01	0,17	1,10	1,28
administration	0,46	0,56	1,48	2,49
paramédicaux et médicaux	0,34	0,10	0,07	0,51
technique	0,01	0,12	-	0,13
scientifiques - informatiques	0,05	0,02	-	0,07
manuels	0,01	0,00	-	0,01
autres	0,02	0,00	-	0,02

<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b> Ecoles genevoises, y compris ESBA et ESIG	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,13</b>	<b>0,60</b>	<b>17,02</b>	<b>17,75</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	-	<b>11,45</b>	<b>11,45</b>
professeurs	-	-	2,77	2,77
chargés d'enseignement	-	-	4,08	4,08
chargés de cours	-	-	1,83	1,83
autres enseignants	-	-	0,27	0,27
vacataires	-	-	0,01	0,01
remplaçants corps professoral	-	-	0,01	0,01
assistants	-	-	2,49	2,49
<b>Autres personnels</b>	<b>0,13</b>	<b>0,60</b>	<b>5,57</b>	<b>6,30</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>				
enseignement	-	0,08	1,23	1,31
administration	0,09	0,33	2,55	2,97
paramédicaux et médicaux	0,04	-	0,13	0,17
technique	-	-	0,80	0,80
scientifiques - informatiques	0,00	0,14	0,61	0,75
manuels	-	-	0,11	0,11
autres	0,00	0,05	0,14	0,20

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes ETP pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2008 (suite)**

<b>UNIVERSITE</b> Uniquement compte de fonctionnement courant, sans fonds FNRS ou privés de recherche	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux université et facultés	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0,03</b>	<b>23,06</b>	<b>23,09</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>13,18</b>	<b>13,18</b>
corps professoral	-	3,41	3,41
collaborateurs à l'enseignement	-	2,50	2,50
remplaçants collab. à l'enseign.	-	0,02	0,02
assistants	-	6,98	6,98
moniteurs	-	0,27	0,27
autres	-	0,00	0,00
<b>Autres personnels</b>	<b>0,03</b>	<b>9,88</b>	<b>9,91</b>
<i>par famille de fonctions (cf. Annexes)</i>			
enseignement	-	0,08	0,08
administration	0,02	4,28	4,30
paramédicaux et médicaux	0,01	1,74	1,75
technique	-	1,12	1,12
scientifiques - informatiques	0,00	1,72	1,72
manuels	-	0,46	0,46
autres	0,00	0,48	0,48

© SRED 2009



